

Silence

N°320
Février
2005
4 €
6 FS

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence



Ecologie et cultures alternatives

Décroissance
Pétrole
et géologie
politique

Finances
Imaginer
une banque
transparente

Energies
Bureautique
et économies
d'énergie



Sommaire

VU de l'intérieur...

Dossier

Ecologie et cultures alternatives

de Vincent Peyret et Mimmo Pucciarelli

La culture comme des chaussures

de Matt Mahlen

Culture où est-tu ?

de Madeleine Nutchey

Culture ou barbarie

de Jean-Claude Besson-Girard

23 Décroissance Pétrole et géologie politique

d' Yves Cochet

Finances

30 Imaginer une banque transparente

de Michel Bernard

33 OGM et nucléaire Similitudes entre les combats

d'André Larivière

nucléaire

35 Comment arrête-t-on un train ?

photos de David Sterboul

38 Energies Bureautique et économies d'énergie

de Michel Bernard

Brèves

- 17 Alternatives
- 20 Nucléaire
- 21 Energies
- 27 Environnement
- 28 Santé
- 29 Nord/Sud
- 32 Société
- 34 Annonces
- 36 Politique
- 37 Femmes
- 40 Paix
- 41 Courriers
- 45 Livres

Index de la revue

L'index des articles et brèves parus en 2004 est disponible contre 2 euros. Les index des années précédentes sont également disponibles à ce prix (depuis 1994).

Pour ceux qui le désirent, nous disposons d'une compilation portant sur la fusion des index de 1994 à 2002. Il peut vous être communiqué par courriel en le demandant à romain.desbois@caramail.com.

Assemblée générale de Silence

Notez déjà la date. Elle se tiendra le samedi 2 avril. Elle sera suivie le dimanche par un conseil d'administration.

LYON

Marchandisation du monde

Silence vous invite à un débat dans ses locaux le vendredi 18 février, à 18 h autour du thème de la marchandisation du monde, des négociations de l'OMC, des menaces de l'AGCS, de la notion de biens communs... Les débats suivants auront lieu les 18 mars, 22 avril, 20 mai...

Nord-Pas-de-Calais

Le prochain numéro régional sera consacré au Nord-Pas-de-Calais. Si vous désirez nous aider à concevoir ce numéro, nous pouvons vous envoyer un courrier avec les explications pour la recherche des reportages. Ecrivez-nous ou téléphonez-nous (de préférence le mercredi au 04 78 39 55 33).

Primevère 2005

Nous cherchons des volontaires pour tenir le stand de Silence au salon Primevère, à Eurexpo, les 25, 26 et 27 février. Si vous pouvez donner au moins deux heures, vous pouvez prendre contact dès maintenant avec Dorothée Fessler en téléphonant à Silence le vendredi au 04 78 39 55 33 ou les autres jours au 04 74 65 50 34.

Pas de courriel

Comment se fait-il qu'une grande revue moderne comme *Silence* n'ait pas de courriel ? Si vous avez une boîte aux lettres électronique et qu'une personne envoie un message groupé à toute une liste de personnes, pratique courante sur internet, tout le monde peut reprendre votre adresse et ensuite vous envoyer n'importe quoi... et en quelques jours pour une revue comme la nôtre, le courriel est saturé de publicités et autres envois indésirables. Quelques essais — sans même annoncer l'adresse dans la revue — nous ont vite dissuadés de continuer.

Réseau Polochon

Le réseau Polochon est un réseau d'hébergement solidaire entre les lectrices et lecteurs de la revue. Il fonctionne de manière autonome vis-à-vis de la revue. Si vous voulez une information sur le fonctionnement de ce réseau, il vous faut envoyer une enveloppe timbrée. Pour adhérer au réseau et recevoir le répertoire des lieux d'accueil, il faut en plus envoyer trois timbres à 0,50 € par an. Pour s'inscrire dans ce répertoire, comme lieu d'accueil, il faut donner les renseignements nécessaires : conditions d'accueil, nombre de personnes accueillies, durée, acceptation ou non d'animaux de compagnie, comment s'annoncer, services demandés en échange de l'hospitalité... Pour en savoir plus : Réseau Polochon, Ailise, tél : 03 84 48 84 56.

N° 321 (mars) : clôture des articles et comité de lecture : samedi 29 janvier à 14 h. Clôture des brèves : mercredi 2 février à 12 h.

N° 322 (avril) : clôture des articles et comité de lecture : samedi 19 février à 14 h. Clôture des brèves : mercredi 2 mars à 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 5 janvier 2005.

Bulletin d'abonnement page 47



LE PLAN DE COHÉSION SOCIALE
DE JEAN-LOUIS BORLOD



TESTS NÉGATIFS POUR UNE VACHE
AMÉRICAINE SUSPECTÉE D'ÊTRE
ATTENTE DE LA VACHE FOLLE



Biodiversité

Le seul point commun entre la culture et l'agriculture ne se limite pas aux navets. La monoculture qui détruit les sols détruit aussi les têtes. Et les OGM, organisation des grands médias, sont là pour nous dire comment penser. Existe-t-il pour autant une ou des cultures alternatives et qu'est-ce que l'écologie peut apporter comme supplément d'âme dans ces tentatives d'expression autres. Que faut-il entendre par le mot "alternative" dans ce cas-là ? Que sortir de la marchandisation de la culture est possible ? Qu'une autre culture est possible ?

L'écologie nous apprend que plus un écosystème est diversifié, plus il est capable de se modifier et de s'adapter. A l'inverse, un milieu où règne la culture unique ne peut qu'aller droit dans le mur et s'écrouler.

Les cultures seraient donc alternatives uniquement au pluriel. Elles devraient également être non hiérarchisées, fonctionner en réseau, favoriser l'entraide, l'échange, les liens entre les groupes et les individus...

Cette réflexion sur la ou les cultures est peu abordée pour le moment dans S!lence. Nous avons amorcé ce débat dans le questionnaire diffusé auprès des lecteurs en 2003. Nous en donnons ici les réponses ainsi que les avis de quelques personnes proches de nous qui ont bien voulu semer sur le papier leurs idées. En espérant qu'au printemps, ces idées puissent germer.

Francis Vergier ■



Ecologie et cultures alternatives

Les questionnaires de *S!lence* servent à ouvrir des débats. Voici les réponses concernant la notion de "culture alternative", sujet qui en a laissé plus d'un-e perplexe.

Tout arrive à qui sait attendre ! Ainsi ceux qui attendaient (mais n'avaient-ils pas désespéré après plus d'une année ?) les analyses du questionnaire *S!lence* 2003 peuvent se réjouir : voilà un article portant sur un morceau de cette enquête, celle relative aux questions autour de la "culture alternative" (1). Il semblerait qu'elle ait été la partie la plus "difficile" à remplir, ou pour le moins "déroutante" car près de 40% des lecteurs et lectrices de *S!lence* ayant renvoyé le questionnaire n'ont pas répondu à cette partie, soit en laissant la page blanche, soit en mettant quelques mots de commentaires laissant deviner leur incompréhension ou perplexité exprimées par des remarques du type "je ne comprends pas" ; "Je ne vois pas ce que vous désignez par culture alternative" ; "ces subtilités ne m'intéressent pas", etc.

Il est effectivement vrai que l'on utilise peu ce concept de culture alternative bien qu'on parle, par exemple, plus usuellement de culture libertaire ou de culture écologique. Si l'on peut donc comprendre la réaction de certain-e-s face à cette question, notre objectif était d'essayer de savoir si une telle culture existe et ce qu'elle représente dans l'imaginaire des lecteurs et lectrices de *S!lence*. Les réponses que nous avons ne nous permettront pas de mettre un point final à ce sujet, mais notre enquête n'avait pas ceci comme objectif, mais plus modestement de rassembler de la matière à réflexion sur un thème qui mérite sûrement que l'on s'y attarde davantage si l'on veut comprendre en quoi nos activités alternatives produisent de la culture, comment cette culture enrichit nos alternatives et quelle est sa nature.

Rappelons que le questionnaire ne fut pas conçu comme une enquête "classique" qui aurait entraîné une analyse cataloguant le pourcentage des personnes dans tel ou tel autre type de pensée... Ce pourquoi nous n'utiliserons que très peu de chiffres dans la présentation des réponses car nous préférons juste faire ressortir les grandes idées qui circulent au sein du lectorat de *S!lence*. Il est d'autre

part à souligner qu'à l'intérieur de cette partie du questionnaire, tout le monde n'a pas traité l'intégralité des questions (par exemple 163 personnes ont essayé de définir la culture alternative alors que seulement 17 essaient d'en définir les éléments).

La culture alternative, kesako ?

La première question laissait la parole aux lecteurs et lectrices pour leur permettre de tenter de définir ce que pouvait être une culture alternative, ce qui n'était pas une mince affaire. Le terme "culture alternative" recouvre en effet tout un tas de phénomènes très différents les uns des autres et variant d'individu à individu.

Cette difficulté semble dériver du terme alternatif et de la polysémie qu'il colporte. La plupart des fois on l'utilise pour signifier qu'on a l'alternative de faire ceci ou cela. On a l'alternative entre s'acheter un manteau de fourrure ou en laine, l'extrême-droite propose une alternative à la politique du centre gauche, en ski de fond, on parle d'un pas alternatif,

etc. Dans le cadre d'un journal comme *S!lence*, le mot "alternatif" se rapproche plutôt d'une des définitions du Petit Larousse illustré : "qui se propose de mettre en place un mode de production, des circuits de consommation jugés plus adaptés à l'individu que ceux de la société industrielle". Si l'on emprunte à ce même dictionnaire ce qui serait la culture c'est-à-dire "l'ensemble des structures sociales et des manifestations artistiques, religieuses, intellectuelles qui définissent un groupe, une société par rapport à une autre", alors, on peut définir la "culture alternative" comme "l'ensemble des structures sociales et des manifestations artistiques, religieuses et intellectuelles mettant en place un mode de production, des circuits de consommation jugés plus adaptés à l'individu que ceux de la société industrielle". Pourquoi, dès lors, avoir demandé aux lecteurs et lectrices de *S!lence* de définir la culture alternative, si la définition était si claire ? La réalité n'étant pas une page de dictionnaire, il nous a semblé bien plus intéressant d'avoir des définitions de personnes qui "vivent au quotidien" cette culture alternative plutôt que se baser seulement sur une définition théorique.

Tout d'abord il faut souligner qu'une grande majorité (90%) de ceux et celles qui ont répondu à cette question (165 personnes) a estimé qu'il existait bel et bien une ou des cultures alternatives et ce même si certain-e-s n'ont pas été capables de la-les définir...



P.-E. Weck/ID photo

Action anti-pub dans le métro parisien, automne 2003.

(1) Une première partie du questionnaire portant sur la nature politique de l'écologie a été publiée dans le numéro 310.

De nombreuses personnes ont défini cette notion en opposition avec un ensemble de choses variées censées représenter la norme (système marchand, capitalisme en général, pensée dominante ou le "comme il faut") alors que certain-e-s sont rentrés dans une vision politique en la classifiant dans des familles présentes à l'extrême-gauche. D'autres personnes ont défini la culture alternative comme étant intrinsèquement multiple ou encore relevant de valeurs très consensuelles de type respect de l'environnement, de soi et des autres.

Enfin une partie non négligeable des réponses insiste sur les limites de la culture alternative, qui pêcherait surtout par ses nombreux défauts.

La culture alternative comme opposition

Pour cet ouvrier belge de plus de 30 ans, "L'alimentation bio, le pacifisme, l'anti-nucléaire ou le végétarisme... représentent des cultures alternatives. Elles s'opposent à la pensée dominante ; chacune avec son approche du problème de décroissance. Leur but est identique : limiter la casse". Alors que pour ce chauffagiste de plus de 50 ans "elle exprime avant tout le refus du "prêt à penser" du système". En d'autres termes, ajoute-t-il, la culture alternative signifie "marcher, respirer, penser, rire et vivre par soi-même. Ne pas attendre qu'un autre le fasse à notre place". Une secrétaire ayant une quarantaine d'années pense que "c'est une problématique complexe. En effet, il y a plusieurs cultures alternatives lesquelles se regroupent sous la bannière de la lutte contre l'uniformisation, l'exploitation de l'homme par l'homme et la domination [de nos sociétés de la part] du capital et du marché".

La culture alternative représente une vision politique

Cette jeune surveillante, elle, se situerait "entre deux grandes familles : la gauche radicale et le mouvement révolutionnaire". Selon un directeur commercial retraité elle correspondrait plus particulièrement "à Porto Allegre et toute la mouvance qui va avec". Un jeune étudiant précise davantage sa pensée en disant que la culture alter-



Action des intermittents du spectacle en 2003.

native représente plutôt "des groupes au fonctionnement horizontal (anarchistes) qui refusent la marchandisation des rapports sociaux, le patriarcat, le machisme et qui défendent l'autonomie". Une personne se définissant comme artiste considère que la culture alternative existe, "mais ça fluctue : elle s'exprime par la pensée d'Illich, Castoriadis, Rabhi, ou De Singly". La culture alternative comprend "la famille écolo, celle de l'extrême gauche et la liber-

Nos activités alternatives produisent de la culture et cette culture enrichit nos alternatives.

taire, sachant qu'il y a des ponts entre les trois et on y retrouve des militants et des praticiens". Selon un animateur et agriculteur, d'une trentaine d'années, la culture alternative est présente dans "l'anarchisme, l'alter mondialisme, chez les "simples" volontaires et d'autres courants de pensée plus ou moins radicaux". Enfin un conseiller professionnel de plus de 30 ans affirme lui que la culture alternative c'est "le communisme, s'il est pris en main par chacun".

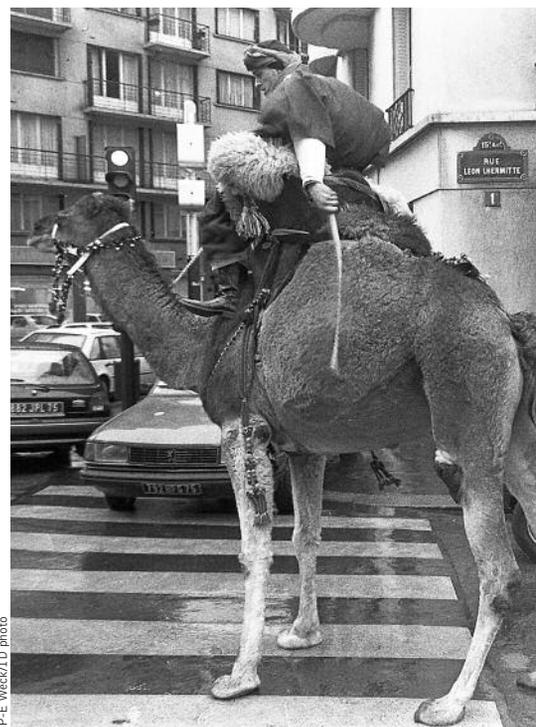
En fait, il n'y aurait pas une culture alternative. Elles sont multiples. C'est l'opinion d'un jeune instituteur puisqu'il écrit "il y a de nombreuses cultures alternatives comme il y a de nombreuses approches spirituelles adaptées aux attentes de chacun". En fait, "tout individu citoyen autonome capable de réfléchir développe ses alternatives", affirme une institutrice. Il y aurait "autant de cultures alternatives que de sujets, chacun mettant les priorités qui lui donnent sa propre conception du bien-être dans la marge de la société occidentale" lisons-nous dans la partition de cette musicienne d'une trentaine d'années. Dans le même sens cette jeune enseignante chercheuse pense qu'"il existe autant de cultures alternatives que d'individus qui la pratiquent. C'est à la fois une richesse et un frein". "Ce sont des gens multiples, renchérit une bibliothécaire, avec des envies, des projets divers mais qui tendent tous vers le changement". Mais affirme ce jeune ingé-

nieur, attention "s'il y a une seule culture alternative il y a uniformisation. [Donc] il faut agir dans sa région, penser global pour agir local". Pour conclure un jeune étudiant nous dit qu'"il n'y a pas vraiment de cultures alternatives globale et cohérente en Occident, plutôt des alternatives culturelles fragmentaires à assembler et à recomposer en étant vigilant par rapport aux forces de récupération et dissolution dans la culture dominante".

Elles sont donc nombreuses et probablement elles se font l'écho de trop de théories, c'est ce que l'on entend en lisant la réponse de ce facteur trentenaire qui affirme qu'elles "sont des prisons qui nous empêchent d'être libres. [L'alternative serait donc celle] d'être acteur de sa vie, et ne pas suivre les intellos". Un prof parisien de plus de quarante ans pense que la culture alternative relève plutôt du "non-conformisme qui consiste à vivre selon ses besoins et ses convictions propres et non ceux des autres, quitte à les provoquer et les déranger dans leur confort intellectuel".

La culture est imprégnée de valeurs consensuelles

Dans ce cas, la culture alternative serait une vision du monde respectueuse "de l'être, des libertés et de l'environnement, et puis créatives" comme nous le dit cette étudiante ; la culture alternative représen-



P.-E. Weck/TD photo

Manifestation du collectif Pa'Dak : un rallye Dakar-Paris.



Ambiance Bois

Une maison en rondin construite par Ambiance Bois.

te le respect "de soi, de l'autre et de son environnement ; pour moi, précise cette infirmière bientôt à la retraite, c'est une vie durable sur terre".

Une secrétaire de mairie de plus de quarante ans affirme que pour elle la culture alternative "c'est une sensibilité ou un instinct qui amène à rechercher l'art de vivre en harmonie avec la nature" alors qu'une prof d'une cinquantaine d'années déclare que "c'est une vie simple, saine, économe respectueuse de la nature". Pour cet agriculteur breton, ce respect doit être enseigné "dans les écoles, il faut apprendre la nature aux enfants, la plantation des arbres et leur intérêt, le jardinage, ainsi qu'une agriculture de subsistance". Ce qui n'est pas si éloigné de la pensée de cet orthophoniste qui pense que "la culture alternative c'est le respect des différences, la solidarité envers les autres personnes, le refus de la mondialisation, de la pensée unique véhiculée par les médias ou le système".



Quant à ce chauffeur de poids lourd, il déclare que "les cultures alternatives doivent être traditionnelles, ce qui veut dire en accord avec les lois naturelles".

Et ce "grimpeur élagueur" de déclarer qu'elle s'apparenterait à "celle des peuples autochtones qui respectent la mère Terre et ne prennent que ce dont ils ont besoin" ce qui rejoint les écrits de cette musicienne devenue institutrice : "ce sont les autres cultures non occidentales qui intègrent l'homme à son environnement".

Mais la culture alternative a des limites

En effet "alternatif ne signifie rien, le fait de s'opposer par principe est un travers adolescent" développe ce prof retraité, tout comme cette agricultrice qui pense qu'"alternatif n'est pas une culture, être différent ne doit pas être un objectif". En fait, il semblerait comme l'indique ce maraîcher horticulteur de plus de cinquante ans qu'"on ne peut pas parler de culture : chacun fait ce qu'il peut, seul l'ermite est cohérent". "Il n'y a pas de culture alternative, insiste ce "chercheur et commercial à la fois" d'un peu moins de soixante ans, il y a des livres alternatifs mais ils restent dans le domaine de l'ésotérisme pour la plupart". Un jeune animateur exprime une opinion plus radicale encore puisqu'il affirme qu'elle correspond surtout "à la culture de la pseudo alternative bien-pensante, bobo, bureaucratique des rassemblements alter-mondialistes et autres vingt ans de Silence. Cette "culture alternative", martèle-t-il, trouve dans "l'écologie" de quoi nourrir son pseudo métaphysique ethnocentriste : du bon et du mauvais".

Laissons le mot de la fin à ce prof trentenaire qui affirme (pour rire ?) qu'"il y a deux sortes de cultures alternatives : le punk et la mienne. La mienne est beaucoup moins connue...".

Culture alternative = écologie ?

Dans l'imaginaire des écologistes, il pourrait sembler évident que la culture alternative soit par essence écologiste et qu'elle soit "naturellement" une des manifestations des combats écologistes. Si nombre des lecteurs et lectrices de Silence ont insisté pour dire que la culture alternative et l'écologie étaient effectivement très proches voire indissociables, d'autres ont préféré expliquer que ces deux notions étaient juste liées par des valeurs communes. Par contre certain-e-s se sont montrés sceptiques quant à l'évidence de ces liens.

Pour ce prof retraité, les deux notions semblent indissociables. Il "ne voit pas comment une mouvance alternative pourrait ne pas tenir compte de l'écologie". Pour cette institutrice, il est évident "qu'il y a un lien d'amour entre la culture alternative et l'écologie". L'écologie politique "doit être le dénominateur commun de toutes les formes que cette culture revêt" souhaite cette lycéenne. D'ailleurs, affirme ce facteur de moins de quarante ans "est-elle par essence une alternative". Pour ce jeune prof "l'un débouche sur l'autre et inversement. Toute pensée non conformiste est une exaltation de la vie et donc de l'écologie". De toute manière "les alternatives sont fiables si elles prennent en compte l'écologie" affirme cette jeune animatrice. Car, déclare un responsable pédagogique "l'écologie est une forme saine et globale d'alternative politique".

Pour d'autres personnes les valeurs communes qui lieraient la culture alternative et l'écologie, sont "le respect d'autrui, l'intelligence de vie, certaine idée de l'équilibre des choix à faire" comme le souligne ce commerçant et agriculteur de plus de cinquante ans. Ou encore, suggère cette conseillère en énergie de plus de trente ans "le retour à la responsabilisation de chacun, faire soi-même, participer". C'est aussi "la responsabilisation de l'individu par rapport à ses choix et son environnement" selon cet ouvrier de moins de trente ans. C'est "l'opposition au modèle, qui pousse à la réflexion" nous précise cette vendeuse du même âge. C'est encore "la façon de penser le monde différente d'une pensée unique imposée et monolithique" écrit cette éducatrice et cuisinière, de plus de quarante ans. Enfin pour cette secrétaire et formatrice bientôt quinquagenaire, les liens entre la culture alternative et l'écologie se trouvent dans "le mieux vivre ! L'équilibre, l'harmonie en soi-même et avec les autres".

Des liens pas évidents

Pour d'autres, les liens entre les deux ne sont pas évidents. Ainsi pour ce régisseur-comédien de plus de cinquante ans qui pense que *"trop de projets ou réalisations écologistes se disent alternatifs pour qu'il y ait un lien entre les deux"*. Mais ce n'est pas forcément ainsi. Ailleurs il a été souligné que *"toutes les cultures alternatives ne sont pas écologistes, il faut que l'écologie imprègne la culture dominante"*. Une animatrice pense tout simplement qu'il n'y a pas de liens entre ces deux termes, *"de fait, car l'alternative peut être de toute sorte"*. Enfin c'est curieux et intéressant de relever la réponse de ce jeune intérimaire, lequel a comparé les deux notions à *"l'Etat et la laïcité. Il y a une méthode qui permet à chaque entité de coexister avec respect et échanges dans un ensemble commun cohérent et pérenne..."*.

Les manifestations de la culture alternative

Comme on le voit, ces tentatives de définitions nous permettent déjà d'un peu mieux cerner ce que représentait la culture alternative. Dans le souci d'avoir une approche plus pragmatique de la question, il fallait aussi essayer de savoir quelles étaient les manifestations concrètes de cette culture alternative. La diversité des réponses (122 reçues pour cette question) nous montre tout simplement la richesse des pratiques de l'ensemble des personnes qui lisent *Silence*. Nous vous les présentons pêle-mêle car nous pensons qu'elles n'ont pas besoin d'être explicitées car elles remplissent tous les mois plusieurs pages de votre mensuel préféré.

Voici la liste des exemples mentionnés une ou deux fois : réseau d'échanges réciproques de savoirs, action directe, fauchage d'OGM, mouvement antipub, Ambiance Bois, Attac, l'auto-construction, les cafés philo, la caravane des quartiers, la caravane itinérante, le cinéma expérimental, le cirque Plume, les communautés, les cultures ethniques minoritaires, Droit au logement, la démocratie participative, le Do It Yourself, les écovillages, l'espéranto, les fêtes de quartier et alternatives, les films dans des maisons de quartier, le mouvement Freinet, les forums sociaux, les intermittents du spectacle, les jardins urbains collectifs, la compagnie Jolie Môme, l'artiste Hundertwasser, la librairie la Gryphe, les Motivés, Lojo, les lieux de vie libertaires, le maraîchage bio, Michael Moore,



Manif anti-voitures et anti-publicitaire, Paris, juin 2004.

Marjolaine, la médecine alternative, Indymedia et les médias alternatifs, Pierre Carles, les Scop, la simplicité volontaire, la philosophie Steiner, le végétarisme, les vélos, Zebda.

Par ailleurs des exemples sont revenus plus régulièrement : AC !, Agir contre le chômage (3), consommation locale et bio (9), éducation alternative (lycées autogérés) (6), les jardins de cocagne (4), l'habillement bio (6), les repas de quartiers (6), les SELs (5), les squats autogérés (7), les spectacles de rue (5).

Que font les lecteurs et lectrices de Silence ?

Une majorité de ceux et celles ayant répondu à la question (81 personnes) sur leur éventuelle participation à ces démarches s'est dit impliquée dans tout ce qui touche à la vie quotidienne : consommation locale et/ou bio, tentative d'avoir des relations sociales épanouissantes et d'avoir une vie la plus cohérente possible par rapport à ses idéaux. Certaines personnes ont par ailleurs affirmé être investies dans des démarches plus militantes. Nous ne retranscrivons ici que quelques réponses montrant, à notre sens, les enjeux de ces engagements :

"j'y participe [à ces démarches] dans mon quotidien, déclare cette jeune agente de coordination, et surtout à travers l'éducation et des valeurs que je veux transmettre aux enfants" alors que ce médecin proche de la retraite dit être en *"non conformité avec les attitudes et consommations qui polluent, en adoptant des attitudes marginales : très peu d'électricité, pas de médicaments chimiques, nourriture bio et surtout végétarienne, jardinage bio, participation aux luttes écologiques non violentes ou contre le nucléaire"*. Quant à ce paysan de plus de 40 ans, il *"participe à la culture new age contemporaine, c'est-à-dire à la fois écolo,*

concrète, mystique, relationnelle, multidimensionnelle, pacifiste et humaniste" alors que cet étudiant toulousain *"essaie de soutenir les projets locaux en faveur de l'autonomie énergétique en participant notamment au développement du réseau huile végétale carburant"* et que cette animatrice MRJC dit être *"allée au FSE et avoir assisté à beaucoup de débats"*. *"J'essaie de jouer de la musique de la manière la plus ouverte possible, écrit un artiste trentenaire, sans sélectionner mon public et en invitant à festoyer sans picoler ou fumer"* alors qu'un agriculteur cinquantenaire nous apprend qu'il *"vit six mois par an avec une tribu amazonienne et bientôt définitivement"*. *"Je fais cuire les carottes, ironise ce moniteur d'atelier de plus de 50 ans, au sens figuré mais aussi au quotidien"*. *"Je pratique l'action directe, décidée en consensus, déclare un jeune étudiant, comme par exemple le sauvetage d'un jardin ouvrier à l'abandon"* alors qu'un commerçant du Pas-de-calais déplore que *"dans la petite ville où j'habite, il n'existe aucune forme d'alternative"* et qu'un salarié agricole quarantenaire avoue qu'il *"ne participe à rien. Je suis tombé dans le piège de l'individualisme mais j'aimerais vivre dans une communauté"*.

Et les envies ? A la question sur les désirs de démarche alternative (42 réponses), nous avons pu voir que certaines personnes ne manquaient pas d'ambition et d'imagination et qu'elles étaient guidées par des envies fort intéressantes. Ainsi un jeune boulanger bio veut monter un *"café-lieu de vie et de débat-cantine associatif pour promouvoir la décroissance conviviale de nos désirs matériels et la croissance illimitée de notre joie à créer, parler, aimer"* tandis qu'un employé dans le maraîchage bio veut *"participer à la mouvance écovillageoise"* et qu'une institutrice de plus de 30 ans veut *"créer sa maison en bio construction avec un maximum d'autonomie énergétique"*. *"Je veux m'investir dans le théâtre, l'écrit, tout ce qui peut faire se rencontrer des gens autrement..."* écrit

cette jeune artiste dramatique alors que cette secrétaire de plus de 40 ans déclare "Je me sens concernée par tellement de sujets que je ne sais lequel choisir en priorité pour m'y consacrer de façon plus active". Devra-t-elle rejoindre cette chômeuse qui veut "beaucoup agir dans la diffusion des énergies renouvelables" ; cette jeune administratrice qui désire "occuper l'endroit où [elle] habite sans payer de loyer à un proprio, et sans l'acheter non plus" ; ce jeune informaticien qui "aimerait faire de l'agriculture végétale" ou enfin cette infirmière de plus de 40 ans qui "aimerait reprendre une petite vigne à plusieurs et apprendre le travail du sol à traction animale" ?

Comment définir l'alternatif ?

La diversité des réponses le montre bien : "alternatif" recouvre tout un tas de phénomènes souvent très distants, des fois contradictoires. D'où l'intérêt de voir quels sont, pour des lecteurs et lectrices de *Silence*, les éléments qui détermineraient cette notion d'alternative. Seulement dix-sept personnes ont répondu à cette question mais nous avons tout de même jugé intéressant de présenter certaines de leurs réponses.

L'alternatif, "c'est très dur à définir, pour une jeune agente de coordination, car c'est une façon de vivre, travailler et consommer propre à chacun" alors que pour une jeune enseignante c'est une "manière de travailler où l'on sait que l'on a

des responsabilités, ou au moins on sait pourquoi on est là et où l'on cautionne ce que l'on fait". Dans le même sens un chômeur heureux affirme que la frontière de l'alternatif est définie par "l'intentionnalité, ce qui peut être contradictoire avec le terme culture même".

Mais l'alternatif ne serait ce pas "l'oubli des notions de base du pouvoir en place (compétition, enrichissement)" pour ce maraîcher-horticulteur, de plus de 50 ans ou "tout ce qui est à contre-courant, en dehors des sentiers battus" pour cette bibliothécaire de moins de trente ans, ou alors "quand la relation humaine devient plus importante que la relation marchande" pour cet agriculteur pépiniériste, de presque soixante ans. A moins que ce soit "la mise à l'index des incohérences, absurdités, contradictions et paradoxes de notre monde qui, en devenant plus moderne, a malheureusement perdu de son humanité et tend vers la barbarie" selon une secrétaire de plus de quarante ans ou encore "tout ce qui cherche à créer en dehors du modèle dominant : écoles non étatiques, collectifs, non coopération" selon un étudiant.

Pour cette artisane de plus de quarante ans, "c'est être hors des circuits marchands ; dans des pratiques de l'échange et de la libre participation aux frais (...) avec des relations horizontales ; pas de recettes toutes prêtes mais des confrontations d'idées, pas une pensée dominante mais une bio-diversité des hypothèses" tandis qu'une étudiante la définit par rapport à "l'autonomie face à tout ce qui peut nous dominer".

Faut-il conclure comme le fait cette institutrice qui déclare tout simplement que l'alternatif "c'est faire autrement" ?

Comment évolue-t-elle ?

Comment la culture alternative évolue-t-elle dans le temps ? On entend souvent que la culture alternative est, par essence, condamnée à rester marginale et à demeurer l'apanage de quelques utopistes. Qu'en pensent les lecteurs et lectrices de *Silence* ?

Certain-e-s des 105 personnes ayant répondu à cette question ont laissé transparaître un certain optimisme quant à l'évolution de la culture alternative alors que des difficultés ont été soulignées. D'autres ont analysé cette évolution en terme de cycles. Enfin certain-e-s n'ont pas manqué de souligner le danger de la récupération de la culture alternative par le système dominant ainsi que le manque d'autocritique l'empêchant de pallier ses carences.

"Les alternatives se bonifient avec l'expérience, enrichies des autres, avec des échecs et des réussites, des réseaux se forment", selon une artisane ayant une quarantaine d'années, et puis "elles s'ancrent de plus en plus dans la vie de tous les jours" selon cet ouvrier paysagiste de plus de cinquante ans. Alors que pour cette assistante de direction d'une trentaine d'années, "il y a eu un vide de la contestation dans les années 1980, mais on dirait qu'après nous avoir fait croire à la fin de l'histoire, l'histoire repart avec la contestation". Reste que "ces mouvements foisonnent mais qu'en sortira t'il ?" s'interroge une personne de plus de cinquante ans.

De quelques difficultés

"On a la sensation qu'à chaque événement on repart à zéro" nous dit ce jeune ingénieur et que "cela évolue de façon négative car nous laissons les pouvoirs personnels dominer la vie collective" écrit ce conseiller professionnel, ayant plus de trente ans.

"Les alternatives se renforcent peu à peu, mais c'est long, bientôt elles se manifesteront de façon plus marquée quand une ou deux générations auront complètement pris naissance et décédé dedans" selon l'opinion de ce chômeur heureux, qui n'a pas encore quarante ans. Cependant, nous rappelle ce menuisier commerçant de plus de cinquante ans "elles existent au niveau de tellement peu d'individus qu'il est difficile d'en appréhender l'évolution"...

L'existence de cycles

Pour une secrétaire de plus de 30 ans cette évolution "c'est comme la marée, ça va, ça vient" tandis que pour une enseignante un peu plus âgée qu'elle "ça évolue suivant les prises de conscience et suivant les modes". "Comme tout, avec des phases d'expansion et de régression, pour ce bûcheron frôlant la cinquantaine d'années, un point fort au début des années 1970, et une régression après et nous allons rechuter avec la banalisation de toute dissidence sous la dénomination d'alter-mondialistes". Un attaché de presse pense plus prosaïquement que "ça marche par cycles, par vague dans le renouvellement perpétuel". Pour ce conducteur de travaux de plus de 50 ans, l'âge semble bel et bien avoir une importance "soit on casse tout et on recommence : c'est pour les jeunes ; soit comme moi on fait lentement évoluer les choses". Pour cet orthophoniste de plus de 40 ans "avec l'âge on prend conscience progressivement des aberrations de notre mode de consommation".



Compagnie Jolie Mome.



P.-E. Wierckx/D. photo

Les dangers de la récupération

Pour un maquettiste de plus de 50 ans, "on assiste à la médiatisation de certains leaders mais ils sont récupérés". "Je vois beaucoup de soixante-huitards qui sont entrés dans des systèmes productivistes, qui ont des téléphones portables et des voitures climatisées, écrit une jeune administratrice, mais ajoute-t-elle moi et mes copains on ne veut pas devenir comme eux : on est sur le chemin de la décroissance". Alors qu'une jeune étudiante voit autour d'elle que "maintenant il y a la récupération d'Attac ou des punks par la culture dominante" ; un étudiant, tout aussi jeune, analyse, lui, qu'"il y a des hauts et des bas, des moments de radicalité vite réprimés, sous l'influence de diverses pensées (libertaire, écolo, gauche sociale) et des récupérations".

Enfin, au-delà de la récupération, ce jeune animateur dénonce le manque d'autocritique ce qui lui paraît flagrant car "la culture alternative est schizophrénique et malsaine, s'adressant de plus en plus à l'individu culpabilisé : peu de choses annoncent de véritables volontés d'analyser et de critiquer ses propres réalisations".

Vers une transformation sociale ?

Quel peut (ou doit) être le rôle de la culture alternative dans une dynamique de transformation sociale ? En quoi cette culture pourrait faire évoluer la société ? Ceci est loin d'être évident, certains arguant du manque d'issues de ces comportements marginaux et affirment que tout changement ne peut venir que de par "le haut".

Il en ressort ainsi des vingt-deux réponses reçues à cette question que la culture alternative peut dynamiser les pratiques de transformation sociale grâce aux 3 C : conscientisation, contagion et concrétisation.

Pour un comptable de plus de 50 ans "L'écologie politique pourrait systématiquement prendre le contre-pied des valeurs de domination, [...] la façon de pratiquer l'écologie politique est donc fondamentale pour dynamiser les pratiques de transformation sociale [...] toutes les alternatives concrètes ayant échoué à faire perdurer un contre-modèle jusqu'à présent. Toutefois je pense nécessaire de préparer les esprits, de la base qui travaille aux élites qu'elle nourrit et protège à accepter de telles expériences dans le futur proche".

Pour ce prof de moins de trente ans, "cela peut éveiller en chacun de nous des émotions réprimées jusqu'alors. La culture alternative me donne la possibilité d'expérimenter intérieurement d'autres états personnels, d'autres rapports aux nécessités".

Pour cet enseignant proche de la retraite, "la culture alternative est la seule à pouvoir faire vraiment changer la chose. Quand les individus changeront, la société suivra, comme par exemple le cas de la prise de conscience progressive sur les déchets". Enfin pour cet ingénieur trentenaire, cela peut se faire "en engendrant un véritable choc émotionnel, une prise de conscience par des pièces de théâtre, films ou romans".

La contagion

Pour cet ouvrier de moins de trente ans, "la culture alternative peut aider l'individu à sortir du monde, lui permettre d'envisager une transformation de la société en partant de petites actions concrètes". Pour un sapeur-pompier trentenaire, "je ne suis pas dans une pratique alternative à un niveau collectif et c'est surtout à ce niveau-là que la synergie des vellétés individuelles est capable d'opérer des débats de transformation [...] être vivant c'est contagieux, le choix d'agir différemment a une conséquence même si elle est minime" et alors pour cette agricultrice elle aussi trentenaire, "la culture alternative provoque de la chaleur humaine, c'est comme un bouillon de culture, il peut en sortir d'autres projets et idées".

La concrétisation

Là les idées fusent. "Par sa concrétisation exemplaire. Que ce soit au niveau individuel ou collectif, être porteur d'une culture alternative qui assure une identité citoyenne ne peut qu'influencer l'individu ou un groupe d'individus, sensément éveillés, porteurs d'une culture matérialiste liée à la mondialisation élitaire capitaliste. Les cultures alternatives, en étant des cas concrets, deviennent crédibles (sans oublier qu'elles assurent une identité citoyenne. Pour ma part je peux témoigner de ça pour le cas concret de la non-alcoolisation [...]" (anonyme)

"La culture alternative permet de s'éloigner de la culture marchande qui dénature le monde. Cette culture invente d'autres modes de vie, des échanges plus conviviaux et qui mettent l'homme à égalité avec la nature et non au centre de l'univers. Tout doit être repensé en fonction, d'une part de la lutte contre le système capitaliste actuel et, d'autre part de la création d'un monde plus équitable et plus gai. Il faut démolir et reconstruire. La société doit être radicale-

ment transformée, il en va de la survie de l'humanité" (Agent technique, plus de cinquante ans)

"Pour l'instant, au travers de ma pratique, la culture alternative que j'exprime lors de rencontres ou de formations (agri bio), apporte une correction de vue sur le concept de la bio. L'orientation vers une bio productiviste est trop marquée. Je tente de faire passer le message d'une bio originelle, dont le concept déborde un simple cahier des charges" [...] » (technicien agricole, plus de quarante ans).

"Pour répondre à la question 68, vivre Mai... c'est là que sortira une vraie proposition concrète pour une alternative politique = une vraie révolution" (ouvrière, plus de quarante ans).

"En étant ludique et festif ; en répondant aux besoins profonds des individus : envie de ne pas aller travailler mais plutôt d'être actifs, besoin de communiquer de façon authentique, etc. ; en étant positif mais lucide. Par exemple, organiser des repas de quartiers et un peu plus, des siestes musicales, des fêtes du nouveau compositeur, des thés solaires..." (instituteur, facteur, de moins de quarante ans).

"Par des exemples concrets, qui peuvent être étendus plus largement, énergies renouvelables, coopératives, jardins collectifs, échanges de services" (professeur, bientôt à la retraite)

Enfin, pour conclure, pour ce maraîcher horticulteur, de plus de cinquante ans, "Un exemple de vie n'est-il pas en lui-même une façon de donner envie à d'autres de tenter l'expérience ?".

Et S!lence dans tous ça ?

Le moins que l'on puisse dire c'est que dans leur majorité les lecteurs apprécient leur revue, vu qu'à la question "En quoi S!lence participe à la diffusion de cette culture ?" les réponses furent quasiment toutes élogieuses. Ainsi cette revue serait un porte-voix, un projecteur, un trait d'union, une vitrine alternative, une voie dissidente, un puits d'infos, un espace de débat, un diffuseur d'espérance, un lieu d'analyses radicales, un rassembleur, un espace d'ouverture de débat et d'esprit...

Nous avons jugé toutefois que certaines réponses étaient intéressantes à publier in extenso car elles permettaient de mieux cerner le rôle de S!lence dans la diffusion de la culture alternative.

Ainsi ce fonctionnaire retraité pense que S!lence "publie des articles très intéressants, rétablissant la vérité face au déferlement des mensonges de la société d'écono-



Aguigui Mouna lors du vélorution à Paris.

mie libérale". Par ailleurs un conseiller professionnel juge que cette revue "laisse s'exprimer des citoyens non désignés par des instances opaques, et c'est aux lecteurs de juger !"; alors qu'une éducatrice retraitée pense que *S!lence* "approche cette culture alternative, mais d'une façon plus technique et concrète. Je trouve le complément [à cette revue] dans le Monde diplomatique et Attac".

"*S!lence* est une source d'informations importantes mais aussi une ouverture à certaines idées et à concrétiser ce que l'on pense. Les "brèves" enrichissent beaucoup nos connaissances, note un architecte de plus de 50 ans, de plus, ajoute-t-il, le courrier est presque un dialogue".

"Je pense, dit un facteur, que *S!lence* dégage progressivement une analyse et un message plus radical (qui va davantage aux racines du problème) et matérialise un état d'esprit fédérateur et structurant". Quant à un instituteur d'une quarantaine d'années, il écrit "apprécier la richesse et la diversité des infos, [qu'il trouve dans la revue ainsi que] les engagements précis sans dérives sectaires. Attention, ajoute-t-il, aux universitaires et aux thésards de tous poils : ils figent le discours dans la langue des spécialistes". "*S!lence* nous incite, selon une jeune responsable administrative, à ne jamais acheter de téléphone portable, à produire notre électricité nous-mêmes, et plein d'autres alternatives au gaspillage et à la mal-bouffe...".

Un des gros avantages de la revue "c'est que c'est la seule qui fait ça, selon une jeune animatrice, c'est la seule qui donne des infos sur les alternatives possibles, les expériences ou les avis alternatifs"; de plus, pour un prof de français de plus de quarante ans, "il donne des munitions à ceux que préoccupe leur mode de vie".

Pour une conseillère en énergie, *S!lence* "est fait par des "vous et moi" qui se sont pris en main un jour" alors qu'un professeur de musique remarque en tantinet

moqueur que "*S!lence propose et nous on dispose*". Enfin, un étudiant note que "*S!lence ne s'ouvre pas à la pub et ça c'est bon*" pour le moral ou la morale ? La petite touche poétique de ce technicien ferait-elle briller un petit peu les yeux des rédacteurs et rédactrices de *S!lence* quand il écrit que pour lui *S!lence* représente "la petite flamme qui brille dans la nuit" ?

La revue de l'écologie des alternatives et de la non-violence se porte bien, ses lecteurs et lectrices sont de plus en plus nombreux et nombreuses et comme on l'a vu, on la félicite. Mais elle a aussi besoin de retours critiques, ils sont rares, mais ce n'est pas une raison pour ne pas vous en citer au moins un. Un jeune animateur parisien écrit sans hésitation : "*S!lence est un lieu de publication d'articles pseudo-scientifiques aux conclusions suspectes, de brèves new-âge, de formations bidon, de pseudo-alternatives qui cautionnent l'ethnocentrisme, la social-démocratie et l'absence de rigueur*".

En guise de conclusion

Les réponses que les lecteurs et les lectrices de *S!lence* nous ont envoyées, comme nous l'imaginions, d'un côté rendent compte de la diversité du lectorat de la revue et de l'autre nous apportent de la matière à réflexions sur le sujet de la culture alternative. En effet, ces réponses peuvent tout aussi bien renseigner des "novices" s'interrogeant sur les manifestations de la culture alternative ou sur la définition de l'alternatif, que le militant et la militante engagé-e de longue date, voulant réfléchir sur le devenir de ses activités "alternatives" et leur rôle dans les mouvements de transformation sociale, du devenir d'un autre monde. Mais, cet autre monde nous sommes de plus en plus nombreux et nombreuses à penser que nous n'avons pas besoin d'attendre qu'il arrive par les voies du Saint-Esprit, par décret, ou par le grand soir (versus révolutionnaire millénariste), autant dire par un coup de baguette magique.

L'ensemble des personnes qui ont répondu à nos questions vivent déjà dans cet autre monde. Il est le fruit de ce que nous semble être la culture alternative dont ils sont les acteurs ou agents s'exprimant la plupart des fois avec ce "je" de la première personne du singulier. Toutes ces lectrices et lecteurs par leurs multiples engagements, postures, idées aussi nuancées qu'ils et elles nous les présentent, nous parlent de cette culture alternative, y compris quand ces réponses expriment des doutes, des perplexités ou tirent à balles blanches sur les moins

alternatifs qu'eux/elles. A travers ces réponses nous ne pouvons qu'en cueillir des bribes, mais déjà il nous semble clair de ne plus se trouver seulement face à des idées politiques issues d'anciennes idéologies plus ou moins révolutionnaires, de désirs, d'attitudes et sensibilités littéraires. Elle nous signalent certes plus qu'elles nous le démontrent qu'elles se fondent sur plusieurs décennies de contestations, de tentatives de créations utopistes, de projets alternatifs, de mouvements sociaux se renouvelant sans cesse dans les formes et dans les contenus. C'est cet ensemble que nous considérons relever de la culture ou des cultures alternatives. Les réponses que nous venons de vous présenter aussi balbutiantes soient-elles, ou peut-être justement parce qu'elles le sont, sont à prendre comme autant de petites semences qui nous permettent d'imaginer la diversité de la flore et la variété de ses couleurs.

Face à cet autre monde qui bourgeoine, fragile et précaire, ceux et celles qui pensent qu'il faut le structurer toujours plus (par exemple en se donnant des vrais représentants avec un score minimal de 61% pour être plus démocratiques), afin d'aller davantage vers à un système alternatif, seront probablement déçus par ces réponses. Mais les personnes qui se hâtent lentement, qui donnent de leur temps et de leur corps sans faire de plans de carrière, qui veulent comprendre avant de juger, qui construisent jour après jour leur quotidien reconnaîtront les pas de cette démarche qui n'est pas près de s'arrêter...

Nous pensons que ce sont ces aspects — fragilité et précarité — avec en plus le principe de l'expérimentation qui la distinguent nettement des autres formes de cultures avec lesquelles nous cohabitons. Elle n'est pas un produit de la marginalité ou une pratique minoritaire, mais plus la résultante d'un ensemble de pratiques et d'idées qui ont déjà interpellé plusieurs générations depuis le début des années 1960. Rien n'indique que sa démarche se fige ou s'ankylose.

Enfin, la lecture de ces réponses nous incite à continuer à diriger notre attention non seulement sur des parties de cette culture qui sont reprises par la société tout entière — et donc par la société marchande et consumériste — mais sur toutes les petites alternatives sociales qui élargiront et approfondiront le sens des multiples démarches de cette culture.

Vincent Peyret et Mimmo Pucciarelli ■

Remerciements à Jean-Marc Bonnard pour son aide technique

La culture comme des chaussures

N'y allons pas par quatre chemins, la culture alternative, ça n'existe pas. Ce concept est bien trop étroit et inviterait à ânonner tous ensemble qu'une autre culture est possible, à décliner en petits cercles tous pétris de la certitude d'être différent la litanie délavée et velléitaire : la culture n'est pas une marchandise.

Non, la ou plutôt les cultures sont comme des chaussures. Des objets quotidiens, de mille sortes, fabriquées à la main, de tous les jours et utiles. Pour filer la métaphore et rester dans le vrai, elles aident aussi l'homme à marcher (1).

La peinture de Staël est-elle alternative, l'œuvre de Pissaro engagée, l'abstraction de Motherwell plus politique ? Et les œuvres profanes de Bach sont-elles aussi iconoclastes que les productions du groupe punk anglais Crass ou américain Dead Kennedy's ? Qui des poètes E.E. Cummings, Mahmoud Darwich, A. Hardellet ou R. Char est alternatif ?

Le foisonnement des cultures est en réalité multiple et ce que notre contemporain a à offrir à ses sens n'est qu'une partie sélectionnée par des marchands, des publicistes et la police de l'art officiel.

La culture est un succédané de spiritualité et de liberté vendue aux citoyens pour réparer les dégâts tous azimuts causés par un capitalisme violent globalisé, pour offrir une issue au matérialisme généralisé et donner un peu de valeur à la vie. Ce n'est que la partie visible, audible d'un immense tout autrement bouillonnant et bigarré. Ceci dit, il y aurait toujours ce mouvement de l'histoire qui fait que chaque époque sélectionne "sa culture".

Inexistence de la culture alternative

Et pour renforcer mon parti-pris sur l'inexistence de la culture alternative (ne parlons pas ici des bacs des disquaires ou des étals des libraires où ces appellations ont vite été utilisées, manipulées par les vendeurs), je n'écarte pas les très bonnes et nombreuses œuvres présentées ici et là par des institutions, galeries privées ou lieux subventionnés mais constate la maigre place qui est laissée à d'autres cultures et à une autre vision de la culture.

Si la culture est comme une chaussure, c'est aussi pour dire que c'est une marchandise. Peut-être particulière (et encore) mais c'est quelque chose d'utile qui doit pouvoir s'échanger. Et il est d'ailleurs curieux d'écouter résonner les mots de ce cordonnier que fut aussi Gaston Chaissac : " Vous voulez que l'artiste soit artisan, voire paysan. Pour ma part, je désire que le peintre ait une galerie d'art, qu'il soit marchand de tableaux, et pas seulement de ceux qu'il peint. Qu'il soit marchand de tableaux comme un cordonnier est parfois marchand de chaussures. Et depuis longtemps j'ai vu la chose ainsi : un artiste envoie de ses choses à quatre ou



cinq autres artistes, ces quatre ou cinq artistes lui envoient de leur production, chacun des quatre ou cinq lui envoie quelque chose ainsi qu'aux trois ou quatre autres [...] et tous ont chez eux une intéressante galerie susceptible d'attirer des visiteurs et acheteurs en quantité bien supérieure qu'au temps où chacun d'eux n'avait chez lui que ce qu'il produit"(2).

Il existe une vaste culture des marges dont les créations sont d'ailleurs trop souvent dans l'ombre. S'y déroulent le troc, des coopérations s'échafaudent, on y trouve le don, l'autonomie, un ton direct et parfois critique et le désintéressement. Leurs auteurs sont tout simplement allergiques ou exclus des réseaux de copinage, effrayés ou opposés au lien bien trop premier et donc serré avec l'argent, insensibles aux honneurs superficiels.

Mais si cela nous rapproche ici de(s) alternative(s), ce monde est petit comme fragile et il est assurément bien dommage qu'un public large n'y ait pas accès, que les alternatives politiques ne s'y frottent guère.

(1) Le cynique Antisthène dit dans les maximes diverses : "Les gens sans culture sont des rêves éveillés". *Les cyniques grecs, fragments et témoignages*, L. Paquet, Livre de Poche, Coll. Classique de la Philosophie, Paris, 1992.

(2) Lettre datée de 1943 de G. Chaissac à A. Gleizes, dans *Chaissac, catalogue de l'exposition du 11 juillet au 29 octobre 2000*, Ed. du Jeu de Paume, 2000, p. 306.

CONTRE-POUVOIRS...
DEMOCRATIE DIRECTE...

Conférence-débat
LES LIBERTAIRES DANS LA COMMUNE
avec des membres de la liste **MOTIVÉS**

Annexe Bibliothèque des Gibjons
(rue J. Bertaut), sam. 7 avril à 20 h.

Organisé par le Collectif Libertaire Région Centre
c/o Le Cercle Carré, BP 6021, 18024 Bourges Cedex - P.A.F. Libre -

Conférence-débat à Toulouse.

Comprendre le monde, trouver le bonheur et la liberté

"La bourgeoisie a transformé l'art en culture" écrit Pascal Jardin dans *La bête à Bon Dieu*. Pour désacraliser le statut d'artiste et reconnaître aussi qu'ils sont nombreux celles et ceux qui peuvent l'être s'ils s'y consacrent, pour briser l'individualisme et le repli en vase clos, une imbrication cultures et réseaux militants est plus que souhaitable. Il serait d'ailleurs question alors d'une reprise en main des cultures par les gens eux-mêmes, de réappropriation des moyens de production et de diffusion des arts et des pensées, de la constitution horizontale d'une force plus riche et multiforme réunissant tout artisan d'un monde différent, dont l'artiste. Celui-ci gagnerait en indépendance et en autonomie (par rapport à l'Etat, ses subventions ou ses statuts précaires, par rapport au marché) et se froterait davantage au monde. Par le fait, nous enrichirions les arts, nos combats et revues. Concrètement, nous y gagnerions tous en cohérence aussi. En mettant en place un rapport culture/militantisme plus vrai, sain et juste, nous chanterions ce bon mot des *Fabulous Trobadors* : "je ne suis pas engagé car j'ai jamais été délogé". Car voyons bien que ce qui se construit dans le monde de la culture peut préfigurer ce qui se passe dans toute la société. Les inégalités sociales y sont très fortes, l'accès à l'expression est monopolistique, le travail façonné par l'intérim et la précarité (le statut défendu par les intermittents n'est pas une panacée, c'est un filet minimum avec de lâches mailles et de gros trous), les acteurs culturels sont coincés entre les potentats locaux et les logiques transnationales de l'OMC et de l'AGCS !

Il est certes moins coûteux et plus expéditif pour l'Etat (même si celui-ci devient ou est localement très tatillon) de laisser des paysans, des artistes ou des malades se contenter d'un RMI (3) que de remettre en question les politiques culturelle, agricole ou de santé. Et la culture distrayante, ravalée au rang de braderie de quartier, de défilé, d'opération publicitaire ou de château illuminé, celle de la subversion subventionnée ou celle de la ronronnante conformité, celle obtuse ou celle standardisée, toutes concourent à tuer notre objet, autant culturel que politique si tant est qu'on puisse ici les dissocier : comprendre le monde, trouver le bonheur et la liberté (4).

L'art (du moins celui mis en avant), s'il s'est indéniablement et souvent rallié aux puissants et s'il n'a pas évité l'enrôlement fanatique, est un espace incontrôlable, d'une richesse insoupçonnée. C'est un monde d'accords qui peut se révéler indomptable. C'est cela qui est anesthésié par les forces en place, et ce peut être cela qui rend le monde militant si réticent à un complet et honnête accueil du monde de l'art.

C'est d'abord l'usage que nous faisons de "la culture" et les moyens que se donnent leurs multiples artisans pour la fabriquer et la rendre accessible qui introduisent l'idée d'alternatives dans la culture. Combien de militants progressistes sont abonnés à des revues alternatives, et sont-ils ceux qui se plaignent, espèrent toujours, voire courtisent les médias classiques en s'étonnant, comme après les luttes sur la question des retraites, que la réalité soit déformée et les problèmes occultés ?



Picasso : alternatif en son temps ?

(3) Fabrice, dit FP, est un artiste du Mail Art (créé par le groupe Fluxus en 1953). Rmiste, il est sommé par la CLI (commission locale d'insertion) de rendre son activité rentable d'ici trois mois sous peine de se voir... retirer le RMI. Problème majeur, malgré la notoriété de notre homme (plus de 800 expos personnelles et collectives internationales), cet art n'est pas marchand et refuse d'ailleurs de l'être.

(4) "...Pour certains représentants patentés du "peuple", la poésie doit être semblable à une petite annonce passée pour vanter les mérites du monde nouveau [...] Pour ces gens-là, la poésie a cessé d'être un message qu'un être humain fait parvenir à un autre. Pour ces gens-là, elle est ravalée au rang de jeu de société. Ils n'ont jamais compris qu'elle naît de la contrainte, qu'il ne s'agit pas d'une sorte d'ébénisterie du rythme et de la rime qui peut être pratiquée à leurs moments perdus par des révolutionnaires sur le retour n'ayant jamais pris la littérature au sérieux". Stig Dagerman, *l'écrivain et la conscience* Acte Sud, Nous, Je - Cahier 3, 1984.



Une revue à découvrir pour poursuivre ce débat.

Combien d'artistes offrent des œuvres, comme on donne la pièce, à des œuvres de charité, parfois bien fadasses, tout en continuant à vendre de l'art à la publicité, à l'actualité convenue, à l'anecdote insignifiante ?

Le militant et l'artiste

Quels éditeurs alternatifs se soucient d'art, entretiennent des liens équilibrés avec les artistes et offrent des contrats sûrs ? Quelles associations accueillent les artistes qu'elles invitent à jouer des scènes théâtrales, à lire de la poésie pour accompagner leurs manifestations avec respect (juste rétribution et place faite à une fragile construction sensible) ? Des acteurs du monde militant, quittant la morale chrétienne comme le dur catéchisme révolutionnaire, quels sont ceux qui voient que la culture ne peut se résumer à du bénévolat, à du don, à un plus dont on peut se passer ? Quels groupes militants s'intéressent à l'art autrement que pour y trouver un espace pour promouvoir leurs réalisations ou pour corroborer leurs jugements ? L'imaginaire rebelle a tout de même cette paradoxale tendance à se méfier du rêve, à condamner les paradis artificiels, à préférer l'efficacité au beau, à utiliser l'esthétique pour déguiser le politique. La culture y est encore prétexte à faire avaler du politique, à faire venir les gens... rendant d'ailleurs ensuite problématique le passage ou son articulation au cours de l'événement aux questions politiques à proprement parler, sans parler de l'action quotidienne. Enfin, par moments, ce qui reste gênant pour le militant/militaire c'est que l'art est difficilement maîtrisable.

Aussi la place qui est accordée à l'art dans les publications et les constructions militantes est bien peu en décalage, en rupture avec son utilisation par la société du spectacle, alors que le discours s'emploie, lui, toujours à condamner. Le résultat est parfois déplorable car nous produisons des revues (et c'est une des images du militantisme et du/des mondes qu'il promet) pas toujours très belles, attendues, uniformisées, pratiquant sans vergogne le libre service sur internet (rendant même "éthique" leur geste en assurant ne se servir que dans les sites alternatifs !). Résultat aussi : peu d'artistes y travaillent ou vivent et nombre d'autres sont rebutés et choqués par l'accueil qui est fait à leur investissement, à leurs propositions et réalisations. Illustrative, anecdotique, tape à l'œil, prétexte, banale, réduite, déconnectée, gratuite, de qualité médiocre, miséreuse. Voilà comment est parfois consignée, enfermée la culture. Et c'est un peu le reflet, en négatif, de ce qu'on pourrait trouver dans l'art officiel (5).

Des outils dont il faut vouloir se servir

Pourtant, que ce soit par la relation au travail et au temps libre, les réflexions sur l'utilité sociale du travail et de la responsabilité face au monde ou encore la notion d'une activité qui participe de l'équilibre même du monde et de soi, sans oublier la générosité et les mille facettes de la solidarité et de l'échange, il est certain que nous avons là des choses bien importantes, des ateliers concrets pour la théorie et la pratique militantes. Il existe même des techniques artistiques de mobilisation sous-employées par rapport au monde anglo-saxon. Arrêtons-nous rapidement sur cet outil que peut être... le rouleau de scotch. Celui avec Existence-Résistance imprimé en noir sur fond blanc produit par l'association *Ne Pas Plier* (Paris) pour les luttes des précaires, ceux de *Reclaim the Street* (Londres) tout aussi magiques car ce ruban fragile, transporte un ou des messages et est-ce en recréant le rond du cirque, les cercles du théâtre de rue qu'il assure la prise de l'espace, le contrôle et la mise à distance des forces de police.

Marcel Hasfeld, fondateur de la Librairie du Travail (1917-1939), dont la devise était *la vie enseigne, le livre précise,*

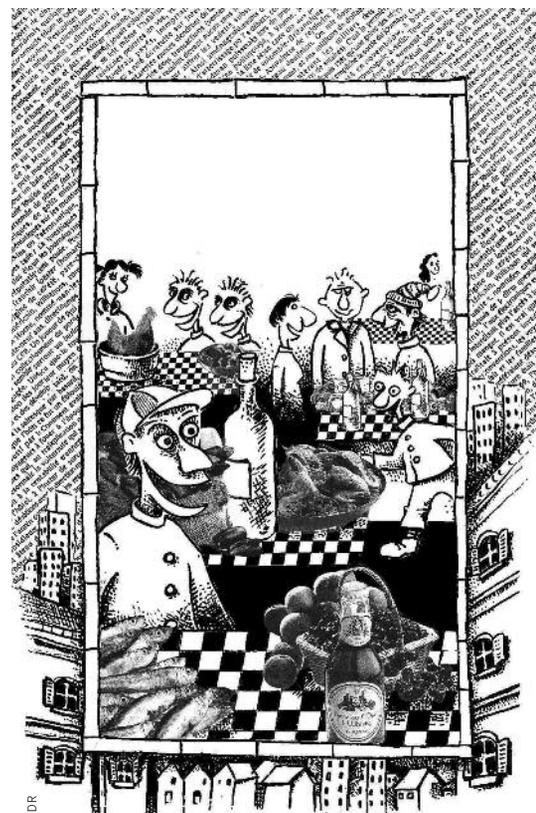
soulignait et déplorait déjà "...l'insuffisance de sens pratique de la formation des militants. Le verbalisme peut faire des révoltés, mais pas une classe capable de gérer une entreprise et encore moins une nation. Ce besoin essentiel ne semble pas avoir été plus compris en France qu'ailleurs ; pas plus en 1918 qu'en 1936 ou 1944 : on attend du 'tout cuit'. Or les mots seuls ne construisent pas, il faut des outils, — et des humains farouchement décidés à s'en servir ! [...] On ne cherche plus à créer une âme collective, on cherche des partisans". La culture participe de la construction de cette âme collective.

Le tableau n'est point tout noir. Des revues, des artistes, des réseaux et des moyens militants (6) échafaudent de concrets questionnements et peut-être tenteront-ils d'établir de saines relations entre les mondes de la culture et de la militance. Découvrir, parmi d'autres, les revues *Gazogène* pour l'art brut, *Marginales* pour arts et littérature, *Cassandra* pour les arts du théâtre, de la danse et la culture en général, *Vacarme* pour l'art, la sociologie, l'analyse politique... c'est déjà s'apercevoir d'une belle alliance esthétique et politique entre nos deux mondes, et mesurer la richesse des cultures et des engagements qui se tissent partout. Notons que *Cassandra* anime aussi ou sert de relais aux travaux, à des



Marie Clémis

"Les mots seuls ne construisent pas".



Repas de quartier à Lyon.

chantiers de la culture via le groupe *Reflex(e)* (7). Rajoutons, par exemple, la galerie *Syndicat potentiel* qui conserve dans ses murs un espace de gratuité, a servi de base médiatique au camp No Border, est le dépôt régional de *Co-errances*, ouvre ses portes à des actions artistiques spontanées, n'a pas peur du politique. Evoquons la création d'une coopérative des médias alternatifs, *Co-errances* dont l'exemple florissant (et plus ancien) de son homologue anglais *Ink* laisse rêveur.

Ce qui me permet de vous quitter... bon pied, bon œil.

Matt Mahlen ■

(5) "Car l'art d'Etat est soutenu aussi par une pensée et une critique d'Etat, qui n'a rien à voir avec la critique indépendante. Or on est bien obligé de constater que les grands journaux, au lieu d'explorer la diversité réelle de l'actualité artistique, dans toutes ses dimensions, et de jouer leur vrai rôle d'information, de critique et d'investigation, ne sont plus dans leur majorité que le porte-parole plus ou moins docile des institutions, voire d'un certain marché qui ne dit pas son nom". L. Danchin, *L'art contemporain, et après...*, Phénix Editions, 1999.

(6) *Gazogène*, 108, rue Jean-Baptiste-Delpech, 46000 Cahors. *Marginales*, Les Billardes, 04300 Forcalquier. *Cassandra*, 49a, avenue de la Résistance, 93100 Montreuil. *Vacarme*, 38, rue Servan, 75744 Paris cedex 11. *Réseau Co-errances*, 45, rue d'Aubervilliers, 75018 Paris, www.co-errances.org. *Ink*, son homologue anglais, www.ink.uk.com. *Syndicat Potentiel*, 13, rue des Couples, 67000 Strasbourg.

(7) Lire les cahiers "1 La décentralisation culturelle pervertie" et "2 Parlement pour la démocratie culturelle et artistique", 2 € chez Cassandra.

Culture, où es-tu ?

Nos lecteurs semblent avoir des réticences à s'interroger sur la notion de culture. Pourtant, ce qui fait culture, ce sont nos relations. Et c'est bien de ces relations, de notre entraide — et non seulement de nos démarches individuelles — que naissent les mouvements écologistes.

La culture est-elle chez les écolos ?... Je n'en suis pas si sûre. Du moins, à la lecture des réponses au questionnaire.

Beaucoup parlent de leurs choix individuels. Environ 90% admettent l'existence de cultures alternatives. Mais, apparemment et contradictoirement, ils ne se sentent pas impliqués. Le refus de tout ce qui peut évoquer une pensée unique et leur peur panique d'un quelconque embrigadement les fait fuir. Pourquoi ? Certains auraient-ils confondu culture et idéologie ? Y a-t-il eu ambiguïté dans le questionnement ?

Mais ils révèlent déjà, par ce trait commun, une tendance collective. Ils auraient donc (collectivement), opposé un refus d'adhérer à ce qui est... collectif alors que c'est, à mon avis, une des définitions de la culture : le comportement collectif, le partage d'idées. C'est un bien commun, la culture.

Un bien commun

Rien à voir avec le mode de vie individuel. Pour qu'il y ait culture, il faut qu'en un groupe ou un lieu on constate un ensemble de pensées et de goûts cohérent, sur une période donnée pouvant être fort longue. La culture, c'est le pain et le sel offerts à l'étranger à travers les siècles, on ne sait plus pourquoi, mais chez nous on fait comme ça, on est comme ça.

Simple coutume ? Oui, mais en parlant du "faire comme ça" on est passé insensiblement à "être comme ça".

Dès que l'on admet un accord sur plusieurs idées importantes, comment nier le fait qu'il s'agit d'une forme de culture ? Pour nous, on peut prendre par exemple le respect de la planète et de toute forme de vie. Ce sont des idées qui conduisent à changer nos comportements et l'on constate que l'on est nombreux à le faire (on achète bio au marché local, on essaie de se passer de la voiture, etc.). Il ne fait

pas de doute qu'on se reconnaît entre écolos après seulement quelques paroles échangées, même en étant très différents d'âge, de milieu, d'allure, de caractère. La culture confère une identité. C'est une appartenance à une famille de pensée qui oriente certains choix. Mais elle n'est pas un moule. Même si on tient par dessus tout à notre sacro-sainte diversité. La biodiversité, nous le démontre sans cesse, elle n'existe que grâce aux complémentarités assurant la cohérence et la pérennité. Que l'on fasse disparaître un seul insecte et l'on met en péril la vie de tous. Nous n'existons que par l'existence des autres.

En ressentir la présence, la proximité, parce que l'on fait partie d'une culture commune, c'est plutôt rassurant ! Nous sommes, qu'on le veuille ou non, des êtres sociaux n'ayant survécu aux mam-mouths qu'en associant leurs forces et leurs qualités propres et multiples et l'on en a encore plus besoin en 2005. Si le mélange de nos façons de faire et de penser s'appelle "culture", la culture est une loi de survie.

Je ne comprends pas ceux qui la refusent avec terreur, comme une atteinte à leur liberté ! Se reconnaître comme participant actif à l'élaboration d'une culture écologiste, ça ne veut pas dire que l'on va y rester coincé à jamais, sans avoir le droit d'aller voir ailleurs s'il y a mieux. Quelqu'un a parlé de "prison", il ressentait la culture comme une prison... Etonnant... Je penserais plutôt à une maison ou un vêtement chaud, la culture ayant un côté protecteur et rassurant. Le "manque de racines", médiatiquement déploré, aboutissant au "mal-être" tarte à la crème, repose quand même sur des angoisses profondes sinon existentielles et se dire que l'on vit au sein (au sein ...) d'une culture peut aider. La condition humaine, on l'a assez dit, ce n'est pas facile à vivre. Que l'on berce sa déprime avec Arthur Rimbaud ou une vieille rengaine, peu importe.

Le ministère de l'imposture

Car là j'en viens à un autre aspect de la culture, celui très restrictif de la culture officielle du ministère de ce nom. La culture serait un pré carré réservé à une élite. Quelle imposture ! Personne n'est propriétaire de la culture, ni le milieu artistique ni les intellectuels. La rue aussi (la rue surtout... ?) fabrique la culture, comme le fait la cuisinière et son cous-cous. La culture n'est pas un concept froid, elle bouge avec la java ou le hip hop et sent l'aioli, sinon elle se sclérose et se relègue dans les morgues des musées poussiéreux.

Autre question : quand, à partir de quand, peut-on parler de l'existence d'une culture ? Si le phénomène ne dure pas, c'est que l'on a affaire à une mode, pas à une culture. Alors quand on est dans le bain — tombé dedans — difficile d'en juger, seuls nos descendants pourront dire que nous avons créé une culture écologiste.

Et puis voilà, cette culture si difficile à appréhender, on lui a en outre ajouté "alternative". Qualification rejetée par plusieurs d'entre vous, souvent parce qu'il y a de multiples alternatives possibles. Le mot est un peu galvaudé, certes, mais, après tout, est alternatif ce qui succède à un autre système et penser que la culture écologiste pourrait en tant qu'alternative remplacer la culture capitaliste, ce n'est pas si mal. On peut rêver. Et agir pour concrétiser.

Rebelles dans l'action, mais façonnés peut-être à notre insu. Les cultures anciennes laissent des traces dans l'inconscient collectif et le nôtre. Difficile de défaire l'écheveau de l'acquis et de l'inné.

Mais ce qui m'a paru le plus étrange dans les réponses citées est l'absence du mot convivialité. Il me semble qu'il est depuis Illich une des caractéristiques essentielles de nos rapports humains d'écolos et qu'on l'oublie m'effraie. Heureusement, les extraits du paragraphe intitulé "contagion" m'ont rassurée : "la culture alternative provoque de la chaleur humaine", on ne dirait pas convivialité mais on la vivrait...

Peut-être.

Madeleine Nutchey ■

Le règne de la confusion

La notion de "culture alternative" s'inscrit dans une logique idéologique de partition des individus, ceci pour mieux les asservir.

Quelle soit "écologiste" ou non, je rejette l'expression "culture alternative". Non que je n'en comprenne pas le sens. Je la rejette parce que je la comprends trop bien. Cette formule relève d'une mode fâcheuse et trop répandue qui tend à vider le mot culture de tout sens humainement partageable. La notion de "culture alternative" s'inscrit dans la longue liste d'une entreprise idéologique et médiatique de séparation, de partition. Ainsi voit-on fleurir dans le toujours inachevé *Dictionnaire des idées reçues*, "la culture d'entreprise", "la culture de gouvernement" (chère à l'aile des Verts séduite par le pouvoir), "la culture rasta", "la culture punk", "la culture bourgeoise", "la culture ouvrière" (en perte de vitesse ! ?), "la culture de la pub", "la culture intellectuelle" (?), "la culture de divertissement", "la culture Mac do", etc. Comme avec le substantif "citoyen" mis à toutes les sauces et pris pour adjectif à la place de "civique". Il y aura bientôt "le camembert citoyen", "la culture camembert" suivra. La liste est interminable. Chacun est en mesure de la compléter à sa guise pour s'inventer un système d'appartenance qui lui donne l'illusion de ne pas être seul tout en se séparant du reste de l'humanité. Beau programme ! parfaitement conforme au projet "culturel" de *l'immondialisation* : séparer les individus et les groupes pour les mieux asservir à la dé-civilisation mercantile.

La confusion est à son comble dans l'usage du mot culture. D'où vient cette confusion ? En partie de l'oubli de son sens premier et des multiples prolongements et métaphores qu'il permet. Petit rappel : le mot culture vient du latin : "colere" puis "cultura", qui désigne l'action que l'homme exerce pour se nourrir de et avec la terre. Rien de plus "écologique" donc, à l'origine du moins. L'expression "se cultiver" c'est, vis-à-vis de soi-même, procéder à des opérations similaires, mais dans l'ordre de l'esprit, c'est-à-dire dans celui des réalités non matérielles. C'est incorporer en soi des graines de connaissances venant du passé (œuvres des morts, mais vivantes en nous-mêmes), d'ici ou d'ailleurs, en protéger et soigner la pousse jusqu'à la récolte pour se nourrir l'esprit (sensibilités et

savoirs). Il revient au libre-arbitre de chacun de destiner cette nourriture intellectuelle au profit exclusif d'un égoïsme, d'une séparation et d'un privilège de caste, de classe, de groupe, ou bien de l'orienter vers le partage et l'hospitalité.

A la lecture des "données brutes" des résultats du questionnaire de *Silence*, il apparaît que le mot "culture" n'est employé par tout le monde que dans le sens de "modèle", de "société", de "mode de vie" et point du tout dans l'acception résumée ci-dessus. Jusqu'et y compris en évacuant (interrogativement, certes) la dimension d'incorporation personnelle de la culture.

"Une culture" et "la culture"

Reprenons la mise en relation et les différences entre les expressions : "une culture" et "la culture". Peut-être contribuons-nous ainsi à réduire la confusion ?

"Une culture" c'est l'ensemble des pratiques sensibles, symboliques, linguistiques, philosophiques, scientifiques,

techniques, sociales, économiques et politiques qui définissent, en les différenciant les sociétés humaines en mouvement.

"La culture" c'est l'élément inaltérable d'altérité qui est porteur d'universalité au sein de chaque culture particulière. Shakespeare ou Mozart sont "recevables" universellement. C'est ce qui permet à chacune et à chacun d'honorer ses propres valeurs en les portant au partage avec autrui, donc au dépassement de soi. C'est aussi l'outil premier de la lutte contre l'ignorance, les

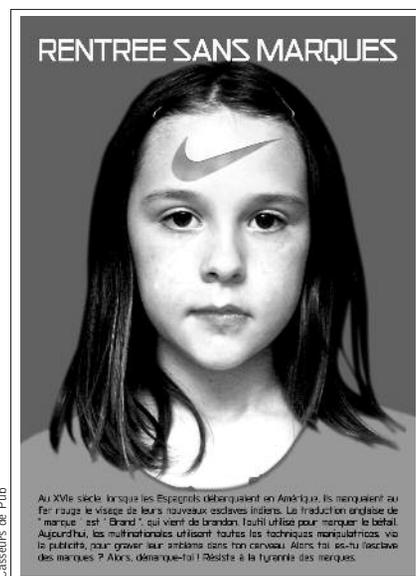
sectarismes et les fanatismes souvent dissimulés sous le pluralisme des cultures et le relativisme culturel. Ainsi, il peut exister au sein d'une culture particulière des pratiques qui nient "la" culture, c'est-à-dire la dignité humaine. Exemple : la pratique de l'excision.

Chaque société (au sens de chaque "culture") a toujours eu un rapport au temps particulier et unique. Aujourd'hui, l'espace symbolique des cultures/sociétés est sous le choc des images médiatiques qui les présentent et les représentent en les annulant à l'intérieur du temps unique de la reproduction marchande et spectaculaire. Plus les cultures/sociétés s'éloignent d'un sentiment et d'une recherche effective d'harmonie avec la nature (indissociable de la relation aux autres et à soi-même), plus le sentiment de la durée s'efface au profit d'un leurre généralisé de simultanéité spatio-temporelle. Ce phénomène, qui trouve son paroxysme dans l'actuelle dé-civilisation mercantile, menace la mémoire et l'humanité même de l'être humain, peut-être irréversiblement.

Je ne connais qu'une alternative à la culture. C'est la barbarie. Nous y sommes largement engagés et nous ne le voyons pas.

Jean-Claude Besson-Girard ■

L'auteur, artiste peintre, a animé pendant deux ans, dans les années 90, la commission culture des Verts. Il est aujourd'hui membre du comité de rédaction de la revue *La Décroissance*.



Casseurs de Pub

Campagne "Démarque-toi".



Hébergement solidaire

Depuis deux ans, un nouveau réseau d'hébergement solidaire a vu le jour à l'initiative d'Allemands. Il s'est développé très rapidement pour être présent aujourd'hui dans 160 pays et compte déjà 25 000 personnes dont plus de 700 en France. Il ne fonctionne que par internet. Si les introductions sont dans de multiples langues (dont l'espéranto), la suite devient très rapidement uniquement en anglais. *The Hospitality Club, Augustusweg 59, 01445 Radebeul, Allemagne, site : hospitalityclub.org, contact en France : Nicolas, tél : 06 89 43 86 01.*

Nouveau système d'échange local.

En mai 2003, Deron Beal, militant écologiste de l'Arizona, ouvre un site internet (*freecycle.org*) qui permet à chacun d'offrir gratuitement ce dont il souhaite se débarrasser et donc d'en favoriser la réutilisation. Pas d'argent en jeu, celui qui veut l'objet doit venir le chercher. L'idée se développe comme une traînée de poudre : Fin 2004, il y a déjà 700 000 inscrits répartis dans 1900 listes locales. Le plus gros groupe est à Portland (Oregon) avec plus de 10 000 inscrits. Le mouvement s'est ensuite répandu également dans les autres pays. En France, on peut trouver des offres sur <http://recupe.immingo.net>. Mais ça démarre doucement pour le moment (270 annonces fin 2004).



Copyleft

Actuellement, un vaste débat anime les compagnies commerciales dans le domaine de la musique et de l'image sur le "piratage" internet. Les firmes commerciales essaient de se protéger avec le © qui signifie "copyright", en français "droits réservés", qui signifie que toute utilisation nécessite de verser des dividendes. Aux côtés de ce commerce, des artistes essaient de développer de nouvelles façons d'échanger leur art, en dehors de la sphère commerciale. Un terme repris dans le monde alternatif est le terme de "copyleft" (jeu de mot en anglais car *right* veut dire *droit*

Syndicat national des radios libres

Depuis 1986, la Confédération nationale des radios libres défend les radios associatives. Elle en fédère aujourd'hui 283. Aujourd'hui, ces radios ont le plus grand mal à se faire entendre face aux offensives menées par les grands réseaux commerciaux. Elle a donc décidé, fin novembre, de lancer un syndicat des animateurs de radios libres pour pouvoir adhérer à l'USGERES, syndicat des entreprises de l'économie sociale. L'USGERES avait réussi une percée lors des dernières élections professionnelles, à l'opposé du MEDEF. *Syndicat national des radios libres, Tour Pleyel, 153, boulevard Anatole-France, 93200 Saint-Denis.*



mais aussi droite et *left* veut dire *gauche*). Copyleft ne veut pas dire que l'on peut faire n'importe quoi de la musique, de l'image ou du texte. Cela signifie que l'on reconnaît la paternité de l'œuvre : elle peut être librement utilisée, à la condition de reconnaître la paternité de l'auteur et de citer son nom. Elle ne doit pas être modifiée : seul l'auteur a ce droit. Elle ne doit pas être utilisée dans le circuit commercial. Il existe de nombreux sites internet qui fonctionnent comme cela et que l'on peut retrouver soit en cherchant "copyleft" soit "artlibre".

Médias

■ **Alliance, domaine de Chardenoux, 71500 Bruailles, fax : 03 85 60 40 33.** Nouvelle revue lancée par le mouvement "pour une Europe des consciences" où l'on retrouve l'essentiel des thèmes de la revue *Terre du Ciel* éditée à la même adresse, mais avec un engagement plus politique.

- **Antidote Europe, 26, rue de Cernay, 91470 Les Molières.** Nouvelle revue trimestrielle de défense des animaux et de lutte contre l'expérimentation animale.
- **Bulletin intermittent du RAC, BP 20, 25270 Levier.** Petit bulletin du rassemblement anti-chasse.
- **Vivant, association pour une Europe citoyenne, 88, rue Curial, 13001 Marseille.** En 1988, Jean-Luc Bennahmias, journaliste, lance un projet fou : un quotidien écolo portant ce titre. Il tiendra environ deux mois. Devenu député européen depuis juin 2004, il reprend aujourd'hui ce titre sous forme d'un trimestriel pour donner des nouvelles de ce qu'il fait et ce que font les députés Verts au parlement européen.

Hyper zoom

L'Atelier du Verger a mis au point une exposition sur les dégâts provoqués par les hypermarchés sur nos modes de vie, sous forme de dix affiches qui se termine par une proposition de Gandhi : vivre simplement pour que d'autres simplement puissent vivre. *L'Atelier du Verger, Montchauvrot, 39230 Mantry, tél : 03 84 85 56 38.*

Pour des menus végétariens



ALLIANCE VÉGÉTARIENNE
Alliance végétarienne a lancé une pétition demandant la liberté de choisir une alimentation végétarienne équilibrée et variée dans les lieux de restauration collective. Cela irait dans le sens des recommandations de santé

publique en permettant à des personnes même non végétariennes de faire ce choix. Cela ne présente pas de difficulté particulière : cela existe par exemple déjà au Parlement européen. *Alliance végétarienne, 11 bis, rue Gallier, 77390 Chammes-sur-Brie, tél : 02 98 55 58 26.*

PARIS

Les petits vélos de Maurice

Le centre d'aide par le travail Maurice-Pilod qui accueille des personnes handicapées a mis en place un magasin de réparation et de vente de vélos d'occasion. Six postes accueillent une douzaine d'handicapés et deux moniteurs assurent l'encadrement, lequel est financé par les services sociaux. Pas question d'être rentables, mais plutôt de favoriser l'ouverture sur le public. *Les petits vélos de Maurice, 139, boulevard Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 14 85 60.*

HAUTE-SAÔNE

Ecole alternative

Nicole Maillard, jeune retraitée de l'éducation nationale, a décidé de poursuivre son métier en créant une école privée et alternative à Chagey, en Haute-Saône, s'appuyant sur la pédagogie Freinet. Une classe a ouvert a priori pour des enfants en difficulté, le projet pouvant ensuite évoluer. *EPI, 8, rue du Faï, 70400 Coisevaux, tél : 03 84 46 05 87.*

RENNES

Plumes rebelles

Les 5 et 6 février, Amnesty international organise, pour la cinquième fois, le salon du livre *Plumes rebelles* à Rennes. Cette année différents thèmes feront l'objet de tables rondes et débats : la Tchétchénie et le silence international, la concentration de l'édition et les risques pour la démocratie, le rôle des frontières et les migrations, la violence faite aux femmes. Un "chocolat littéraire" est également organisé pour les enfants. *Plumes rebelles, Nathalie Le Bellec, 25, rue Jean-Marie Duhamel, 35000 Rennes, tél : 02 99 67 25 84.*





NANTES

Coopérative participative

La coopérative participative de Nantes a vu le jour comme support pratique à une démarche politique anticapitaliste. Elle se veut un lieu d'expérimentation autour de la liaison entre producteurs et consommateurs en favorisant une agriculture paysanne qui tienne compte des conditions sociales et économiques chez les producteurs (refus des emplois précaires et contrats obligatoires). Elle fonctionne en se redécoupant par groupes de dix foyers chaque fois qu'elle grossit afin de rester à un niveau où l'autogestion est possible. Elle envisage de s'ouvrir à d'autres secteurs comme la pédagogie.

Coopérative participative, B17, 17, rue Paul-Bellamy, 44000 Nantes.

CLERMONT-FERRAND

Créer son café-lecture



Lieu de promotion de l'écrit sous toutes ses formes et sur tous supports, un café-lecture est un café à dynamique associative et culturelle favorisant l'accès de tous à la culture. Lieu traditionnel de la convivialité, il favorise la rencontre des générations, celle des publics de différents milieux et la rencontre de chacun avec l'écrit.

Le café-lecture Les Augustes est né en 1997 à Clermont-Ferrand. D'autres ont vu le jour sur le même modèle depuis et un réseau a été créé fin 1999 pour faire circuler les infos entre ces cafés-lecture.

Le café-lecture Les Augustes envisage une rencontre d'ici avril 2005 pour échanger avec ceux et celles qui voudraient organiser un tel lieu chez eux. Si cela vous intéresse, prendre contact avec le café-lecture *Les Augustes, 5, rue Sous-les-Augustins 63000 Clermont-Ferrand, tél : 04 73 37 07 94.*

DEUX-SÈVRES

Le petit comité

Le petit comité a mis en place un lieu de "décroissance volontaire", d'expérimentation pour la réduction de l'empreinte écologique. Concrètement, cela signifie cultiver un jardin pour avoir ses propres légumes, soigner une petite vigne pour faire son raisin et son vin, avoir des poules pour bénéficier de quelques œufs, pour les grandes occasions, tuer un agneau pour un repas de fête, et quand le soleil ne brille pas, profiter du bois pour se réchauffer. Après les soins aux animaux, le jardinage et les repas, il reste du temps pour échanger des idées. Il est donc possible de venir s'y poser, gratuitement en échange d'une participation à l'amélioration des lieux. *Le petit comité, 7, rue du Centre, 79360 La Foye-Monjault.*

BORDEAUX

Parole de terre

La Compagnie *Les enfants du paradis* travaille depuis maintenant plus d'un an à la mise en théâtre du livre de Pierre Rabhi, *Parole de terre*. Du 9 au 20 février, elle sera en résidence au Glob théâtre de Bordeaux. Une animation autour des premières représentations aura lieu en liaison avec la programmation du cinéma *Utopia*. Des ateliers pédagogiques pour les enfants et les plus grands seront ouverts au public pour des actions-théâtres autour de la question de la société industrielle. Pour le suite, elle cherche des producteurs intéressés pour la représentation de cette pièce. *Les enfants du paradis, Athénée municipale, place du 8-Mai-1945, 33310 Lormont, tél : 05 56 74 25 77.*

ARDÈCHE

C'est le Cirk

Le Cirk, centre international de ressources culturelles, est installé dans une ancienne ferme industrielle qui se transforme d'année en année en centre culturel. Le lieu a été créé en 1998 par Fred Altazin, un plasticien. A Quintenas, la ferme du 19^e siècle a nécessité un gros nettoyage et une restauration, laquelle

JARDINS D'INSERTION

Le choix de la traction animale

Le jardin de Cocagne de Peyrins est né en 1994. Il est membre du Réseau Cocagne qui regroupe aujourd'hui une centaine de jardins en France et relie plus de 10 000 personnes. Il est l'un des plus grands avec 5 hectares de maraîchage bio dont un demi-hectare sous serre. Le choix de la traction animale a été fait en 1999 pour favoriser les manipulations du fumier, favoriser le travail du sol avant, pendant et après culture, favoriser le déplacement des équipes entre des parcelles assez éloignées, aider à l'irrigation, à l'entretien des abords, à broyer les résidus des récoltes, à aider à la mise en place des productions sous abris, etc. Deux juments percheronnes participent donc aux travaux, aux côtés de deux petits tracteurs. Cela a permis de résoudre deux problèmes : faire face aux pics de production qui nécessitent généralement d'avoir des outillages puissants mais utilisés peu de temps, et pouvoir mieux gérer la grande variété des fruits et légumes produits (environ 80 espèces). Les jardins de Cocagne étant des jardins d'insertion, cela a permis sur le plan humain de s'ouvrir à une autre dimension du travail : soins aux chevaux, apprentissage de la conduite du cheval, ce qui favorise la prise de confiance en soi, la maîtrise d'une relation harmonieuse en apprenant un langage spécifique, une autre maîtrise technique, complexe mais avec des outils simples ; enfin, l'animal constitue un bon médiateur pour la communication entre les personnes. L'arrivée des chevaux a sensiblement changé les perspectives de débouchés pour les personnes en formation : de nouveaux métiers sont en train d'émerger et cela se traduit par quelques chantiers extérieurs : interventions forestières en zone sensible, tirage de bois en bordure de rivière, travail du sol dans les vignes... L'équilibre entre les chevaux et les tracteurs nécessite réflexion. Pour le travail du sol, la qualité du cheval est évidente : la lenteur est un avantage en permettant une plus grande précision et surtout, le sol est moins tassé. Par contre l'usage du tracteur semble plus facile car omniprésent dans les exploitations agricoles. Il y a une barrière psychologique à franchir, le cheval étant souvent perçu comme étant du passé, une erreur qu'aujourd'hui on commence à percevoir. Des échanges sont en cours sur l'intérêt du cheval dans les jardins d'insertion et un jardin à Laragne (Hautes-Alpes) a déjà fait le choix de ne fonctionner qu'avec un cheval.



- Ferme de Cocagne, La Rivière, 26380 Peyrins, tél : 04 75 05 91 92.
- Les Jardins du Buech, Les Poulailleurs, rue de l'Hôpital, 05300 Laragne, tél : 04 92 65 37 84.

a été ralentie par la tempête de 1999. Aujourd'hui anciennes granges, écuries, étable et porches laissent disponibles environ 1500 m² dont 500 m² avec une hauteur de 7 m pour la seule grange. Le centre accueille des artistes et depuis 2002 organise des expositions ouvertes au public. Les trois premières expositions collectives ont réuni des œuvres d'une soixantaine d'artistes,

peintres, sculpteurs, photographes. Elles ont attiré 7000 visiteurs. Elles étaient agrémentées de nombreuses performances, de musiques, d'ateliers et de spectacles. Une exposition est prévue pour 2005 en collaboration avec le collectif franco-luxembourgeois Polaphages. Un lieu de culture vivante.

Cirk, Maure, Saint-Alban-d'Ay, 07290 Quintenas, tél : 04 75 67 67 20.



Projet d'écovillage végan

Un projet d'écovillage sans aucune exploitation animale est actuellement en discussion avec comme objectif une installation dans les Cévennes. Une partie des activités serait tournée vers l'auto-production, mais pas seulement. Un achat en SCI est envisagé avec une association des occupants comme locataires des lieux. Il peut soit s'agir de remettre en état un hameau abandonné soit d'acheter un terrain pour y construire selon les principes écologiques. Pour en savoir plus : *Julie Henry, 41, rue Nationale, 07120 Ruoms, tél : 04 75 39 77 80*



CHAMBÉRY

La Mandragore

La Mandragore est une association pour l'information, la promotion et le développement d'alternatives de vie. Elle recueille et diffuse des informations sur des associations, entreprises, magasins ayant une démarche alternative et écologique dans des domaines variés (alimentation,

habitat, éducation, loisirs, vêtements, cosmétique...). Elle prête des livres et des revues sur ces sujets. Elle anime des ateliers pratiques et théoriques de cuisine saine et vivante. Elle intervient en milieu scolaire (écoles, collèges et lycées) ainsi que dans les maisons de quartiers, centres sociaux...
La Mandragore, maison des associations, X13, 67, rue Saint-François-de-Sales, 73000 Chambéry, tél : 04 79 70 20 37.



VILLEURBANNE

Le Jardin d'Eden

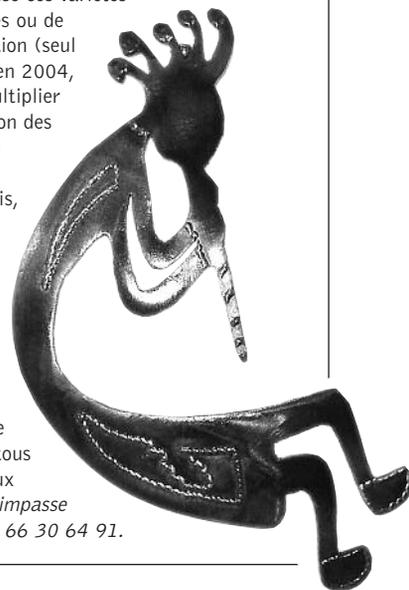
Le Jardin d'Eden est une association qui fait la promotion du "consommer moins, mieux et équitable". Elle diffuse des

produits locaux ou non, de préférence biologique et/ou byodynamique, à des prix respectant le travail du producteur, notamment de nombreux jus de fruits, sodas et bières issus de circuits alternatifs. *Le Jardin d'Eden, 18, rue Louis-Goux, BP 2035, 69616 Villeurbanne cedex, tél : 04 78 68 09 44.*

KOKOPELLI

Harcèlement administratif

La loi interdit la vente de semences non répertoriées dans le catalogue officiel, ce qui favorise les grands semenciers qui paient leurs références. Kokopelli qui diffuse ces variétés anciennes bio sous forme d'échanges ou de ventes entre adhérents de l'association (seul moyen légal prévu par la loi) a vu en 2004, comme d'autres associations, se multiplier les visites des agents de la répression des fraudes. Pour se protéger, Kokopelli a dans ses adhérents des membres influents comme les mairies de Paris, de Poitiers, de Tours, des parcs nationaux, des conseils généraux... Toutes ces institutions estiment que la loi est mal faite aujourd'hui et favorise les grosses entreprises au détriment de la sauvegarde de la biodiversité. Semer, échanger, donner des semences non répertoriées est légal, seule la vente est interdite. Kokopelli invite donc tous les jardiniers à multiplier les réseaux d'échanges. *Kokopelli, Oasis, 131, impasse des Palmiers, 30100 Alès, tél : 04 66 30 64 91.*



Fêtes, foires, salons

(le signe ◊ indique que Silence est présent)

- **Marseille : 21^e Sciences frontières.** 2 au 5 février au palais du Prado. Vulgarisation scientifique sur le thème des limites de la planète. *Sciences-Frontières, 8 bis, rue du Chemin-de-Fer, 94110 Arcueil, tél : 01 45 46 93 70.*
- **Paris : 3^e Naturally.** 3 au 7 février à la Cité des sciences et de l'industrie. 120 stands dont la moitié en bio, santé, environnement, vêtements. *Naturally, 1, place Paul-Verlaine, 62100 Boulogne, tél : 03 86 78 19 20.*
- **Vosges : 6^e Jouvence.** 5 et 6 février au palais des congrès de Remiremont. Médecine naturelle et traditionnelle chinoise, habitat sain, artisanat. *RTS Concept, 54, rue de Kingersheim, 68270 Wittenheim, tél : 03 89 52 45 75.*
- **Paris : 21^e Médecine douce.** 10 au 14 février à Paris Expo, porte de Versailles. 250 exposants dont 50% santé, vacances, habitat sain, développement personnel. *SPAS, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.*
- **Loire-Atlantique : 16^e Natura.** 11 au 14 février, halle de la Trocardière à Rezé. 160 exposants, 45% alimentation bio, habitat sain, environnement, énergies renouvelables, santé, tourisme... *Nantes gestion équipement, 18, rue Scribe, 44000 Nantes, tél : 02 51 70 30 40.*
- **Pas-de-Calais : 5^e Habitat et environnement,** 18 au 20 février au Palais de l'Europe du Touquet. 90 exposants : habitat sain, environnement, énergies renouvelables, santé, artisanat. *MC2 Event, 10, résidence le Center, 62176 Sainte-Cécile, tél : 03 21 09 16 66.*
- **La Rochelle : 2^e Bien être et mieux vivre.** 19 au 21 février à l'Espace Encan. 100 exposants, bio, habitat sain, santé, artisanats. *Loire événement, 19, place de la Poterne, 49400 Saumur, tél : 02 41 38 60 00.*
- **Doubs : 2^e Habitat énergie.** 25 au 27 février au parc Arcopolis de Voujaucourt, 120 exposants : habitat bois, environnement, artisanat, énergies renouvelables, associations. *Normalu Expo, 18, quai de l'Alma, 68100 Mulhouse, tél : 03 89 45 89 36.*
- ◊ **Lyon : 19^e Primevère.** 25 au 27 février à Eurexpo. Salon des rencontres de l'éco-



logie et des alternatives. 400 exposants dont 150 associations, 120 stands bio, 120 conférences. Thème de l'année : paysannerie. Vendredi : histoire de la paysannerie (Sylvia Perez et François de Ravignan), paysans du monde (José Bové), l'Europe paysanne. Samedi : l'agriculture durable, le maintien des paysages et du bâti agricole (Maison paysanne), agriculture biologique, biodynamique et permaculture, les lobbies agricoles, la forte-ressse FNSEA. Dimanche : les semences paysannes (Nature et Progrès), les communautés de paix en Colombie (MAN), l'agriculture péri-urbaine (FRAP-NA), les ouvriers agricoles migrants (Forum civique européen), installation en ferme bio (la Nef), de la terre aux consommateurs (AMAP, AVEC...), faucheurs d'OGM. Autres conférences : André Bucher, Yves Michel, Elisabeth Schultess (biographie de Solange Fernex), la pollution alimentaire, radioactivité dans nos assiettes (CRII-Rad), Slow food, pesticides dans l'eau, victimes des essais nucléaires, les 20 ans de Bhopal (Greenpeace), éducation non-violente, habitat écologique, lutte contre la relance du nucléaire, femmes dans les métiers masculins, les repas de famille, l'autoconstruction. Bourse aux vélos... *Association Primevère, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 74 72 89 90.*

◊ **Bouches-du-Rhône : 8^e Millepertuis et Sarriette.** Les 26 et 27 février à la salle des fêtes de Puyricard (à côté d'Aix-en-Provence). Une centaine d'exposants : agriculture bio, produits de bien-être, cosmétiques, habitat écologique, artisanat. Conférences sur le thème "bien-être et tradition indienne". Entrée du salon gratuite. *Graines de vie, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.*

■ **Vienne : 2^e Natura'Vie.** 12 et 13 mars à la salle Jean-Dousset, à Neuville-de-Poitou. Santé, forme, esthétique, alimentation saine, habitat sain. Thème de l'année : activités physiques et de détente pratiquées en groupe. *Office de tourisme, 28, place Joffre, 86170 Neuville-de-Poitou, tél : 05 49 54 47 80.*



Manipuler les antinucléaires

Rien à faire, sondage après sondage, les Français sont toujours très majoritairement opposés au nucléaire et encore plus à ce que l'on vienne enfouir des déchets près de chez eux. L'industrie du nucléaire cherche donc des moyens pour passer en force. Elle travaille depuis des années avec la société de conseil "Mutadis consultant" (directeur : Gilles Hériard-Dubreuil). Celle-ci a proposé de multiples moyens pour diminuer l'opposition. Ainsi, la multiplication des commissions de "débat" ou d'"information" ne servent pas à débattre ou à informer, mais à essayer de diviser entre ceux qui acceptent d'y participer et ceux qui refusent. Pour augmenter la fracture, la société de conseil a mis au point un processus de "corruption" qui va du remboursement des déplacements et des heures de réunions des représentants, à l'aide financière aux associations en passant par une communication insistant sur la présence des "associations raisonnables" (celles qui acceptent l'argent !). Ces méthodes ont été testées pendant la tournée de la "mission Granite" en 2000. Si certaines associations se sont laissées piéger, la réponse populaire a été à la hauteur et les "conseillers" ont dû reconnaître que cela n'avait pas bien marché. Ils vont essayer de faire mieux avec les "commissions" autour de l'EPR.

A la recherche des déchets nucléaires

Un groupe antinucléaire allemand espère organiser pendant l'été 2005 un voyage qui partirait du site d'enrichissement de l'uranium de Gronau (Allemagne) pour ensuite se rendre à Olmihutoo, en Finlande, site retenu pour la construction d'un nouveau réacteur nucléaire puis, via le transsibérien, rejoindre le camp antinucléaire d'Ecodéfense à Jekaterinbourg (Oural) qui se bat contre la création d'un site de stockage des déchets nucléaires, puis retour par Minsk, capitale du Belarus, pays le plus contaminé par l'accident de Tchernobyl.

Le thème "nous n'avons pas besoin du renouveau du nucléaire, nous avons besoin du renouveau du mouvement anti-nucléaire". Ceux et celles qui voudraient participer doivent s'y prendre très à l'avance pour l'obtention des autorisations d'entrée en Russie et Belarus.
www.antiatom.de/tour05

Sébastien Briat Pas de poursuites !

Le 16 décembre, le parquet de Nancy a décidé de clore l'enquête sur la mort de Sébastien Briat, estimant que seule sa responsabilité était en cause. Voici des extraits du rapport : "Les 'bloqueurs' ont été pris de vitesse en raison de leur 'méconnaissance du temps de trajet' du convoi. Tandis que leurs talkies-walkies ne marchaient pas, ils ont été prévenus par portable par des camarades en amont, de la venue du train 'dans 20 minutes'. Le convoi, qui roulait à la limite autorisée de 98 km/h, est en fait arrivé 7 minutes plus tard. (...) L'absence de l'hélicoptère d'accompagnement, parti faire le plein de kérosène a induit en erreur les militants sur l'imminence du convoi. (...) Lorsque le train est arrivé à 98 km/h, le chauffeur a actionné le frein mais il ne restait que 14 secondes avant le choc. Trois militants sont parvenus à se dégager, mais Sébastien Briat, de constitution plus forte, a eu du mal à désengager son bras du tube, alors même que le cadenas n'était pas fermé" et enfin pour en finir avec l'accusation : "Sept des huit jeunes de ce groupe, âgés de 19 à 25 ans, avaient fumé du cannabis". Sud-Rail a immédiatement protesté

Privatisation d'EDF

■ Poweo, concurrent privé d'EDF.

La société Poweo s'est mise en place pour vendre du courant... éventuellement acheté à EDF. Elle a annoncé avoir franchi le 10 000^e contrat le 4 novembre et espère atteindre les 100 000 avant fin 2005. Pour moitié, ces contrats concernent des commerçants d'Ile-de-France. Les plus gros clients sont des sociétés comme Carrefour, les hôpitaux de Paris, le parc des Princes... EDF estime pour le moment la fuite peu importante : il lui reste 3,7 millions de contrats.



■ Privatisation des déchets.

Les déchets nucléaires, personne ne les veut. Et pourtant Areva pourrait être privatisé. Il y aurait donc de l'argent à faire avec ses déchets ? Par exemple, en louant des sites de stockage aux compagnies d'électricité ? Peut-on mettre la surveillance de produits dangereux pour des millénaires sous le contrôle de sociétés dont l'intérêt est le profit. Cette fois, même Christian Bataille, pro-nucléaire socialiste, est monté au créneau pour dénoncer le risque d'une telle privatisation. Réponse du gouvernement : dans les autres pays, les déchets sont déjà gérés par des sociétés privées.

■ Le vrai prix du nucléaire.

Pierre Gadonneix, le nouveau PDG, poussé par les nécessités de la privatisation, n'en finit pas de faire tomber les tabous sur le sujet. Il vient d'annoncer que le prix de production du kWh n'est pas de 2,8 centimes d'euros mais de 3,5 centimes... soit une rectification de 25 % qui rend l'éolien encore plus intéressant !

rappelant que le règlement de la SNCF n'a pas été respecté : les conducteurs doivent rouler "à marche prudente" lorsqu'il y a un risque de présence de personnes sur les voies.

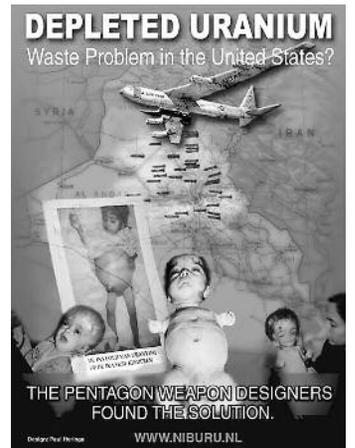
Le mythe de la quatrième génération

Certains à droite (Corinne Lepage par exemple) critiquent l'EPR en disant que cela nuit à la mise en place d'une quatrième génération de réacteurs. Les trois premières seraient la filière gra-

phite-gaz française (tous ces réacteurs ont déjà été arrêtés), la filière américaine PWR (tous les réacteurs actuellement en fonctionnement en France), l'EPR (en projet, mais juste un PWR légèrement modifié). Quelle serait alors la quatrième génération ? Conscients que l'uranium est en voie d'épuisement et qu'il faut trouver d'autres minerais pour faire fonctionner les futurs réacteurs, le CEA a annoncé début novembre qu'il misait sur le développement des réacteurs à neutrons rapides... autant dire sur le retour de Superphénix ! Les Echos du 10 novembre annonce que le gouvernement français

Uranium appauvri

Une conférence mondiale sur les armes à l'uranium appauvri s'est tenue en octobre 2003 à Hambourg, en Allemagne. Un physicien japonais, le professeur Yagasaki, de l'université de Ryukyus-Okinawa, a expliqué que les 2000 tonnes d'uranium appauvri utilisées en Irak et les 1000 tonnes utilisées en Afghanistan entre 2001 et 2003 représentaient une radioactivité équivalente à 400 bombes comme celle de Nagasaki. En effet, lorsque l'on parle d'uranium appauvri, il s'agit des restes du minerai d'uranium auquel on a enlevé l'uranium fissile pour les réacteurs nucléaires... ce qui enlève 12% de la radioactivité du minerai. Sur les 88% restants, environ 80% se transforment en gaz radioactif au moment de l'impact, un nuage inodore, invisible qui contamine aussi bien les victimes du tir que ceux qui ont fait feu. Il ne faut donc pas s'étonner si des pathologies sont apparus en grand nombre chez les enfants nés après la première guerre du Golfe, en Irak, en 1991, pas plus si les militaires "alliés" et leurs enfants sont également atteints. (*Contratom, octobre 2004*)



négocie avec le Japon, les Etats-Unis, l'Europe, le Canada et la Corée du sud pour permettre des échanges de connaissances dans le domaine. Des milliards risquent donc d'être engloutis pour essayer de trouver une alternative à l'utilisation du sodium/eau qui a provoqué de multiples problèmes dans les surgénérateurs expérimentés. D'autres fluides sont à l'essai. Rappelons qu'un surgénérateur permet, en passant par la fission du plutonium de bombarder de l'uranium non-fissile (99,3% du minerai) et de le rendre fissile... ce qui multiplie, sur le papier, par cent les réserves d'uranium. Mais pour le moment, cela n'a jamais marché, ni ici, ni au Japon, ni aux USA où partout les réacteurs ont été arrêtés.

SUPERPHÉNIX Lentement !

Le 9 novembre 2004, EDF a annoncé la fin du démontage de la salle des machines. Sur cet emplacement devrait être construite l'usine nécessaire pour neutraliser les 5500 tonnes de sodium contenues dans le cœur du réacteur et continuellement chauffé depuis l'arrêt du réacteur décidé en juin 1997. L'usine pour le sodium est annoncée pour fonctionner de 2006 à 2010.

Il restera alors à s'occuper du plutonium stocké dans le bâtiment voisin, l'APEC, un bâtiment qui ne résisterait pas à la chute d'un avion et de démanteler le bâtiment réacteur dans une cinquantaine d'années.

FESSENHEIM Tremblement de terre

Pour la troisième fois en deux ans, les Alsaciens ont ressenti un tremblement de terre début décembre. Cette fois, l'épicentre du séisme d'une force de 5,4 sur l'échelle de Richter était à Fribourg (Allemagne) à 20 km de la centrale de Fessenheim. Le plus vieux réacteur nucléaire français en fonctionnement a été prévu pour résister à un séisme de force 8. Les antinucléaires locaux rappellent qu'en 1356, la ville de Bâle (Suisse), à 30 km de Fessenheim, a été entièrement détruite par un tremblement de terre et que 650 ans ne représentent rien à l'échelle géologique. Ils demandent l'arrêt des deux réacteurs. *CSFR c/o Claude Ledergerber, 50, rue de l'Erlenbach, 67220 Albé ou CSFR c/o Eve Gissingner, 57, rue Théodore-Wilt, 68500 Guebwiller, tél : 03 89 74 10 32.*

Petite phrase

"Si l'on appliquait à l'ensemble de l'OCDE les règles les plus strictes existant dans chaque pays en matière de consommation d'appareils électroménagers, celle-ci chuterait de 30 % !"

Claude Mandil, directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie. (*Le Point*, 29 octobre 2004)

Solaire

■ **Barcelone triple la mise.** A l'occasion d'un immense espace d'exposition situé au nord de la ville et inauguré fin 2003, la ville de Barcelone avait couvert son nouveau palais des congrès d'un toit solaire de 3600 m² pour une puissance de 443 kWc. Après un an de fonctionnement, c'est maintenant les autres toits du complexe (7000 m²) qui vont être solarisés pour atteindre 1,3 MWc. L'ensemble devrait fonctionner dès l'été 2005.



Le palais des congrès : 443 KWc

■ **Redon : cinéma solaire.** Le ciné Manivel de Redon, cinéma associatif, s'est équipé de 60 panneaux photovoltaïques totalisant 4800 Wc. Le courant est vendu au secteur. *Ciné Manivel, 12, quai Jean-Bart 35600 Redon, tél : 08 92 68 35 01.*

Fin du pétrole

■ **Plus d'avions.** Dans une interview accordée à nos excellents confrères (et voisins) de *La Décroissance*, Philippe Labat, polytechnicien, ancien responsable en technique de production chez Elf puis BP affirme que : "le pic de production [du pétrole] mettra des secteurs entiers de l'économie en faillite, en faisant grimper le chômage. Personne ne se rend compte qu'une multitude d'activités existent parce qu'elles ont le pétrole quasiment gratuit !"



Phares de voitures inutiles

En principe, depuis début octobre, toutes les voitures doivent rouler les feux allumés, même en plein jour. Heureusement, force est de constater que le mouvement de désobéissance est total et que peu de voitures le font. L'INRETS, institut national de recherche sur les transports, avait d'ailleurs averti le gouvernement que l'expérience menée dans les Landes depuis quelques années n'avait pas été probante : aucune diminution d'accident n'a été constatée. L'Europe qui envisageait une directive pour rendre cela obligatoire dans toute l'Europe y a renoncé. Ce qu'on oublie de dire le gouvernement, c'est que rouler phares allumés augmente la consommation d'énergie et donc de pétrole, ce qui est plutôt malvenu. La Fédération française des motards en colère a fait un curieux calcul : allumer tous les phares des voitures consommerait 780 millions de litres de carburant par an... (1% du total) ce qui rapporterait 650 millions d'euros à l'Etat en taxes. Peut-être là est la vraie seule raison. Plusieurs associations de sécurité routière ont suggéré au gouvernement des mesures plus efficaces comme par exemple de baisser les limites de vitesse (ce qui pour le coup économise le carburant).



Le transport aérien, par exemple, n'a pas dix années à vivre. SwissAir, Sabina, Air Afrique ont déjà disparu. Les gens réaliseront peut-être la gravité de la situation à la mort d'Air France ou à la disparition de pans entiers de l'économie".



BURE

■ **Parodie de démocratie.** En 1992, une loi dite "Bataille" du nom du député socialiste qui l'a défendue, prévoyait qu'avant 2006, le gouvernement tranche entre plusieurs solutions concernant le devenir des déchets nucléaires. Conformément à cette loi, Christian Bataille (PS) et Claude Bireaux (UMP) pour l'Office parlementaire des choix technologiques et scientifiques, ont annoncé le 3 décembre qu'ils remettraient un rapport à l'Assemblée nationale d'ici le mois de mars 2005. Ce rapport fera le bilan des expériences menées dans trois domaines : la transmutation (en panne sèche), le stockage en sub-surface (comme les décharges classiques) ou le stockage en grande profondeur. Mais là, problème : comment faire un rapport sur le retour d'expérience du laboratoire de Bure alors que début 2005 il est toujours à l'état de chantier ? Eh bien, nos deux députés ont indiqué avoir écouté les firmes, les élus locaux, les scientifiques pronucléaires... ce qui est effectivement un choix parfaitement "technologique et scientifique".

■ **Maison de la résistance.** L'association Bure Zone libre a acheté début décembre une maison dans Bure, proche du bureau de la Commission locale d'information. La maison qui doit être maintenant rénovée devrait ouvrir pour l'été. La maison servira à faire la promotion d'un mode de vie sans nucléaire. *Bure Zone Libre, rue de la Gare, 54230 Maron.*





Chauffage électrique : Gouvernement désespérant

Décidément certains lobbies sont fort bien implantés au sein des ministères. Ainsi, quand le gouvernement prévoit une baisse de la TVA à 5,5 % pour les économies d'énergie et l'amélioration de l'habitat, qui peut en bénéficier ? Tous ceux qui choisiront de mettre un chauffage électrique dans un habitat de moins de deux ans ! Alors que le taux d'implantation du chauffage électrique est à la baisse du fait de son coût de fonctionnement, voici une petite mesure discrète pour favoriser les écoulements de nos excédents nucléaires.

Filière bois-énergie



L'ADEME, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, a publié une étude sur la filière bois. 39% des ménages français ont un chauffage au bois dans leur résidence principale mais il s'agit le plus souvent d'un chauffage d'appoint peu écologique car ancien. Sur 5,6 millions d'appareils, en maison individuelle (97%) et parfois en appartement (3%),

on compte 1,5 million de cheminées traditionnelles "ouvertes" avec un très mauvais rendement, rejetant CO₂ et diverses substances polluantes. Il y a 2,5 millions de foyers fermés, beaucoup moins nocifs. Les chaudières, généralement à bûches et plus ou moins performantes, s'élèvent à 366 000. Le reste du parc est composé de poêles (739 000) et de cuisinières (504 000) anciennes ou plus récentes. A ces appareils domestiques s'ajoutent les chaudières des maisons et bureaux à chauffage collectif. Selon l'ADEME, ces appareils sont aujourd'hui au nombre de 870. Enfin quelque 2000 grosses chaudières au bois sont utilisées dans l'industrie. Au total, le "bois-énergie" représente 4% de la consommation française d'énergie.

MONTPELLIER

Potentiel d'économie d'énergie

Une étude réalisée pour le compte de la région autour de la consommation du lycée Jean-Mermoz de Montpellier conclut qu'il est possible d'y économiser 62% d'énergie. C'est plus que la moyenne nationale qui est estimée par certains groupes spécialisés à... 50%. Economiser l'énergie, c'est économiser de l'argent, et c'est donc normalement plus rentable que d'investir dans de nouveaux moyens de production d'énergie, mais cela suppose que l'on réfléchisse autrement au niveau économique (car cela réduit la fameuse croissance !).

ALLEMAGNE

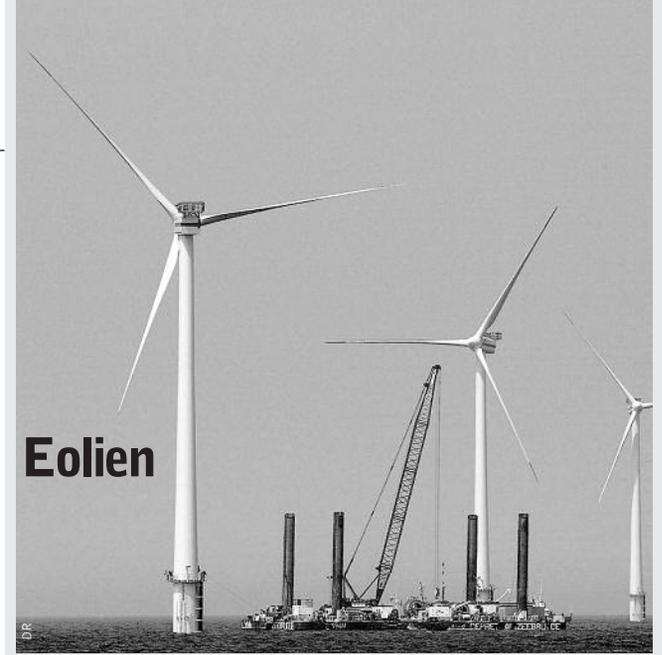
Politique tarifaire

Le gouvernement allemand a parfaitement compris comment développer les énergies renouvelables : en achetant le courant à des tarifs différenciés selon ce que l'on veut promouvoir. Ainsi le kWh provenant de photopiles intégrées dans le bâtiment (toits solaires) est payé entre 45 et 56 centimes, le kWh éolien offshore 9,1 centimes, le kWh éolien autre entre 5,5 et 8,7 centimes, le kWh géothermique entre 7 et 15 centimes, le kWh hydraulique entre 6 et 8 centimes... Le tarif est généralement dégressif quand la puissance des installations augmente. (CLER-Infos, mars 2004)

LYON

Projet pilote

Sur 150 hectares, au confluent de la Saône et du Rhône, le projet Lyon-Confluence a été retenu au niveau européen comme projet pilote dans le cadre du programme Concerto qui concerne la maîtrise de l'énergie dans les grands projets d'urbanisme. Le projet annonce une réduction de 40% des besoins énergétiques par rapport aux standards actuels et une couverture de ce qui reste à 80% par le recours aux énergies renouvelables. Lyon a décroché la première place (et 3,5 millions d'euros de subventions) devant Bracknell (Grande-Bretagne), et Saragosse (Espagne).



Eolien

Le parc éolien de Horns Rev (160 MW) au Danemark.

■ **Québec : centrale éolienne.** Le Québec tire son énergie principalement de l'hydraulique (et quand même deux réacteurs nucléaires). La compagnie nationale Hydro-Québec a annoncé le 4 octobre la mise en place de huit sites éoliens au sud du Saint-Laurent pour un total de 990 MW.

■ **Danemark : 21% !** En 2003, les 3100 éoliennes danoises ont couvert 21,1% de la consommation électrique du pays. C'est le record mondial. Le Danemark est aussi en tête pour l'exportation des machines : 45% du marché mondial. Au niveau terrestre, il y a saturation et le gouvernement développe maintenant des projets en mer. Deux parcs éoliens fonctionnent déjà : Horns Rev (160 MW) et Nysted (165 MW).

■ **Allemagne : 10 % renouvelables.** Fin juin 2004, les éoliennes fournissaient 6,2% de l'électricité consommée en Allemagne. Avec le solaire et l'hydraulique, on atteint plus de 10% contre 7,9% fin 2003. Le gouvernement espère atteindre 25% de la consommation d'ici 2030. Pour économiser la place que les éoliennes prennent au sol, les industriels de l'éolien suggèrent de remplacer les premières éoliennes qui prennent jusqu'à dix fois plus de place que les actuelles et d'avancer sur la mer. En 2004, les 16 000 éoliennes allemandes totalisaient 15 688 MW. Une étude gouvernementale de 2002 estime que 119 000 personnes travaillent dans les énergies renouvelables dont 53 000 dans l'éolien (contre environ 1000 en France).

■ **Retard français.** En 2010, la France s'est engagée auprès de l'Europe à avoir une puissance de 10 000 MW éolien. Fin 2004, nous en sommes seulement à 337 MW sur 68 sites ! La Bretagne — 40 MW aujourd'hui — vient de lancer un plan de 1000 MW avant 2010 qui devrait lui permettre de remplir ses objectifs. C'est pour le moment la seule région où les projets sont suffisamment avancés pour qu'un tel objectif soit réaliste.

■ **Peu d'impact sur les oiseaux.** L'Office national de la chasse et de la faune sauvage a rendu, le 6 décembre, sa propre étude sur la mortalité des oiseaux par les éoliennes. Les conclusions de cette étude vont dans le même sens que celles menées par la LPO (voir *S!ence* 312-313, de janvier 2004) : entre 0,4 et 1,3 oiseau tué par éolienne et par an. Ce chiffre est très inférieur à d'autres causes de mortalité : la circulation automobile, les lignes à haute tension, les tours de communication, les vitres... La moitié des victimes des éoliennes sont des rapaces et les accidents se produisent généralement dans des conditions météorologiques défavorables. En temps normal, les oiseaux savent éviter les pales.

■ **Drôme : satisfaction.** Le parc éolien de Donzère compte cinq éoliennes qui fonctionnent depuis 1999. Un sondage a été fait dans les communes environnantes pour savoir ce que le voisinage en pense. Résultat : plus de 90% considèrent que l'impact est positif. (*Dauphiné libéré*, 31 octobre 2004)

■ **Hérault : centrale offshore ?** Une demande de permis de construire a été déposé en octobre dernier par la compagnie du Vent et ShellWindEnergy pour la création d'un premier parc éolien en Méditerranée situé entre 4 et 6 km du cap d'Agde. 34 éoliennes totaliseraient une puissance de 104 MW. Investissement : 250 millions d'euros. 450 emplois pendant le chantier, dix en fonctionnement. (*Systèmes solaires*, octobre 2004)

Pétrole et géologie politique

La fin imminente du pétrole et du gaz bon marché est la plus grande épreuve qu'ait jamais affrontée l'humanité. Désormais inévitables, les conséquences sociales de cette épreuve risquent d'être dévastatrices. Afin d'en réduire un peu les effets, la seule conduite possible est l'apprentissage de la sobriété. Pour Yves Cochet, les Verts sont aujourd'hui placés devant cette triple responsabilité : décrire la vérité de la disparition prochaine des hydrocarbures, élaborer une société de la sobriété, se mobiliser pour mobiliser l'ensemble de la population.

La production de pétrole « conventionnel » (facile à extraire) déclinera vers 2005. L'augmentation des prix des essences, puis du gaz, propagera l'inflation aux transports aériens, à l'agriculture et à la pêche, puis à tous les secteurs. La production de pétrole « non conventionnel » (lourd, off-shore profond, polaire...), très coûteuse, ne suffira pas à compenser en volume la déplétion du conventionnel. Le déclin géologique global commencera vers 2007 (passage du pic de Hubbert), tandis que la demande mondiale de pétrole deviendra structurellement supérieure à l'offre. En outre, la crise géopolitique au Proche Orient — guerre et terrorisme — devient chronique. Que l'Arabie Saoudite connaisse le sort de l'Irak et le chaos se répandra instantanément. Inflation, récession, dépression, effondrement... si l'addiction au pétrole continue (1).

Energies de substitution ?

Première fausse bonne idée : investir plus dans l'exploration pour trouver et produire plus. Après plus d'un siècle d'exploration géologique, les ressources pétrolières sont à peu près connues. Depuis plus de trente-cinq ans le volume des découvertes diminue. Aucun investissement ne créera du pétrole qui n'existe pas.

Seconde fausse bonne idée : la technologie trouvera des énergies de substitution lorsque le pétrole déclinera. Vraie il y a trente ans (lorsque nous le disions pendant la campagne présidentielle de René Dumont), cette assertion est aujourd'hui fautive : il est trop tard pour substituer au pétrole, en moins de cinq ans, une énergie aussi bon marché, aussi transportable, aussi répandue, aussi facile et universelle d'usage. Les avions ne décollent pas avec de l'uranium ou de l'éolien. Lorsque le pétrole commencera à décliner pour toujours, de l'ordre de 3% par an, il

n'y aura aucun fluide aussi énergétique pour compenser la déplétion. La seule alternative viable est la sobriété (décroissance de la demande globale), tandis que la population mondiale s'accroît annuellement de 70 millions de personnes. Inédit et sévère.

Troisième fausse bonne idée : le gaz naturel remplacera le pétrole. Le gaz représente 22% de la consommation mondiale d'énergie finale. Il commence, lui aussi, à manquer dans certaines régions (Amérique du Nord). Ses modes d'extraction, de transport, de stockage et d'utilisation sont assez différents de ceux du pétrole. Le gaz naturel ne peut pas être la matière première de substitution des centaines de milliers de produits de la pétrochimie. De plus, son propre pic de Hubbert adviendra quelques années après celui du pétrole.

Quatrième fausse bonne idée : une autre source d'énergie remplacera le pétrole. Le charbon ? Le nucléaire ? L'hydrogène ? L'hydroélectricité ? Le solaire et l'éolien ? La biomasse ? Oui, un effort considérable en faveur des renouvelables permettrait de se passer de pétrole dans cinquante ans, pas dans cinq ans.

Bref, le temps est la variable indilatable qui rend désormais le choc inévitable.

La plus grande épreuve qu'ait jamais affrontée l'humanité...

En agriculture, nous mangeons du pétrole. L'alimentation, telle que fournie par l'agriculture productiviste (la PAC), dépend cruciallement du pétrole. Le gazole pour les tracteurs et autres engins agricoles, le fuel pour les bateaux de pêche, le gaz naturel pour les fertilisants, le pétrole pour les pesticides, le diesel pour les camions de transport et de distribution (même si nous ne voulons pas de tout cela, mais cela existe massivement) (2).



(1) Durée du déclin : pour toujours. Barils consommés mondialement par an : 29 milliards (2003). Barils découverts mondialement par an : 6 milliards de conventionnels, plus 8 milliards de non conventionnels. Proportion de l'énergie finale mondiale fournie par le pétrole : 40%.

(2) Rendement du maïs productiviste : 80 quintaux à l'hectare. Rendement du maïs sans hydrocarbure : 20 quintaux à l'hectare. Pourcentage de céréales utilisées pour l'alimentation du bétail : 70%. La production de viande sur pied consomme cinq fois plus de pétrole que celle de céréales, à équivalence alimentaire.

La raréfaction et la cherté du pétrole rendra l'agriculture plus chère et plus extensive. Les villes devront s'alimenter en produits plus locaux. L'alimentation deviendra plus végétarienne.

Pour les transports, ils dépendent à plus de 90% du pétrole. A 100% pour l'aviation. Lorsque les cours du brut augmentent, les prix des transports augmentent (3).

Dans la vie quotidienne, plus de 500 000 types de produits contiennent du pétrole : médicaments, cosmétiques, lubrifiants, ordinateurs, téléphones, jouets, plastiques, bitume des routes et des toits, isolants, colles, peintures, pneus, bottes, caoutchouc, moquettes, vêtements... Alimentation, transports, système de santé, chauffage, réfrigération, climatisation, traitement et transmission de l'information... La triple crise pétrolière (géologique, économique, géopolitique) qui s'annonce éclipsera tout ce que nous avons connu.

Les conséquences sociales seront dévastatrices : hausse des cours du pétrole, inflation, augmentation des taux d'intérêt, dette, création de monnaie, dévaluation, baisse du pouvoir d'achat, baisse des achats, récession, tensions internationales... Le pétrole cher, c'est la guerre.

Reste la sobriété

La sobriété, politiquement, signifie une perspective d'autosuffisance décentralisée, par minimisation des échanges de matières et d'énergie... Cette thèse de la sobriété, instruite du travail conceptuel des projets Alter de 1978 et 1981, affirme qu'aujourd'hui, pour permettre de réduire les tensions mortelles du choc, les ensembles économiques régionaux doivent être organisés autour des thèmes suggérés par les expressions :

- autosuffisance locale et régionale,
- décentralisation géographique des pouvoirs,

(3) Dans le monde, voitures : 800 millions. Camions : 8 millions. Bus et cars : 3 millions. Locomotives diesel : 100 000. Avions (de plus de cent passagers) : 11 000. Bateaux et cargos : 85 000. Caboteurs de pêche : 1,2 million. Commerce mondialisé : bientôt fini (pétrole trop cher). Tourisme mondialisé : bientôt fini (pétrole trop cher).

- relocalisation économique et protectionnisme,

- planification concertée et rationnement.

Ces thèmes — mieux définis aux alinéas ultérieurs — se déploient en orientations d'économie politique physique (matières et énergies) dans la liste exhaustive des agrégats suivants : mines, énergie, métallurgie, pétrochimie, chimie minérale, parachimie et pharmacie, verre, papier-carton, matériel roulant, construction navale, construction aéronautique, engins

L'autosuffisance régionale, en commençant par l'agriculture et l'alimentation, l'énergie et les transports, doit être conçue comme moyen de sécurisation des populations contre le choc énergétique.

et machines agricoles, machines outils, matériel électrique et électronique, équipement ménager, industrie du bois, textiles et cuirs, édition et presse, génie civil, bâtiment, industries alimentaires, agriculture-sylviculture-pêche, transports, distribution et maintenance, recherche et développement, télécommunications, santé, enseignement, loisirs et culture, hôtellerie, organismes financiers, couverture des risques (sécu et assurances), administration locale et régionale, justice, police et armée, échanges extérieurs.

L'autosuffisance concerne l'indépendance économique, au sens physique de « produire ce que l'on consomme ». Les premiers agrégats organisés pour l'autosuffisance régionale devront être l'agriculture et l'alimentation, l'énergie et les transports, de telle sorte que l'ensemble humain régional soit capable de pouvoir survivre assez longtemps en autarcie dans ces domaines, quitte à importer, dans certains autres domaines, quelques biens en échange d'un superflu agricole ou énergétique (cas des régions voisines de l'Île-de-France). Ces échanges interrégionaux seront nécessaires pendant la période de transition vers l'équilibre régional, notamment du fait de la différenciation économique (démographique, technologique, culturelle...) et naturelle (ressources, écologie, géographie...) entre les régions actuelles. Cet équilibre régional est conçu comme moyen de sécurisation des populations contre le choc énergétique rapproché, de résistance à la domination productiviste mondialisée des firmes transnationales, de respect des écosystèmes locaux et de la biosphère.

La décentralisation des pouvoirs, c'est-à-dire l'équilibre régional visé sera mesurée par le niveau de maîtrise qu'auront les habitants sur le fonctionnement



Puit de pétrole en Irak (2003), réouvert par les ingénieurs U.S.



et l'évolution du territoire et de l'organisation qui les portent, notamment sur les cycles naturels de sustentation de la vie (eau, carbone, azote, phosphore...). En termes marxistes (cela fera plaisir à certains), les problèmes de répartition du pouvoir posés par l'exercice de cette maîtrise sont indissociables des rapports de production et de consommation, de l'équilibre de l'offre et de la demande sur les marchés locaux, du système de prix intérieur.

La relocalisation économique indique la possibilité régionale, hors domaines agriculture-alimentation et énergie-transports, de pourvoir éventuellement à la production et à la consommation des autres agrégats de la liste. Le protectionnisme, entendu comme réglementation des échanges physiques extérieurs, implique l'abandon du critère de rentabilité aux prix du marché mondial en faveur de critères et de valeurs intérieurs adaptés à l'objectif de sobriété. Ce protectionnisme nouveau est un moyen nécessaire de résistance aux ravages du choc énergétique. Il ne doit pas être compris comme une limitation des échanges culturels. D'autant moins qu'il dépend de l'existence d'autres îlots régionaux protégés, autorisant ainsi quelques échanges bilatéraux d'îlot à îlot, en dehors des forces libre-échangistes des transnationales.

La planification concertée enfin. La description du régime final stationnaire régional d'une telle réallocation de ressources est hors de portée de mes moyens. Seul un immense effort collectif, tendu vers l'objectif de société sobre ci-dessus esquissée, pourra décrire cet avenir désirable, en impliquant les compétents, les militants et les habitants. Cependant, une contrainte immédiate est celle de l'organisation du rationnement en matière alimentaire et énergétique. A l'image de la directive européenne sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués à toutes les « installations de combustion », des quotas (ou rations) de consommation alimentaire et énergétique devront être alloués à chaque famille selon le nombre de personnes qui la compose. Les différences de revenu entre riches et pauvres seront immédiatement neutralisées par cette modalité de la justice sociale.

Reste une question cruciale à laquelle je ne sais pas répondre : quel sera le niveau technologique d'une telle société post-carbone ? Cela dépendra sans doute de la sévérité du bouleversement global induit par le choc. Tout est possible, depuis une transition drastique à faible coût humain jusqu'au chaos général

(décimation massive, troisième guerre mondiale...). Tentons une image : selon le chemin pris par ce bouleversement, le niveau technologique sera comparable à celui du 19^e siècle ou régressera jusqu'à celui des Mérovingiens. L'ordinateur sur lequel je tape ces symboles typographiques est impensable sans de multiples échanges de matières et d'énergie mondialisés ; il n'y a pas d'ordinateur breton fabriqué avec des ressources naturelles bretonnes.

La responsabilité des Verts...

Que penser des informations et perspectives qui précèdent ? Devant la nouveauté sidérante d'un tel avenir si proche, ne sommes-nous pas tentés d'en nier l'avènement ou, au moins, d'en minimiser l'ampleur ? Les opinions se regroupent grosso modo en trois ensembles :

- Les cornucopiens, croyants déterminés en la technologie et en l'ingéniosité humaine, estiment tranquillement que celles-ci parviendront à prolonger les modes de production et de consommation industriels, et même à les étendre au monde entier. L'avenir est radieux, la mondialisation heureuse.

- Les centristes admettent qu'en effet le pétrole et le gaz naturel déclineront dans vingt ou trente ans, mais ils croient que les signaux-prix des marchés oriente-

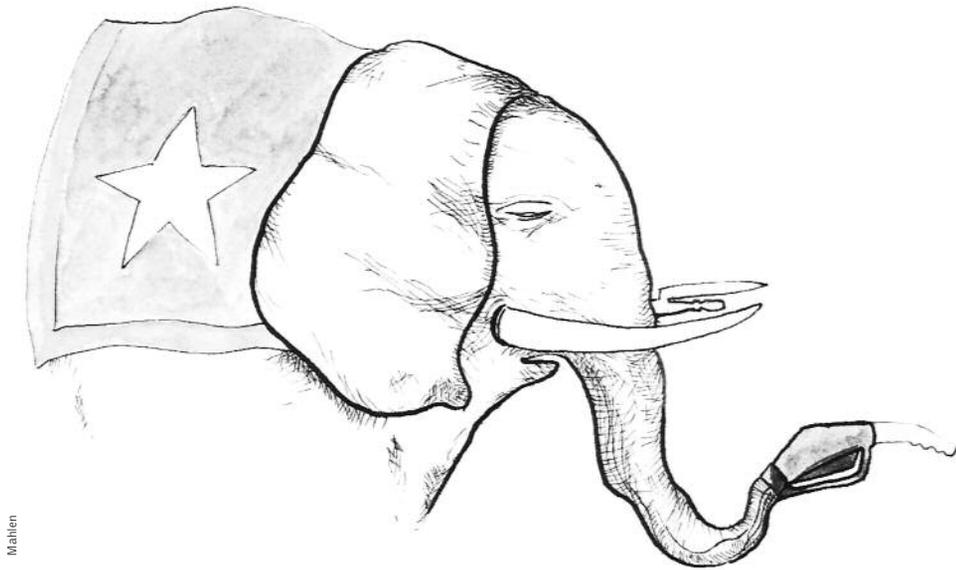


ront « naturellement » les investissements vers des substituts et vers la « maîtrise » sans trop d'inconfort, en tout cas sans chaos et sans guerre.

- Les piquistes supputent que l'organisation actuelle du monde est totalement impréparée à ce nouveau choc pétrolier, que le déni de l'imminence et de l'ampleur de ce choc continuera jusqu'à la crise générale dans quelques années, qu'il est déjà trop tard pour l'éviter, qu'enfin on ne peut que réduire les effets létaux du choc.

Il me semblerait paradoxal que Les Verts, qui ne cessent d'analyser l'évolution du monde depuis vingt ans (depuis trente ans avec René Dumont et le Club de Rome) et ne cessent de proposer à leurs frères et sœurs en humanité des changements de nos modes de production et de consommation, s'en tiennent aujourd'hui à la simple mise à jour d'un programme gradualiste (4) et félicite (5) au moment même où leurs prospectives d'antan se réalisent. Je n'ai évoqué que l'urgentissime — le pic de Hubbert — alors que le contexte écologique est plus vaste !

La crise environnementale globale peut se décrire comme un ensemble de manifestations biophysiques observables : appauvrissement de la couche d'ozone stratosphérique, augmentation du taux de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, perte de biodiversité et extinction des espèces, pollution de l'air et de l'eau, érosion des sols, déforestation et perte des habitats, augmentation des déchets



Maillen

toxiques, épuisement des ressources non-renouvelables, augmentation de la population mondiale, congestion urbaine. A ces manifestations s'ajoutent des menaces : prolifération de matières radioactives et accumulation de déchets nucléaires, multiplication des variétés et des quantités d'organismes génétiquement modifiés, amplitude du changement climatique, introduction massive de molécules de synthèse dans l'environnement.

Au delà de cette phénoménologie, l'analyse de la crise écologique en dévoile une dizaine de caractéristiques :

1. elle est globale, planétaire, mondiale ;
2. les manifestations qu'elle combine sont toutes d'origine anthropique ;
3. l'évolution de ces manifestations est rapide relativement aux temps géologiques, et certains facteurs de cette évolution s'accroissent encore ;

4. tous les grands cycles biogéochimiques, tous les équilibres écologiques de base sont simultanément perturbés ;
5. ces perturbations ont des effets irréversibles, ou en passe de l'être, même si cessait la perturbation ;
6. ces effets sont grandement imprévisibles et, partiellement, non maîtrisables ;
7. pour la plupart, ces effets ne sont pas directement perceptibles par nos sens ;
8. contrairement à d'autres affaires humaines — telles que la paix et la guerre, censées être régulées par l'ONU, ou le commerce, supposé régulé par l'OMC — la crise environnementale globale ne bénéficie d'aucune instance de régulation mondiale à la hauteur ;
9. cette crise n'est pas d'abord un conflit d'intérêts entre groupes humains, elle affecte des nécessités, des lois de la nature ;
10. toutes les caractéristiques précédentes sont nouvelles : jamais l'humanité n'a eu à les connaître précédemment.

Bref, malgré trente ans de militantisme persévérant, nous avons échoué. Tous les rapports scientifiques — ceux de l'ONU, de Greenpeace, du WWF... — montrent que la situation de la biosphère s'est aggravée depuis 1974 dans la quinzaine de domaines listée ci-dessus (ozone, climat, biodiversité...). Il n'est jamais fructueux de crier au loup avant l'heure. Mais il est toujours irresponsable de nier l'existence du loup lorsqu'il est à notre porte. Nous ne l'avons pas choisi, mais le premier loup qui se présente est celui de la déplétion pétrolière. Les Verts le saisiront-ils pour en faire le repère principal de leurs orientations politiques ?

Yves Cochet ■

Ancien ministre de l'environnement, député des Verts, co-auteur du livre "Sauver la Terre", éd. Fayard, 2004. Texte diffusé aux journées d'été 2004 des Verts.

Réactions

Sans verser dans un optimisme béat, on peut quand même espérer dans les facultés d'adaptation humaines. Cinquante ans pour tout remplacer par des énergies renouvelables me paraît bien long : la nécessité de s'adapter au plus vite peut accélérer considérablement le processus et la mise en œuvre à grande échelle des énergies renouvelables peut être rapide (elle dépend essentiellement d'une volonté politique actuellement). Les techniques sont au point, il ne manque que la mise en place des filières économiques.

Madeleine Nutchey ■

Si cet article peut sembler bien documenté et donc réaliste, je me souviens des premiers articles de la *Gueule ouverte* (sous-titré à l'époque, *le journal qui annonce la fin du monde*) qui, au début des années 70, annonçaient régulièrement la chute du mode de vie capitaliste. Or, celui-ci a d'énormes capacités d'adaptation et si l'on peut prévoir des crises comme celle de l'Argentine de plus en plus fréquentes, des guerres ouvertes comme en Irak ou plus masquées comme au Nigeria, le système capitaliste peut sans doute encore résister au-delà des échéances annoncées là... mais au bénéfice d'un nombre de personnes de plus en plus restreint.

Michel Bernard ■

- (4) qui propose des changements progressifs par des réformes.
(5) qui annonce le bonheur si on les écoute.



Déchets

■ **Dioxines dans le poisson.** Le Danemark a effectué des dosages sur les dioxines contenues dans des saumons pêchés dans la mer de la Baltique (entre le Danemark et la Russie) : 29 des 30 analyses présentent des doses trop importantes pour que les saumons puissent être consommés. (*Ortzadar, été 2004*)

■ **Belgique : montagne de pneus.**

Il existe en région wallonne 97 décharges illégales de vieux pneus. Le recensement a montré qu'elles contiennent 41 732 tonnes de pneus et la région estime que leur destruction devrait coûter au moins cinq millions d'euros. (*Nature et Progrès, été 2004*)

■ **Alpes-de-Haute-Provence : projet de décharge.** En 1999, un premier projet de décharge voit le jour à Barrême pour accueillir 130 000 tonnes d'ordures ménagères provenant des Alpes-Maritimes par un train. Le projet est porté par Onyx-Veolia. Le projet se heurte à l'opposition locale, mais le site est de nouveau envisagé en 2003 pour y stocker des mâchefers provenant d'incinérateurs toujours des Alpes-Maritimes. Nouvelle opposition et nouveau projet actuel : construction d'une usine de fabrication d'éléments préfabriqués en béton dans lesquels sont noyés les mâchefers. Comme ces derniers sont trop chargés en produits dangereux pour être recyclés comme tels, une plate-forme de "maturation" est prévue avec ensuite stockage sur place des résidus fortement concentrés en polluants. Une association essaie de s'opposer à la troisième version du projet : *APEHVA, Reyre Stéphanie, maison Saez, rue Principale, 04330 Barrême, tél : 04 92 37 20 00.*



2004. Une enquête a entamé le processus auprès des commerçants, en avril. Sur 305 commerces, 287 ont répondu, 43% de ceux-ci ne distribuent que des sacs en plastique, ils représentent 90% des sacs offerts par les commerçants. Environ 12 millions de sacs sont utilisés chaque année sur l'île. 88% des commerçants ont conscience du problème environnemental que cela pose, 98% sont pour prendre des mesures, 94% accepteraient d'appliquer des solutions alternatives, 87% sont d'accord pour relayer la campagne pour l'arrêt des sacs en plastique. Les alternatives citées le plus souvent sont d'éviter de proposer un sac, inciter à utiliser des cabas ou des sacs réutilisables, utiliser un sac en amidon de maïs. Du 16 au 23 juin, un test a été fait sur l'ensemble des supermarchés et supérettes de l'île (12 structures, 60% des sacs) : la réaction du public a été très positive. Neuf magasins ont pérennisé l'expérience, les trois autres limitent leur distribution, certains autres commerces ont choisi de participer à l'opération. Globalement, la baisse du nombre de sacs

est déjà pour le moment d'environ 66% (8 millions de sacs par an en moins). L'opération devrait se poursuivre en 2005. *Association Echo-Mer, 47, rue Thiers, 17000 La Rochelle, tél : 05 46 41 04 81.*

PROVENCE

TGV Marseille-Nice

L'Europe a retenu dans ses projets prioritaire pour le rail un axe Barcelone-Gênes. Les Verts de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur ont lancé le débat sur la méthode suivie entre Marseille et Nice. Va-t-on, à la française, favoriser la liaison rapide entre grandes villes au détriment des dessertes locales ou réfléchir à l'allemande sur la modernisation du rail avec intégration des dessertes locales, deuxième scénario qui a le soutien des Verts. Cette deuxième solution serait une alternative viable à des envies toujours présentes de doublement de l'autoroute A8 et dynamiserait les liaisons TER locales.

BRÉSIL

Lula l'anti-écologiste

Afin de lutter contre la pauvreté, le président brésilien estime qu'il faut relancer la croissance économique et pour cela il a lancé fin 2004 un vaste plan de développement de l'agriculture en Amazonie... ce qui signifie une vaste destruction de ce qui reste de la forêt amazonienne.

Natura 2000 La France en dernière position

Alors qu'elle accueille 64% des espèces d'oiseaux présents en Europe, la France n'a proposé comme zone à protéger dans le cadre de la directive européenne Natura 2000 que 2% de son territoire... ce qui la place en dernière position. Les Pays-Bas qui arrivent en tête proposent une protection de 12,5% de leur territoire alors que c'est le pays le plus densément peuplé. Le ministère de l'écologie a reconnu le 7 décembre que "la France se décrédibilise".

CAMARGUE

Parc naturel sauvé

Les terres de Camargue appartiennent jusqu'à maintenant à une société mixte associant les propriétaires et les collectivités locales. De fortes dissensions politiques ont provoqué une série de procès mettant en péril la structure. Heureusement, la région (dirigée par le PS), le département (majorité PS), la mairie d'Arles (PCF), la mairie des Saintes-Maries-de-la-Mer (UMP) ont trouvé un accord permettant au préfet de région de signer le 2 novembre l'arrêté portant sur la création du parc naturel régional de Camargues.

ILE DE RÉ

Contre les sacs en plastique

Avant d'envisager une interdiction des sacs en plastique, comme c'est déjà le cas en Corse, la communauté de communes de l'île de Ré (Charente-Maritime) a réalisé une campagne d'avril à septembre

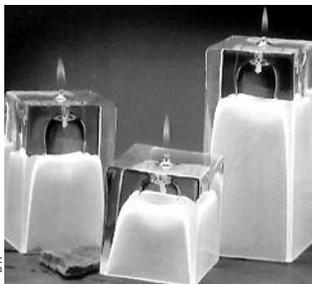
MARÉE NOIRE EN ALASKA



Après l'accident de l'*Exxon Valdez*, en 1989, les Etats-Unis avaient imposé les doubles coques pour tous les pétroliers pénétrant dans leurs eaux territoriales. Cela semblait les avoir mis à l'abri de nouvelles marées noires... jusqu'au 11 décembre 2004 où le cargo malaisien *Selendang Ayu*, 222 m de long, transportant du soja, s'est brisé en deux avec à son bord 1,8 million de litres de fuel lourd et 80 000 litres de diesel et ceci dans la réserve naturelle des îles Aléoutiennes qui sert de zone de reproduction à 40 millions d'oiseaux.

Désodorants toxiques

Une étude réalisée par l'Union fédérale des consommateurs portant sur trente-cinq désodorants conclut que tous sont toxiques. Les plus toxiques sont ceux qui contiennent du benzène ou du formaldéhyde, deux produits cancérigènes. Même les produits ancestraux comme le papier d'Arménie (riche en benzène), les bougies ou l'encens (riche en limonène, un composant du citron allergisant) sont mis en cause : selon l'UFC "les produits dégagés sont proches de ceux d'un pot d'échappement". La meilleure solution contre les odeurs : ouvrir la fenêtre.



Parfums toxiques

Jusqu'à maintenant l'industrie du parfum pouvait se permettre de vendre ses fioles sans indiquer la composition des produits utilisés. Différentes études ayant montré que 26 substances utilisées par ce secteur sont allergènes, les fabricants ont jusqu'au 11 mars 2005 pour se mettre en conformité avec la nouvelle législation européenne qui oblige à indiquer la composition des parfums (*Science et Vie*, juin 2004).

Dr Hamer en prison

Le docteur Ricke Geerd Hamer, né en 1935 en Allemagne, a une formation en psychiatrie et cancérologie. Il exerce depuis plus de vingt ans quand, en 1978, son fils est assassiné. Dans les mois qui suivent, sa femme et lui développent chacun un cancer, elle de l'ovaire, lui des testicules. Il ne peut s'empêcher de faire une relation entre les deux : deux cancers de par où est né leur fils. Il émet alors une hypothèse : les cancers peuvent être le résultat de chocs émotionnels, lesquels ne sont pas forcément récents et peuvent même être transgénérationnels.

Il interroge 8000 malades et trouve à chaque fois une cause émotionnelle. En 1981, il publie le résultat de ses études. Ses collègues vivent très mal l'arrivée d'une telle hypothèse qui permettrait de soigner le cancer par la voie de la psychothérapie et non plus par les coûteuses installations de chimio ou radiothérapies. Le conflit s'envenime et au début des années 90, il est interdit de médecine puis radié de l'ordre des médecins.

A la suite de ses écrits, des personnes refusent leurs traitements classiques contre le cancer et certaines meurent. Des familles l'attaquent en justice. Il est condamné en 1997 en Allemagne à 19 mois de prison pour "exercice illégal de la médecine". Il est aussi condamné "pour non-assistance à personne en danger" à trois ans de prison en juillet 2004 par le tribunal de Chambéry. Arrêté pendant l'été 2004 en Espagne, il a été extradé le 9 septembre dernier et est depuis, à 69 ans, en prison à Fleury-Mérogis (près de Paris). Les groupes comme l'UNADFI lui reproche d'avoir été relayé par des groupes sectaires qui profitent du désarroi des malades. En face, des associations de malades ont lancé une campagne de pétitions pour demander sa libération. *Andrée Sixt, Amici di Dirk, BP 134, 73001 Chambéry cedex, tél : 06 07 86 62 89.*

Tabac

■ Pour plus d'interdictions. Selon un sondage effectué la première semaine d'octobre par la SOFRES pour le compte de l'Alliance contre le tabac, 74% des Français sont pour l'interdiction totale de fumer dans les entreprises, 71% dans les restaurants, 64% dans les cafés, 60% dans les discothèques. Le sondage étudie également ce qui se passerait si ces interdictions étaient réellement appliquées : eh bien, pour les lieux de loisirs, cela se traduirait par une augmentation de la fréquentation. Ainsi, 31% des sondés affirment qu'ils iraient plus au restaurant contre 13% qui pensent qu'ils iraient moins.

■ Paris : 100% sans tabac. La ville de Paris a mis en place un label "ici, c'est 100% sans tabac" que peuvent utiliser les cafés, hôtels et restaurants. Rappels que la loi indique qu'actuellement à défaut d'une aération adéquate ou d'une séparation nette entre deux salles, s'il y a une seule pièce, celle-ci est déjà forcément sans tabac.



■ USA : Monsanto renonce au blé transgénique. Le 10 mai, Monsanto a annoncé qu'elle reportait le lancement du premier blé transgénique, estimant qu'il ne s'agissait plus d'une de ses priorités de recherche et développement. Ce blé, présenté en 1997, attendait depuis 2002 une autorisation de culture de la part des autorités des Etats-Unis. Ce retrait bizarre du dossier pourrait cacher un défaut du produit que la firme aurait entre-temps découvert.

■ USA : le rapport qui fait peur. Dans le cadre du libre-échange en Amérique du Nord, l'ALENA a demandé que le maïs qui franchit les frontières des USA soit uniquement sous forme moulue pour éviter son usage comme semence. L'ALENA craint en effet que soit mise en péril la biodiversité mexicaine actuelle par contamination. Cette recommandation est restée secrète de juin à octobre, les USA essayant de la bloquer. Greenpeace, qui a rendu public le rapport, remet en cause la dose de contamination tolérée actuellement dans les exportations en Amérique du Nord : 5% (contre 0,1% en Europe).

■ Allemagne : protection des agriculteurs. Après l'Italie (voir numéro de janvier 2005), c'est au tour de l'Allemagne d'adopter, le 26 novembre dernier, une loi responsabilisant les agriculteurs qui cultivent des OGM : si une parcelle voisine, du fait d'une contamination, perd de sa valeur, le planteur d'OGM devra dédommager au même niveau. La loi est le résultat du travail de Renate Künast, ministre verte de l'agriculture qui marque là un point important : cultiver des OGM devient ainsi un risque économique pour celui qui les utilise par pour celui qui les subit.

■ Carrefour lance son huile OGM. "Nous nous inquiétons de l'absence de certitudes scientifiques fondées à l'heure actuelle en matière d'OGM et du peu de recul sur l'ensemble des risques potentiels, tant sur la santé que sur l'environnement de l'homme. Et nous critiquons l'utilisation par les firmes productrices d'OGM de faux arguments pour convaincre les populations d'ici et d'ailleurs. La production d'OGM ne diminue pas l'utilisation de pesticides et d'herbicides. Elle ne permet pas non plus de nourrir le monde". Ainsi s'exprimait Roland Vaxelaire, administrateur délégué de Carrefour Belgium, dans une interview accordée au quotidien *Le Soir*, le 4 juillet 2002. A l'automne 2004, l'Europe a autorisé l'utilisation d'OGM dans l'alimentation humaine à condition que cela soit précisé sur l'étiquette. L'éthique de Carrefour n'aura pas résisté longtemps : le 26 novembre 2004, des militants de *Nature & Progrès Belgique* ont découvert dans les magasins Carrefour une bouteille de 2 litres d'huile pour friture de marque N°1 (la marque de Carrefour) portant en petit la mention obligatoire "huile de soja génétiquement modifié". *Nature & Progrès*, 520 rue de Dave, B-5100 Jambes, tél : 081 30 36 90.



■ Nouveau guide des produits.

Le 8 décembre dernier, Greenpeace a publié un nouveau guide des produits pouvant contenir des OGM. Greenpeace y rappelle justement que la nouvelle réglementation européenne sur l'étiquetage des OGM dans les produits alimentaires représente une avancée incontestable, mais comporte une très importante lacune : elle ne concerne pas tous les produits puisque les produits animaux ou issus d'animaux nourris avec des OGM (viande, poisson, œufs, produits à base de lait) et tous les produits transformés en contenant (biscuits, plats préparés, desserts, aliments pour bébé, etc.) ne sont pas soumis à l'obligation d'étiquetage. Avec

le guide, Greenpeace lance une pétition européenne pour combler ce manque de la réglementation. *Greenpeace*, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, 01 44 64 02 02.

■ Inculpés volontaires. Après le tribunal de Toulouse qui avait, le 8 novembre dernier, accepté que 259 personnes soient inculpées pour un fauchage OGM, le tribunal de Riom, acceptant le raisonnement de l'avocat de la défense a également accepté le 14 décembre de prendre en compte la demande de 167 nouveaux inculpés volontaires. A Toulouse, on a donc 268 inculpés et 173 à Riom. Le tribunal de Riom a renvoyé le procès au 8 mars 2005.

■ Guide juridique. L'association inf'OGM vient de publier un guide juridique présentant l'état actuel de la législation : comment prévenir des plantations d'OGM, les recours possibles, comment demander réparation... comment un élu peut prendre un arrêté anti-OGM et comment s'appuyer sur la législation européenne en cas de défaillance hexagonale. 10 € (+ port) à *Inf'OGM*, 2 b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 65 40.

Quelle Europe pour les médecines non-conventionnelles ?

La situation dans les différents pays est fort différente selon les types de médecine. Comment va se faire l'union entre les législations ? Par le haut, avec plus de tolérance ou par le bas... en adoptant la position française ? Grâce au travail de certains députés avec à leur tête Paul Lannoye, député écolo belge, une résolution a été adoptée le 9 mai 1997 prônant la légalisation de sept types de médecine : acupuncture, ostéopathie, chiropractie, homéopathie, médecine chinoise traditionnelle (dont naturopathie, shiatsu...), médecine anthroposophique et phytothérapie. Elle n'a jamais été reprise dans une directive et n'a donc pas force d'obligation pour les Etats membres.

Isabelle Robard, avocate et co-auteur du livre *Santé, mensonges et propagandes* donne un tableau de la situation dans le numéro d'hiver de *Nouvelles clés*.

En France, le monopole médical remonte à 1892 et l'exercice illégal de la médecine englobe une définition large qui a fort peu changé depuis. Le Conseil de l'ordre des médecins poursuit régulièrement des praticiens, même s'ils ont les compétences souvent avec l'aide de formations suivies à l'étranger.

Le Luxembourg est le pays le plus bloqué avec un monopole médical total. Mais les pays voisins ne sont pas loin.

En Belgique, une nouvelle loi-cadre a été votée le 22 avril 1999, qui prévoit la réglementation pour quatre disciplines : acupuncture, chiropraxie, homéopathie, ostéopathie. L'agrément prévu par la loi est encore en cours de discussion dans l'attente des "arrêtés royaux". Ceux qui exercent avec pignon sur rue ne sont pas inquiétés sauf plainte d'une personne consultante.

En Suisse, la chiropraxie est reconnue dans tout le pays. Pour les autres médecines, la législation varie selon les cantons, mais est assez souple.

En Allemagne, une loi de 1939 (sous le régime nazi !) a mis en place le diplôme de *Heilpraktiker* définissant les limites des droits des praticiens non-médecins. Ceux-ci exercent légalement depuis une loi de 1873. Les ostéopathes demandent à être reconnus comme tels et non pas à être classés comme Heilpraktiker.

En Italie, la région de Piémont avait voté une loi de reconnaissance des praticiens non-médecins en 2002, mais la loi a été annulée par le Conseil constitutionnel. En Italie, chaque commune a son herboristerie à côté de sa pharmacie.

En Espagne, les lois sont différentes selon les régions. Les poursuites pour exercice illégal de la médecine sont rares. Les pharmaciens sont formés en herboristerie.

Aux Pays-Bas, une loi a légalisé les non-médecins en 1993 après vingt ans de débats. Cette loi annule une loi de monopole qui datait de 1865. Il ne peut plus y avoir poursuite que sur plainte d'un patient.

Dans les pays scandinaves, les praticiens non médecins disposent d'une réglementation depuis 1936 pour la Norvège, 1960 pour la Suède, 1970 pour le Danemark.

En Grande-Bretagne, il n'est pas obligatoire d'être médecin pour exercer, en vertu du maintien d'un droit coutumier. Une loi de 1993 encadre les ostéopathes, une de 94 les chiropracteurs. Phytothérapie et médecine traditionnelle chinoise et acupuncture devraient bientôt faire l'objet également d'une loi.

Au Portugal, longtemps avec un monopole proche de celui de la France, les réformes sont en cours. Une loi votée en juillet 2003 autorise six des sept pratiques suggérées par le Parlement européen (manque la médecine anthroposophique). Les décrets d'application sont actuellement en débat.



Développement des inégalités

Le développement est surtout celui des inégalités : les riches concentrent de plus en plus les richesses du monde au détriment des pauvres. Actuellement, les 3% les plus riches de la planète possèdent 27% du patrimoine mondial, les 10% les plus riches cumulent 46% du patrimoine, les 50% les moins riches se partagent 9% du patrimoine.

GHANA

Contre la privatisation de l'eau

Alors que les conventions internationales multiplient les déclarations du genre "l'eau n'est pas un bien marchand mais un patrimoine commun de l'humanité" (G8 d'Evian, juin 2003), la Banque mondiale vient d'accorder au Ghana un prêt de 103 millions de dollars pour l'aider à vendre son réseau de distribution de l'eau à un opérateur privé. De très nombreuses associations du pays se sont fédérées au sein du National coalition against privatization (NCAP) pour faire

pression sur la Banque mondiale et lui demander de retirer son prêt. En France, une campagne de protestation a été lancée en décembre 2004 animée par les Amis de la Terre et Peuples solidaires. On peut obtenir des documents de campagne auprès du Réseau solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 60 53.



Parlement Européen

Nord/Sud

AFGHANISTAN

Dites-le avec des roses

Depuis le départ des Talibans, la production d'opium a repris de plus belle : elle augmenterait de 40% par an. Pour essayer d'enrayer le phénomène, une ONG allemande Agro Action a offert 40 000 plants de roses bulgares à une centaine de paysans de la province de Ningharhar, dans le sud-est du pays, avec le matériel adéquat pour produire de l'huile de rose destinée aux parfums avec l'espoir que cela rapporte plus que la drogue.

et aujourd'hui l'association des femmes exploitantes de la lagune regroupe 414 femmes paludières. En 1994, un autre projet né en Guinée où une mangrove est aussi en difficulté et les paludiers français non seulement expliquent comment pratiquer l'évaporation solaire, mais aussi comment réguler les eaux pour réhabiliter une zone de production rizicole. Aujourd'hui 20 personnes produisent du sel et 2000 hectares de rizières ont été réhabilités. *Univers-sel, Terre de sel, Pradel, 44350 Guérande, tél : 02 40 62 08 80.*

Univers-sel

Lors d'un voyage au Bénin, en 1988, les paludiers de Guérande découvrent que pour évaporer l'eau, les paludiers béninois chauffent l'eau de mer avec du bois provenant d'une mangrove, menaçant ainsi un milieu naturel très riche. Une collaboration se met en place pour développer une évaporation solaire comme cela est pratiqué en Guérande. Avec l'aide d'associations de micro-crédit, la technique s'est développée

Mut Vitz Café rebelle et solidaire

En soutien aux luttes des mouvements zapatistes, une souscription est lancée pour un achat groupé du café *Mut Vitz* provenant des coopératives indiennes du Chiapas. Les souscriptions doivent être prises avant fin février pour une livraison en juin 2005. Le paquet de 250 g est vendu au prix de 3€. Chèques à l'ordre de *Echanges solidaires, CSPCL, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.*

Imaginer une banque transparente

Vous ne voulez plus financer les centrales nucléaires, les incinérateurs, les OGM, les vaccins, les engrais chimiques, les armes... ? C'est possible, en choisissant votre banque.

Vous avez encore un compte ouvert à la Banque Obscure ? Je peux vous comprendre : vous avez ouvert ce compte lorsque vous étiez jeune, parce que c'était l'établissement bancaire le plus proche de chez vous, parce que vous aviez besoin d'avoir un découvert ou un crédit, parce qu'il y avait une possibilité d'emprunt, de prêt ou simplement parce que la caissière est du quartier. Et depuis, vous ne vous êtes pas trop posé de questions sur ce que fait votre argent.

Et pourtant, lorsqu'en 1973, la BNP affiche en grand "Votre argent m'intéresse", c'était un véritable cri du cœur. Car c'est grâce à l'épargne que vous déposez sur votre compte que toutes les banques peuvent prêter de l'argent... pour fabriquer des usines d'armement, des centrales nucléaires, des missiles nucléaires, des usines AZF, des pétroliers de Prestige, de l'acharnement pétrolier Total ou de la spéculation entre paradis fiscaux.

Tout cela vous dégoûte et vous aimeriez que votre banque soit plus conviviale. Un peu de transparence ne ferait pas de mal. Ainsi la BNP vous dirait combien elle a financé d'incinérateurs cette année, le Crédit agricole vous présenterait ses investissements dans les OGM ou encore la Banque Populaire vous parlerait de ses investissements dans les pays dictatoriaux (1). On pourrait aussi imaginer une banque qui vous dirait combien gagne son directeur, quel écart cela fait avec le plus petit salaire de l'entreprise ou encore combien d'énergie l'entreprise a dépensé dans l'année.

Non, mais vous à *Silence*, vous êtes vraiment des utopistes, mais dans quel monde vous vivez !

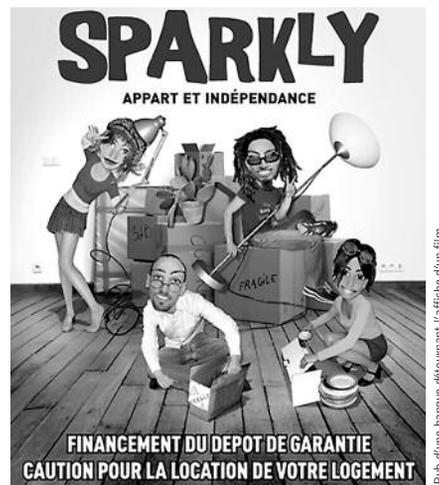
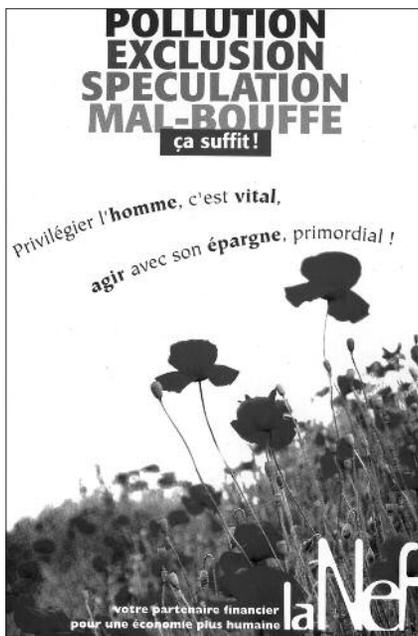
La Nef existe, on peut la rencontrer

Eh bien, nous à *Silence*, on a un compte à la Nef, la Nouvelle économie fraternelle. O bien sûr, ce n'est pas encore la fin du capitalisme, mais c'est déjà une structure coopérative. Et comme nous sommes obligatoirement sociétaires si nous ouvrons un compte, une fois par an nous recevons un copieux dossier avant l'assemblée générale avec une mine de renseignements.

Tiens, reprenons les critiques que nous faisons à la Banque Obscure. Combien d'incinérateurs financés par la Nef cette année ? Non seulement, il n'y en a pas, mais elle m'informe que je peux offrir les intérêts de mes économies au CNIID, Centre national d'information indépendante sur les déchets, une association qui depuis des années fait passer de l'information sur les dangers des incinérateurs et sur comment les éviter. Combien de centrales nucléaires a financées la Nef ? Aucune, par contre je peux verser mes intérêts au Réseau Sortir du

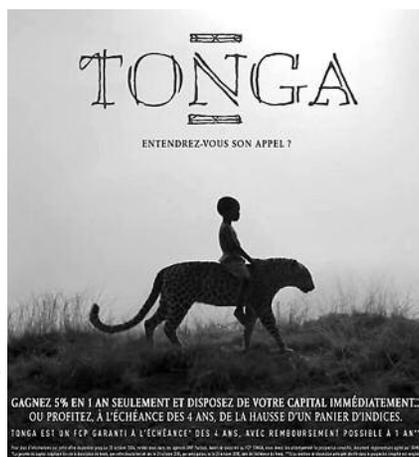
nucléaire. Combien de laboratoires pour mettre au point des biotechnologies ? Toujours aucun, mais je peux donner mes intérêts pour le développement des Biocoop.

Bon sang, mais si la Nef ne prête pas de l'argent aux forces vives de la nation, où place-t-elle cet argent ? Tous les sociétaires peuvent le savoir en détail : la liste de tous les prêts faits dans l'année sont présentés en une vingtaine de pages : 144 prêts ont été effectués en 2003 dans les domaines du social (66), de l'écologie (49) et de la culture (19)... Dans le domaine du social, on trouve des boutiques de commerce équitable, des jardins d'insertion, des associations d'aide aux personnes en difficulté, des artisans... dans le domaine de l'écologie, on trouve des magasins bio, des agriculteurs bio, des associations énergies renouvelables... dans le domaine culturel, on trouve des écoles alternatives, des éditeurs, des lieux culturels, etc.



(1) Exemples inventés bien entendu !
 (2) 2004 a été l'année du 10 000e sociétaire
 (3) Inaugurée le 13 décembre 2003, elle est dimensionnée pour produire 13 000 kWh par an... soit la consommation électrique de 2003.

Toujours dans le rapport 2003, vous apprendrez qu'il y avait 9 067 sociétaires à la fin de l'année (2), que les crédits ont progressé de 22 % et l'épargne collectée de 33 %. Vous apprendrez que c'est dans la région Rhône-Alpes où la Nef a son siège qu'il y a le plus de sociétaires, devant l'Île-de-France. Vous apprendrez que cette année pour l'immeuble où se trouve son siège, la Nef a réussi à faire baisser sa consommation d'énergie de 14 % alors que son personnel a augmenté, ce qui fait par personne une baisse de 21%. Et cela devrait être encore mieux en 2004 avec l'installation d'une centrale photo-électrique sur le toit (3). Et les salaires ? Le mieux payé à la Nef est Jacky Blanc son directeur, avec 45 600 € par an. Il gagne 2,53 fois plus que le plus petit salaire (contre 2,62 l'année précédente).



Pub. d'une banque détournant l'affiche d'un film.

Mais alors pourquoi ne sommes-nous pas tous à la Nef ?

Sans doute pas parce que vous aimez les forces obscures, les centrales nucléaires, les dictateurs, les spéculateurs... bref, les différents destructeurs de la planète. Non je plaisante, je parierais plutôt pour une certaine flemme ! Vous croyez peut-être que la Banque Obscure vous tient par un crédit ? Pas si sûr, vous pouvez très bien changer de banque pour votre compte courant avec la mise en place d'un virement de banque à banque pour vos mensualités. En fait, rien ne vous empêche de choisir la banque transparente ! A vous de jouer !

Michel Bernard ■

Les couacs de la Nef

Tout n'est pas tout rose à la Nef, bien sûr, et comme on les aime bien, on les châtie bien. Quelques critiques sur des problèmes récents.

Publicité pour multinationales

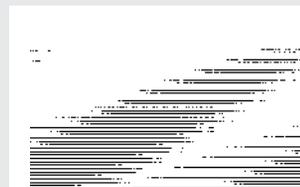
N'ayant pas le capital suffisant pour être totalement indépendante, La Nef a accepté un accord avec le Crédit coopératif. Ainsi, les titulaires d'un compte Nef reçoivent leurs relevés de compte... via ce Crédit coopératif, lequel y glisse à chaque fois de la publicité pour ses propres services.

Début avril 2004, la publicité proposait d'ouvrir un compte-épargne dont la moitié des intérêts serait reversée à la *Fondation Energies pour le monde* qui, selon la publicité, mène des actions en faveur des énergies renouvelables dans les pays du Sud.

C'est oublier un peu vite qui se trouve derrière cette fondation : ADEME, ministère de l'écologie, Caisse des dépôts et consignations, mais aussi BP, Total, l'Institut français du pétrole, la Camif, Gaz de France, EDF et pour corser le tout le CEA (nucléaire militaire) et Framatome (producteur de centrales nucléaires). Bref, toute la fine fleur de nos multinationales de l'énergie qui sous couvert de "développement" sans doute durable, font aussi du business dans le domaine des énergies renouvelables.

La Nef coincée par la Banque de France

Dans le milieu bancaire, la Nef n'est qu'en liberté surveillée. Régulièrement, elle est contrôlée par la Commission bancaire de la Banque de France. Cette dernière, dans une lettre à la Nef de décembre 2003, lui demande "un meilleur contrôle interne", "une meilleure surveillance du risque de crédit"... et l'oblige de fait à signer une convention de contrôle avec le groupe Crédit coopératif. Ainsi, maintenant la Nef est encore plus sous le contrôle du Crédit coopératif et peut encore moins envisager un jour de s'en détacher.



L'UFC Que Choisir menace la Nef d'un procès

Toujours pour cause de lien avec le Crédit coopératif (décidément !), la Nef se voit menacée d'une action en justice par l'UFC-Que Choisir. L'association de consommateurs a décidé en effet de poursuivre tout un lot de banques qui font des prélèvements plus ou moins fantaisistes notamment en jouant sur les dates de valeurs des dépôts et des retraits. Or ces dates de valeurs n'ont plus de raison d'être depuis juin 2002, date de suppression des chambres de compensation. Fin décembre 2003, l'UFC Que Choisir a ainsi attaqué en justice le Crédit Lyonnais, la BNP, la Société générale, le Crédit agricole. Elle a menacé d'un procès vingt-cinq autres établissements bancaires dont le Crédit coopératif et la Nef.

Limites de l'alternative

La NEF a collecté en 2003 pour 112 millions d'euros, mais du fait des fluctuations des comptes des sociétaires, seuls 63 millions d'euros sont disponibles pour des prêts. Or fin 2003, le total des prêts accordés par la Nef ne dépasse pas 20 millions d'euros. Cela signifie que la différence est en grande partie sur des comptes qu'a la Nef auprès du Crédit coopératif ou de la Banque de France.

D'un côté, elle doit respecter un certain volume de dépôts qu'elle ne peut prêter, de l'autre, elle se heurte à une croissance plus rapide des fonds déposés que des demandes de prêts. Il y a plus d'épargnants que d'entrepreneurs.

Cela montre surtout que seuls ces 20 millions de prêts sont vraiment "hors système", le reste étant malheureusement encore sous contrôle de la finance classique. Mais au moins, on peut le savoir en lisant les comptes de la Nef.



Rions un peu

Un vieillard qui vivait seul en Idaho (USA) voulait planter des pommes de terre dans son jardin, mais bêcher était un travail trop pénible pour lui. Il écrit alors à son fils en prison pour lui demander s'il pourrait lui trouver une aide. Quelques jours plus tard, son fils lui écrit "Cher papa, surtout ne creuse pas dans le jardin, c'est là que j'ai enterré les corps !". Le lendemain, à 6 h du matin, le jardin du vieillard est envahi par une nuée d'agents du FBI et de la police locale qui retourne le sol à la recherche des corps. En vain. Le surlendemain, le vieillard reçoit une nouvelle lettre de son fils : "Cher papa, maintenant, tu dois pouvoir planter tes pommes de terre".

Métiers pénibles

Les ouvriers représentent 27% des emplois, mais 41% des arrêts de travail selon une étude de la Caisse nationale d'assurance maladie. La même étude montre que les ouvriers ont de nombreux problèmes physiques dus au travail répétitif alors que les cadres et les professions intermédiaires ont eux, plus de maladies mentales.

Mac Crado

■ **A l'origine de l'obésité.** Pour contrer les effets du film *Super size me* où l'auteur s'oblige à manger chez Mac Do pendant un mois, au risque d'y perdre définitivement la santé, la multinationale s'est offert des pleines pages de publicité pour affirmer que son menu le plus conséquent, le "Best of" apporte 987 calories soit 35 à 40% de nos besoins caloriques. Ce qui placerait donc nos besoins entre 2500 et 2800 calories par jour. C'est ne pas tenir compte de la répartition de la population... car en ville, où nous sommes plus sédentaires, nous ne brûlons que 1800 calories par jour contre parfois le triple pour les métiers de force (bûcheron).

Sachant que le Français moyen consomme 200 calories par jour hors repas de produits énergétiques (sodas sucrés, barres

de céréales...), il ne reste donc plus que 1600 calories par jour à fournir. Le menu du fast-food en fournit donc 61%. Mais le pire n'est pas là. La chaîne de restauration rapide fournit des "goûters" aux enfants. Ces "happy meal" (repas heureux !) contiennent 760 calories soit environ 50% des besoins pour un enfant de cinq ans. Ce repas supplémentaire devrait donc logiquement être suivi d'une diète pour éviter de dépasser les besoins.

■ **Publicités pour l'obésité.** En Grande-Bretagne, les publicités pour des produits alimentaires présucrés, des confiseries ou des fast-food, représentent 20% du temps publicitaire, 59% du chiffre d'affaires de régies de publicité de la télévision et 77% du chiffre d'affaires des publicités pendant les émissions enfantines. Des études ont montré une corrélation entre l'obésité des enfants et le temps qu'ils passent devant la télévision (*Le Monde diplomatique*, décembre 2004)

■ **Mac Crado séduit les pauvres.** La nourriture étant en apparence moins chère, les fast-food attirent une clientèle pauvre (ce qui inclut les étudiants). On compte aujourd'hui dix fois plus d'obèses chez les enfants d'ouvriers que chez ceux des cadres.

Fêtes des chèques

Les banques n'accumulent pas les richesses assez vite à leur goût. C'est pourquoi elles insistent tant pour faire payer les chèques. L'Union française des consommateurs qui a déjà bloqué plusieurs fois ces tentatives lance une campagne de pétition originale : il faut leur envoyer un chèque de 0,01 € que l'UFC encaissera sur ses différents comptes. Le traitement de chaque chèque coûtera très cher au milieu bancaire. *UFC Que choisir*, 11, rue Guénot, 75555 Paris cedex 11.

Services publics en bonne santé !

Tous les services publics ne se portent pas si mal. Regardez par exemple ce qui se passe autour des champs OGM. Cet été, des champs ont été protégés jour et nuit par de forts détachements de gendarmes. Là le service public

Publicité

■ **Petite phrase.** "Notre image est mauvaise ; heureusement, on ne nous connaît pas assez pour qu'elle soit exécrable" déclaration d'un publiciste dans les années 60. Cité dans *Encyclopedia Universalis*, 1985.

■ **Ras l'bol !** Ipsos a réalisé en septembre un sondage pour une agence de communication auprès de 1500 personnes. Résultats : 73% des Français trouvent la publicité trop envahissante, 67% la considèrent comme une source d'ennui, à la quasi l'unanimité, ils constatent qu'il y a de plus en plus de publicité et le déplorent. Vivement qu'on soit dans une démocratie...

■ **Affichage sauvage.** De plus en plus d'annonceurs de disques ou de concert utilisent l'affichage sauvage en ville pour se faire connaître : deux cartons placés dos-à-dos et agrafés autour des lampadaires, des pieds de panneaux de circulation... Ce procédé est illégal et donc rien ne vous interdit, si vous en voyez, de les enlever.

■ **Paris : interpellation sans achat.** Le 27 novembre, au Forum des Halles, pour la journée sans achat, de nombreux fidèles priaient devant un temple de la consommation. Deux des gentils animateurs et un journaliste de Radio-Nova ont été invités plusieurs heures dans un commissariat de police... lieu où il n'y a heureusement rien à consommer. Devant la ferveur des fidèles assis devant ce nouveau temple, quatre rangées de CRS sont venues prier en renfort. La messe a pris fin vers 17h30 avec la libération du faux-prêtre.

■ **Paris : acrobate bouillier.** L'hôpital Saint-Louis, dans le dixième arrondissement, est un site classé aux monuments historiques. Le 10 décembre 2004, sur des tôles censées protéger un chantier, deux panneaux 3x4 m déroulants sont installés devant l'hôpital. Après s'être renseigné, il s'avère qu'il n'y a pas de chantier en préparation... mais que la pose des tôles est une astuce de l'afficheur pour détourner la loi. Le 14 décembre, plusieurs antipubs arrivent dont l'un s'installe avec un baudrier et en plein jour couvrent les panneaux pour demander à la mairie leur démontage. A suivre... Contact : 01 43 38 33 69, temoignage@no-log.org.



Devant l'hôpital Saint-Louis le 10 décembre 2004 à Paris.

de l'armée a bien fonctionné. Regardez du côté des transports de matières nucléaires, que ce soit le plutonium américain entre Cherbourg et Cadarache ou qu'il s'agisse de renvoyer les déchets allemands à Gorleben, là aussi nos impôts servent à financer la présence de plusieurs groupes militaires pour la surveillance de ces produits hautement dangereux. Regardez dans les centres de rétention où l'on peut y emprisonner maintenant les sans-papiers pendant de longues semaines. Là aussi, pas de pénuries, pas de manque d'argent. Et pour construire de nouvelles prisons. Là aussi, on trouve les sous. De là à penser que l'on ferme La Poste pour des raisons politiques ou que l'on creuse le trou de la Sécurité sociale pour le plaisir, il n'y a qu'un pas que nous ne

franchirons pas... on ne sait jamais, nous sommes lus par les renseignements généraux.

PARIS Livres contre la misère

Pour la dix-septième fois, ATD-Quart-monde organise du 4 au 6 février à la Cité des sciences et de l'industrie, à La Villette, les journées du livre contre la misère. Entrée libre. Animations pour les enfants. Débats sur les questions touchant à la précarité, au rôle de la lecture, dialogue avec des personnes impliquées dans la lutte contre la misère... *Editions Quart-monde*, 15, rue Maître-Albert, 75005 Paris, tél : 01 46 33 49 77.



De quelques similitudes

Deux combats occupent de longues pages de cette revue. Nous les ressentons très proches.

Similitudes d'abord dans l'objet même qui motive la lutte : dans un cas comme dans l'autre, sous prétexte de recherche mais en fait surtout pour des questions de gros sous et de grand pouvoir, nous avons affaire à des apprentis sorciers qui tripotent la structure intime de la matière, sans en maîtriser vraiment les conséquences et en laissant porter les fardeaux de leur myope malice aux générations suivantes et à la nature.

Dans l'un comme l'autre cas, la chose en elle-même tient pratiquement du tabou (les autorités bien sûr s'en défendent) ; et comme telle n'est pas supposée être débattue par le citoyen de base. Il suffit de faire confiance à une corporation de spécialistes déclarés experts en la matière ; de les laisser décider et faire. Toutefois, le militant anti-nucléaire français se trouve confronté à un double tabou qui rend son combat encore plus difficile : tabou du choix tout-nucléaire imposé par l'Etat depuis plus de trente ans et tabou de la pensée unique néo-libérale qui devrait nous rendre fier d'AREVA en tant que multinationale nucléaire française d'allure performante (avec toutefois 80% de leurs sous provenant encore aujourd'hui de l'Etat).

Lutte contre l'anesthésie

Similitudes aussi dans les modes d'action où il s'agit, par l'action citoyenne et la non-violence active (jusqu'à la désobéissance civile) d'alerter les populations via les médias et de faire pression sur les politiques qui ont la fâcheuse manie de se comporter à la manière de girouettes ; c'est-à-dire qu'ils tournent facilement dans le sens du vent le plus fort (qui est souvent hélas celui des lobbies). Ainsi, madame Haighneré, ancienne ministre de la recherche disait voici deux ans : "Il est vrai que 70% des Français ne veulent pas d'OGM dans leurs assiettes : mais nous allons les informer correctement, et ils changeront d'opinion".

Ah bon ? Et nous qui croyions naïvement que la classe politique était là pour appliquer les décisions majoritaires de sa population.

Il est bien connu que "l'opinion, ça se travaille" : soit en la manipulant à coup de milliards avec l'aide des fils de pub, soit en l'anesthésiant par le divertissement insignifiant (sports-spectacles, star ac, etc.).

Mais aussi, s'il le faut, en l'assommant par la force brute, le temps de réaliser son forfait. Le temps que les gens se retrouvent

devant un fait accompli ; ce qui incite ensuite plus facilement au fatalisme et à la résignation. Bref, à la passivité qui fait tant l'affaire des puissants. En attendant que, par la logique implacable de méga-systèmes, ils nous convainquent de servitude volontaire.

Répression brutale

La force brute a été utilisée avec succès pour casser le mouvement anti-nucléaire français à Malville en 1977 (hormis pour la résistance bretonne autour de Plogoff qui fut victorieuse). Ce mouvement a mis dix ans, au bas mot, pour doucement s'en relever. Entre-temps, le forfait était accompli : le parc nucléaire français était en bonne partie installé.

Les puissants sachant pertinemment qu'il est plus difficile de s'opposer et résister à ce qui est réalisé qu'à ce qui est envisagé. Près de trente ans plus tard, le mouvement anti-OGM est peut-être en train (ou sur le point) de vivre son Malville. La violence exceptionnelle contre les faucheurs d'OGM, depuis l'été 2004, par des uniformes aux ordres de politiciens eux-mêmes serfs des multinationales, montre bien à quel point on tente de casser ce nouveau mouvement ; ainsi d'ailleurs que l'acharnement sur ceux que l'on considère comme les leaders charismatiques de ce mouvement.

A partir de là, que peut-il se passer ? L'histoire souvent se répète mais rarement à l'identique. Le contexte reste nouveau et unique malgré tout à chaque fois.

Si le pouvoir politique est trop brutal pour savoir "gérer" la non-violence active, s'il réprime longtemps avec force, moins de citoyens probablement y auront recours ; et plus de champs d'OGM seront nuitamment arrachés de manière clandestine. Et il reviendra très cher de surveiller des champs 24 heures par jour pendant des mois. Si bien que les pouvoirs peut-être finiront par faire leurs recherches OGM en milieu fermé ; ce qui est entre autre demandé par les anti-OGM.

Culture de l'action non-violente

Mais la culture de l'action non-violente (couplée à la désobéissance civile) fait son chemin. Elle devient l'un des principaux modes d'action militants, aussi dans les grandes mouvances alter-mondialistes. Elle ne peut pratiquement plus être éradiquée des comportements militants. Il se

pourrait que des populations parviennent à l'imposer à leurs gouvernements, tout au moins sur certains choix de société. Ainsi, chez les faucheurs d'OGM, l'arrêt cet automne qui a reconnu le "droit" à 200 personnes (en plus des têtes d'affiche déjà poursuivies) d'être aussi inculpées. Cette jurisprudence, si elle est suivie, ouvre la perspective de mener des luttes non-violentes collectives revendiquées et assumées comme telles par des individus. Avec l'intention, bien sûr, de faire boule de neige. La non-violence active est hautement pédagogique car elle est un témoignage de la conscience où l'on paie de sa personne en toute cohérence ; où l'on somme l'adversaire de démontrer son sens de la justice et du respect, ainsi que sa bonne foi.

Tandis que l'action plus ou moins clandestine où l'on violente le droit en essayant d'éviter les conséquences en retour nous replace de plein pied dans la logique d'un système oppressif qui excelle à jouer du bâton et de la carotte. Nous nous retrouvons sur la défensive et obligés encore de jouer l'ancestral jeu du gendarme et du voleur. Avec le risque supplémentaire d'être délégitimé auprès des bonnes gens respectueuses des lois ; et qui en concluront que le fait de ne pas revendiquer notre geste prouve bien notre tort.

Ceci dit, il n'est pas pour moi question de faire dans l'angélisme et de clamer : non-violence ou rien du tout. Il pourra même arriver qu'un repli tactique fasse provisoirement choisir certaines actions clandestines et répréhensibles qui ne portent pas atteinte à l'intégrité physique des personnes.

Entre l'idéal irréalisable et la passivité totale, faut-il choisir ? Un rappel historique extrême : par la non-violence, les non-juifs pouvaient aider et même sauver des juifs. Par contre, les juifs ne pouvaient pas grand chose pour eux-mêmes, même par la non-violence. Imaginez-vous en juif du ghetto de Varsovie qui vient d'apprendre que le ghetto de Cracovie a été mis à feu et à sang. Les hommes de votre ghetto sont en train de s'armer pour résister jusqu'au dernier. Que faites-vous ?

Saurons-nous trouver la force de nos engagements ? Si nous pouvons tirer des leçons de ces similitudes, peut-être nous faut-il surtout retenir que, si nous n'en avons pas le choix, il vaut mieux se replier de manière ordonnée en évitant par dessus tout résignation, fatalisme et désespoir... Colérons, pansons nos plaies en pleurant, réfléchissons, concertons-nous, imaginons, créons, recommençons, réalisons, si possible sans trop perdre de temps. Car le monde a urgemment besoin de nos soins pour contrer les effets de la ravageuse bêtise humaine.

Mahmoud Darwish, poète palestinien, disait "Nous souffrons d'un mal incurable : l'espoir".

André Larivière ■



Annonces

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.
Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.
Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

--	--	--

Comment se bloque un train ?

Reportage photo de David Sterboul.



1) Longue attente dans les sous-bois : ne pas se faire repérer.



2) Installation d'un tuyau résistant sous un rail.



3) Annonce de l'action en amont pour que le train s'arrête.



4) Quand le train s'arrête, menottage des poignets dans le tuyau.



5) Rappel aux médias du danger des transports de matières nucléaires.



6) Installation du matériel spécialisé pour désincarcération.



7) Après protection des manifestants, découpe du tuyau.



8) Le train repart... après deux heures d'arrêt.



Politique

Terrorisme Dérapage total

Militants depuis trente ans à la Fédération anarchiste, Thyde Rosell et Jean-Marc Raynaud (interviewé dans notre spécial Poitou-Charentes) ont été interpellés à leur domicile sur l'île d'Oléron, le mardi 30 novembre à l'aube... pour n'être libérés que 72 heures plus tard. C'est le SRPJ de Poitiers qui a procédé à l'arrestation pour le compte de la division nationale anti-terroriste. L'école libertaire Bonaventure installée à côté de leur maison avait accueilli il y a maintenant cinq ans un enfant de trois ans. Celui-ci était hébergé depuis par le couple. L'interpellation ferait suite à l'arrestation des parents de l'enfant, Mikel Albizu et Soledad Ippaguirre Genechea, militants clandestins de l'ETA, le 3 octobre. Les parents avaient demandé de garder l'enfant en précisant simplement qu'ils avaient des problèmes de papiers.

En tant que militants libertaires, ils n'avaient pas cherché à en savoir plus. C'est ce que l'Etat leur reproche. Depuis quand les enfants sont-ils responsables de leurs parents ? Depuis quand la délation est-elle obligatoire ?

Démantèlement social

Le Conseil constitutionnel consulté par le gouvernement a émis un avis sur le projet de Constitution européenne, le 19 novembre dernier : s'il est adopté, il faudra changer la Constitution française... Ce ne sera pas le seul pays qui devra en faire autant, chaque Etat devant renoncer alors à de nombreux "avantages acquis". Le démantèlement social est en route. Le Conseil de l'Europe a adopté en mars 2000 un texte connu sous le nom de rapport Wim Kok du nom de l'ancien premier ministre néerlandais. Ce texte adopté depuis par la Confédération européenne des syndicats en 2001 prévoit "d'accélérer les réformes parfois pénibles [...] et engage les partenaires sociaux à aider les gouvernements à lever les blocages nationaux". Cette demande d'aide est justifiée parce que "les citoyens n'ont pas conscience de l'urgence et de la gravité de la situation". Non, on ne parle pas de la destruction de la planète, mais des obstacles à la liberté du commerce. Un projet de directive européenne dite directive Bolkestein suggère que cette déréglementation s'accompagne d'une privatisation des activités de services (reprise du projet de l'AGCS de l'OMC, voir *S'Ilence* n°296). Si cette directive est adoptée, l'UNICE (le MEDEF européen) chiffre même le potentiel des emplois privatisables en Europe : environ 75%.

RHÔNE

Autre mondialisation

Les cinquièmes rencontres pour une autre mondialisation se tiennent à Lyon du 22 janvier au 11 février avec au programme (entre autres) : le changement climatique (Greenpeace, le lundi 31 janvier à 19h30, MJC O Totem, Rillieux), Haïti, du colonialisme à l'impérialisme (mardi 1er février, 19h, au cinéma Gérard-Philippe, Vénissieux), les SEL (mercredi 2, 20h, à l'Arrêt public des platanes,

La menace des nanotechnologies



DR

Le lundi 13 décembre, six personnes ont occupé une grue sur le chantier de Minatec près de Grenoble, futur pôle de fabrication de nanotechnologies. Ils étaient soutenus par une cinquantaine de personnes qui au pied de la grue expliquaient les risques de ces nouvelles techniques.

Les nanotechnologies sont des techniques mises au point à l'échelle microscopique par l'assemblage à partir d'atomes et de molécules. Les médias donnent toujours les mêmes exemples d'applications : la possibilité d'avoir un tee-shirt qui change de couleur, des peintures

pour les maisons que l'on peut modifier par un simple interrupteur... mais la réalité est plus complexe. Les nanotechnologies peuvent aussi servir à la mise au point d'armes qui dépasseraient tout ce que l'on peut imaginer : une destruction des corps par l'intérieur. Détruire le vivant sans détruire le matériel, le rêve de tout militaire. En introduisant un robot miniature dans votre alimentation, on peut suivre ce que vous consommez. Pour la surveillance électronique des individus, il existe déjà des puces sous-cutanées, etc.

Ce n'est sans doute pas un hasard si le pôle Minatec en chantier près de Grenoble se trouve sur un terrain militaire. Et si l'un des principaux partenaires est le Commissariat à l'énergie atomique qui dépend du ministère de la Défense.

Aux côtés du nucléaire et des OGM, les nanotechnologies visent à renforcer le contrôle des individus par l'Etat.

Les travaux de recherche présentent des risques importants. Une idée utilisée en nanotechnologie consiste à permettre à ces petits robots de se reproduire eux-mêmes. Problème : en cas de perte de contrôle de la chaîne de fabrication, certains spécialistes craignent une pollution rapide et indécélable qui du corps de l'ennemi pourrait déboucher sur la destruction de tout ce qui l'entoure et cela sans que l'on puisse interrompre la réaction en chaîne. On peut en savoir plus auprès du collectif *pièces et main-d'œuvre* en consultant leur site piecesetmaindoeuvre.com.

Ingrid Bétancourt Trois ans d'enlèvement

Alors que les médias nous ont parlé quotidiennement des deux journalistes enlevés en Irak, c'est dans l'anonymat presque total qu'Ingrid Bétancourt est encore détenue par les forces révolutionnaires de Colombie depuis le 23 février 2002. Son comité de soutien en France rappelle aux journalistes qu'elle a la double nationalité Colombie-France. Elle a été enlevée alors qu'elle était la candidate des Verts aux élections présidentielles et qu'elle menait campagne contre la corruption liée à la drogue. Depuis son enlèvement, elle a été faite citoyenne d'honneur dans plus de 1200 communes. *Association les amis d'Ingrid Bétancourt, 33 ter, rue de l'Ermitage, 93100 Montreuil.*



DR

Ingrid Bétancourt.

10 place Morel), Agir pour un monde plus juste (jeudi 3, 20 h, MJC Vieux-Lyon), fête des rencontres (samedi 5 à 19 h au CCO, Villeurbanne), paysan en Palestine (mardi 8 à 20h30, CNP Terreaux), refuser l'EPR (mercredi 9 à 19h, palais du travail, Villeurbanne), écologie radicale, sociale, libertaire (mercredi 9, 20h, Arrêt public des platanes), Grand débat de clôture (vendredi 11 à 19h, Palais de la Mutualité, Lyon3). Programme complet : *RAM, c/o Vétérinaires sans frontières, 14, avenue Berthelot, 69361 Lyon cedex 07, tél : 04 78 69 79 59.*

LOIRE

Décroissance et démocratie

Faisant suite aux rencontres au couvent de la Tourette à Eveux (Rhône) en février 2004, une nouvelle rencontre est organisée les 5 et 6 février à la maison

Saint-Joseph de Montbrison dans la Loire, animée par Bernard Guibert (Les Verts), Serge Latouche (Ligne d'Horizon) et Bruno Clémentin (Institut pour la décroissance). Au programme : *les résistances à une société conviviale : éco-fascisme ou éco-démocratie* (samedi matin avec Serge Latouche, Fabrice Flipo, Yves Cochet, Patrick Viveret, Geneviève Azam, Anne Querrien (sous réserve), Yolande Benarosh. *Les voies de la frugalité heureuse : délibération, participation et représentation* (samedi après-midi) avec Bernard Guibert, Jérôme Gleizes (sous réserve), Alain Caillé, François Brune, Stéphane Lavignotte, Michel Dias. *Décélération ou décroissance : quelles étapes et quels moyens ?* (dimanche matin) avec Bruno Clémentin, Sophie Divry, Vincent Cheynet, Paul Aries, Francine Bavay, Jean-Marie Harribey. Renseignements et inscription : *Bruno Clémentin, IEESDS, 41, rue des Martyrs-de-Vingré, 42000 Saint-Etienne, tél : 04 77 41 18 16.*

Avortements : toujours autant !

La loi autorisant l'avortement a été promulguée le 17 janvier 1975. Fin 1982, le principe du remboursement de l'acte est voté. Une loi de 2001 a assoupli certaines dispositions. L'INED, Institut national d'études démographiques a publié à l'occasion du trentième anniversaire de la loi, une étude sur la pratique de l'avortement en France. Premier constat : une très grande stabilité pour le nombre de cas d'avortements qui est toujours resté autour de 15 avortements pour 1000 femmes entre 15 et 49 ans. La contraception s'est développée (82% des femmes aujourd'hui contre 52% il y a trente ans) et le nombre de grossesses non désirées a baissé, mais le recours à l'avortement dans ce cas a compensé la baisse (on est passé de 41% des grossesses non désirées qui se terminent en avortement à 62%). Environ 40% des femmes y auront recours au moins une fois dans leur vie. Le risque de pratiquer un avortement augmente de 15 à 24 ans pour diminuer ensuite. Il n'y a pas de différences socio-économiques évidentes. Une étude réalisée en 2000 montre que les causes d'une grossesse non désirée proviennent pour 28% d'une absence de contraception, pour 23% d'un mauvais fonctionnement ou d'un mauvais usage de la pilule, pour 19% de ceux d'un préservatif, pour 19% de ceux d'une méthode de contraception naturelle, pour 7% de ceux d'un stérilet et pour 3% d'une autre méthode. Si le nombre d'avortements est stable, la loi a considérablement amélioré les conditions sanitaires : on ne compte plus que 0,3 décès pour 100 000 avortements. Enfin, dernier point important : le nombre d'enfants par femme n'a pas changé non plus au cours des trente dernières années. (INED, décembre 2004)

Jésus était une femme...



Il y a trois bonnes raisons de penser que Jésus était noir : 1) il disait "mon frère" à tout le monde,

2) il aimait chanter la messe, 3) on ne lui a pas fait un procès équitable.

Et il y a aussi trois bonnes raisons de penser qu'il était juif : 1) il a repris l'affaire de son père, 2) il est resté à la maison jusqu'à l'âge de 33 ans, 3) il était sûr que sa mère était vierge, et sa mère était sûre qu'il était Dieu.

Par ailleurs il y a trois bonnes raisons de penser qu'il était italien. 1) il parlait avec les mains, 2) il buvait du vin à tous les repas, 3) il utilisait de l'huile d'olive.

Il y a aussi trois bonnes raisons pour dire qu'il venait de Californie : 1) il ne se coupait jamais les cheveux, 2) il marchait tout le temps pieds nus, 3) il a lancé une nouvelle religion. Sans oublier les trois bonnes raisons de penser qu'il était irlandais.

Femmes

1) il ne s'est jamais marié, 2) il était toujours en train de raconter des histoires, 3) il aimait les verts pâturages. Mais voici l'évidence la plus irrésistible de toutes : trois preuves que Jésus était une femme : 1) il devait nourrir des tas de gens sans avoir le temps de se retourner alors qu'il n'y avait rien à manger, 2) il essayait tout le temps de faire passer un message à quelques types qui n'y comprenaient rien, 3) Même quand il est mort, il a dû se relever parce qu'il avait encore des choses à faire.

Mères de soldats russes

Le mouvement des mères de soldats russes dénoncent depuis des années la politique de la violence choisie par Poutine dans le conflit avec les Tchétchènes. Début novembre, le mouvement implanté dans cinquante régions a annoncé sa volonté de créer un parti politique : "le parti de la non-violence et de l'entente".

Viols des Casques bleus

Le 19 novembre 2004, Kofi Annan a reçu un nouveau rapport de l'ONU sur les viols perpétrés par les Casques bleus présents en Côte-d'Ivoire (au moins 150 répertoriés). Ce rapport vient renforcer les précédents qui déjà au Kosovo et en Bosnie avait rappelé que la présence de militaires étrangers entraîne toujours une augmentation de la prostitution et des viols. 11 000 Casques bleus sont actuellement déployés en

Côte-d'Ivoire. L'ONU a également révélé avoir des cas de viols en Afghanistan, au Liberia, en Colombie... (Le Matin, 18 décembre 2004)



Casques bleus en Côte d'Ivoire.

USA

Censure

Shirin Ebadi, avocate iranienne, a obtenu le prix Nobel de la paix en 2003. Elle vient de publier ses mémoires où elle développe ses positions sur la femme face à l'islam. Ce livre a été interdit de vente aux USA... au nom d'une réglementation qui interdit le "commerce avec l'ennemi", ici l'Iran. Les auteurs de Cuba, du Soudan, de la Corée du nord ou de l'Irak sont aussi interdits de diffusion aux USA.

BELGIQUE

Femmes en noir

Les Femmes en noir sont présentes dans de nombreux pays pour protester pacifiquement contre la guerre, la violence et le militarisme. Elles ont manifesté contre la violence en Palestine, en Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak... Le mouvement est parti il y a de nombreuses années des femmes en noir de Buenos Aires qui dans les années 70, protestaient contre les disparus de la dictature argentine et également des Black Sash qui en Afrique du Sud protestaient contre les disparitions liées à la politique de l'apartheid. Historiquement, il y a eu des groupes de femmes en noir déjà pendant la première guerre mondiale contre le militarisme et la guerre. Les groupes d'aujourd'hui ont redémarré après un appel lancé par des femmes israéliennes en 1988, pour protester contre la politique de leur pays. En Belgique, les groupes de femmes en noir ont décidé de s'attaquer aux violences institutionnelles et mènent des actions depuis 2000 contre les centres fermés (les centres de rétention) et contre les expulsions. Collectif femmes en noir, 29, rue Blanche, 1050 Bruxelles, Belgique, tél : 32 2 538 47 73.

EGYPTE

Candidate à la présidentielle



Nawal el Saadawi.

La démocratie n'existe pas en Egypte puisque pour être candidat aux élections présidentielles, il faut avoir l'aval des deux tiers des parlementaires, lesquels sont à 90 % issus de l'actuel parti au pouvoir. Malgré cela, Nawal el Saadawi, une psychiatre et écrivaine de 73 ans, traduite en une trentaine de langues, présidente de l'association de solidarité des femmes arabes, a décidé, en décembre 2004, de se lancer dans la bataille des élections prévues en octobre 2005 pour dénoncer ce manque de démocratie et pour rappeler que les femmes ont leur mot à dire en politique. Elle a reçu depuis de nombreux soutiens mais aussi de nombreuses menaces. En 1993, des fanatiques religieux l'avaient déjà condamnée à mort pour hérésie suite à une critique de l'islam. Actuellement, 2,5 % des élus en Egypte sont des femmes.



Femmes

Courants de femmes

Courants de Femmes est une association mixte, créée en mai 2003 et parrainée par *Avocats sans Frontières*. Son objectif est de promouvoir et d'offrir une visibilité aux associations qui œuvrent pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes en Afrique de l'Ouest. Entre novembre 2003 et mai 2004, au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso et au Bénin, quatre membres de l'association ont travaillé avec plus d'une centaine d'associations de femmes d'Afrique de l'Ouest et ont aidé



trente organisations locales à créer leur site Internet. Aujourd'hui, *Courants de Femmes* cherche à faire connaître ces actions de promotion féminine : réalisation d'un documentaire, expositions photos, conférences... *Courants de Femmes*, c/o Clara Delavallade, 61, rue de Rochechouart, 75009 Paris.

Mariages forcés

L'ONU a engagé une procédure pour intégrer les mariages forcés dans la liste des crimes contre l'humanité, estimant qu'il s'agit d'une violence sexuelle. Le Mouvement français pour le planning familial a organisé les 4 et 5 novembre derniers des journées sur ce thème. Selon une étude gouvernementale, datant de 2002, il y aurait en France environ 70 000 mariages forcés (sur 300 000) par an. Il s'agit essentiellement de mariages provenant de familles d'immigration récente, mais pas toujours : il y en a aussi dans les milieux traditionalistes et religieux. Les lois française et européenne interdisent de fait déjà cette pratique, mais globalement, rien n'est fait pour les faire appliquer. *MFPF*, 10, rue Vivienne, 75002 Paris, tél : 01 42 60 93 20.



Maquillage contre les violences



Amnesty international a mis en place un stand qui apparaît dans différentes manifestations et sur lequel on peut être surpris de trouver différents objets de maquillage, des lunettes de soleil, des bandages, des décorations pour jeunes filles... La raison de ce faux stand de vente ? Tous ces objets servent au maquillage des traces de violences exercées contre les femmes.

Disparition du nushu

Le nushu est une langue secrète utilisée depuis des siècles dans certaines régions de Chine et qui n'était parlée et transmise de manière orale que par les femmes. Yang Huanyi, 98 ans, était la dernière femme à parler cette langue. Elle est morte le 23 septembre 2004.

Enertech, bureau d'étude drômois, a participé récemment à une campagne sur la bureautique financée par l'Adème portant sur cinquante bâtiments de bureaux et près de mille appareils suivis.

La bureautique, et plus particulièrement les ordinateurs sont entrés dans nos vies, de gré ou de force, et il est difficile de remettre en cause leur intérêt lorsqu'ils sont utilisés intelligemment. Traitement de texte, puissance de calcul, modélisation de phénomènes complexes sont parmi les services courants dont on ne pourrait plus guère se passer. Les campagnes de mesure que nous faisons n'existent que grâce aux ordinateurs qui permettent de gérer, de trier des centaines de millions de données.

Mais est-ce pour autant qu'il faut accepter la dérive énergétique effrayante dans laquelle s'est engagée la bureautique depuis quelques années ? Certainement pas. Voyons d'un peu plus près de quoi il retourne...

En moyenne la consommation d'un ordinateur de bureau est de 361 kWh/an. Si on suppose qu'il y en a 20 millions, cela conduit à une consommation annuelle de 7,2 TWh, soit la production annuelle d'une grosse tranche nucléaire.

Les paramètres influant la consommation d'un ordinateur sont la taille et la technologie de l'écran, la puissance à l'arrêt de l'unité centrale et de l'écran, et évidemment la durée pendant laquelle l'ordinateur est en marche.

Un ordinateur avec un écran cathodique de 21" va consommer en moyenne 306 kWh. Si l'on se contente d'un écran de 17", on tombe à 170 kWh. Si l'on adopte un écran plat de 17", on ne consommera plus que 102 kWh. Si l'on descend à 15", la consommation annuelle n'est plus que de 59 kWh.

Les écrans plats sont en moyenne beaucoup moins consommateurs (de l'ordre de 2,3 fois moins) que les écrans cathodiques. Il ne faut jamais acheter un écran de grande taille si on en n'a pas impérativement l'usage. Enfin, même quand on a arrêté son écran, il continue à consommer ! (avec une puissance entre 1,7 à 2,7 W). C'est une veille. Pour la supprimer il faut interrompre l'alimentation électrique de l'écran en le débranchant ou bien en coupant son alimentation par un interrupteur.

La solution la plus économe est incontestablement l'ordinateur portable. Tout compris (écran + unité centrale) leur puissance est en moyenne de 25 W. Comme le travail sur portable n'est pas



La bureautique : un formidable gaspillage d'électricité

toujours très confortable, on voit se développer les "stations d'accueil". Il s'agit de terminaux comprenant un écran plat de 15" et un clavier sur lesquels on vient connecter un ordinateur portable quand on rentre au bureau. L'avantage est de bénéficier de la faible consommation du portable et du confort de la station (écran et clavier).

En moyenne, un ordinateur portable ne consomme que 53 kWh par an, soit dix fois moins qu'un ordinateur avec écran cathodique de 21".

Peut-on faire mieux et moins

La question est évidemment : est-ce qu'on peut faire mieux et moins ? Et pour cela il faut comprendre comment sont utilisés les ordinateurs dans les entreprises. C'est là que les surprises commencent. L'étude a montré qu'une unité centrale fonctionne en moyenne 4004 h/an soit 17,8 h par jour ouvré, et un écran 2510 h/an soit 11,2 h par jour ouvré ! En clair les machines fonctionnent alors que personne n'est là, le soir, la nuit, les week-end et les vacances bien souvent. Il est à noter que le temps de fonctionnement des écrans est inférieur à celui des unités centrales parce qu'ils sont, pour 46% d'entre eux, sous contrôle d'un gestionnaire d'énergie qui les arrête lorsqu'ils ne sont pas utilisés. Il est d'ailleurs intéressant de noter que 7% de la consommation annuelle des ordinateurs correspond à une consommation de veille (l'ordinateur est arrêté).

Mais les surprises continuent lorsque, grâce à un dispositif de mesure spécifique, on analyse le temps pendant lequel un ordinateur de bureau est réellement utilisé (c'est-à-dire que quelqu'un actionne le clavier ou la souris) : 686 h/an, soit 3,0 h par jour ouvré ! Cela signifie qu'une unité centrale est utilisée 17% du temps pendant lequel elle fonctionne, et un écran 25% de ce temps. Tout le reste est du gaspillage inutile.

Pour faire mieux et réduire ses consommations, ce ne doit pas être trop difficile. On va hiérarchiser les mesures en distinguant ce qui ne coûte rien, ou presque, et ce qui peut être fait lors d'une acquisition ou d'un remplacement.

La première mesure rapporte gros, et elle est gratuite. Sur toutes les machines vendues depuis 4 ou 5 ans se trouve un gestionnaire d'énergie. C'est généralement *Energy Star*. Mais il n'est jamais activé, sauf sur certains écrans. Il faut aller l'activer dans le panneau de configuration "Options d'alimentation". On paramètrera l'arrêt l'écran après 10 minutes d'inutilisation (le mien est même calé à 5 minutes), et l'arrêt total de l'unité centrale après vingt minutes d'inutilisation. Cette simple mesure provoque une réduction de consommation de l'écran qui est en moyenne de 60%, et celle de l'unité centrale de 51%. Voilà pour ce qui est gratuit.

Par l'achat d'une barrette multiprise avec interrupteur (environ 5€) sur laquelle on branchera l'unité centrale et l'écran (ainsi que tous les périphériques d'ailleurs), on peut encore gagner 6% : lorsqu'on arrête l'ordinateur, il suffit de couper l'alimentation de la barrette grâce à l'interrupteur.

En investissant un peu plus on peut gagner beaucoup. Ainsi en remplaçant, ou en choisissant, un écran plat à la place d'un écran cathodique, et en activant le gestionnaire d'énergie, on peut réduire la consommation de l'écran de 85 à 95%. De même si l'on utilise une station d'accueil et un ordinateur portable on réduit de 83% la consommation de l'ordinateur. L'usage du portable seul est encore plus économique puisque la réduction est dans ce cas de 89%.

Un énorme potentiel d'économie

Si on élargit le champ à l'ensemble de la bureautique, on est pris de vertige. La consommation annuelle observée est de 878 kWh/salarié. Ce chiffre doit être rapproché de la consommation annuelle d'électricité spécifique (celle qui sert pour l'éclairage et l'électroménager) dans le secteur résidentiel : 1000 kWh/personne. Ainsi, un Français consomme désormais presque autant d'électricité pour la bureautique sur son lieu de travail que pour tous ses besoins électrodomestiques chez lui ! Et si on ajoute l'éclairage des bureaux, la consommation s'élève au total à 1552 kWh/personne dans les bureaux, soit 50% de plus que dans les logements !

Ces chiffres montrent comment nous nous sommes habitués au gaspillage, comment celui-ci est devenu sournoisement quotidien et ordinaire. Et pourtant c'est si facile d'inverser la tendance et de réaliser des économies. Dans le débat actuel sur la stratégie énergétique future, il coûterait infiniment moins cher d'expliquer à tous les Français comment réduire leur consommation, plutôt que s'ingénier à construire des stratégies coûteuses et souvent bien aléatoires visant toutes, et de façon monolithique, à augmenter l'offre énergétique, comme si la croissance de la consommation d'énergie était une fatalité. Il faut se persuader, et notre travail d'exploration sur le terrain nous le prouve chaque jour, que les consommations d'énergie peuvent être toutes divisées assez rapidement par un facteur 4. A Enertech nous essayons de mettre en pratique nos idées : notre consommation d'électricité est quatre fois moindre que la moyenne nationale pour les mêmes usages. Ce n'est donc pas si compliqué que cela...

Olivier Sidler ■

L'auteur dirige le bureau d'étude *Enertech*, implanté dans la Drôme. Il travaille depuis 25 ans sur la maîtrise de l'énergie et l'utilisation de l'énergie solaire dans le bâtiment.

Enertech, Olivier Sidler, quartier Bourguignon-et-Lamotte, 26160 Félines-sur-Rimandoule, tél : 04 75 90 18 54.

Appareils en veille, j'y veille

Les Amis de la Terre de Belgique, avec le soutien de l'association Négawatt, ont décidé de lancer une campagne pour les économies d'énergie en direction des consommations cachées des appareils en veille. En supprimant ces consommations, non seulement on économise l'énergie, mais en plus on économise son argent et on diminue les risques d'incendie. Pour plus d'information sur cette campagne : Les Amis de la Terre-Belgique, place de la Vingeanne 1, B-5100 Dave (Namur) tél : 081/40 14 78.





Paix

L'armée recrute chez les pauvres

L'Union pacifiste dénonce l'embrigadement qui est fait lors de la journée d'appel à la préparation à la défense instaurée par la loi d'octobre 1997 qui suspendait la conscription. Lors de cette journée, les propropagandistes de l'armée sont particulièrement actifs pour repérer les jeunes issus de milieux défavorisés et les inciter à poursuivre leurs études au sein de l'école du crime.

L'Union pacifiste demande l'abrogation de cette journée. *Union pacifiste, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél : 01 45 86 08 75.*

BRÉSIL

Vivre en harmonie

En 2000, Marco Ernani, du Parti des travailleurs, remporte les élections municipales de la commune d'Altinópolis, une petite commune de 15 000 habitants dans l'Etat de Sao-Paulo.

Pédiatre, il lance l'idée de suivre à la lettre les recommandations de l'ONU qui la même année initiait la décennie pour une culture de paix et de non-violence. Des programmes scolaires "semeurs de paix" sont mis en place à la rentrée 2003, de la maternelle au lycée. On y apprend l'importance du sourire, des gestes, des remerciements, comment s'exprimer sans violence, la médiation...

Des conférences sont aussi données pour les adultes.



DR



DR

Prolifération nucléaire

■ **Quarante pays pourraient posséder l'arme nucléaire.** Lors d'une réunion de l'AIEA, Agence internationale pour l'énergie atomique, à Vienne (Autriche), le 20 septembre dernier, Mohamed El Baradei, le directeur général de l'Agence a estimé qu'actuellement une quarantaine de pays possédait la technique permettant de fabriquer des bombes atomiques, même si la plupart n'ont pas de programme dans ce sens... Selon lui, les règles internationales sur la non-prolifération sont inadéquates et le nombre de pays augmente sans cesse, multipliant les risques d'un régime politique qui prendrait la décision de s'en servir.

■ **Maires pour la paix.** Le maire d'Hiroshima a lancé un mouvement international "Maires pour la paix" qui demande qu'il soit discuté lors de la révision du traité de non prolifération en mai 2005 de l'hypothèse de supprimer purement et simplement les armes nucléaires. Six cents maires dans le monde ont déjà signé cet appel et une campagne a lieu actuellement en France pour trouver des maires français. On peut demander les documents à transmettre à votre maire contre 3€ auprès de *Stop-Essais, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris.*

■ **Belgique : plaintes contre l'arme nucléaire.** Le 8 juillet 1996, le tribunal international de La Haye a déclaré que la possession de l'arme nucléaire est illégale. Le 10 novembre, des militants sont entrés une nouvelle fois sur la base militaire de Kleine Brugel pour y faire une inspection citoyenne... et se faire arrêter. Le 27 novembre 2004, près de mille personnes dans plus de cinquante villes se sont rendus dans les bureaux de police pour porter plainte contre la présence illégale d'armes nucléaires sur le territoire belge. A Bruxelles, les 70 plaignants étaient accompagnés de la député écolo Zoé Genot. A Liège, Murielle Frenay, conseillère provinciale a porté plainte. Des dépôts de plainte similaires ayant déjà eu lieu précédemment, les plaignants ont cette fois annoncé à la police que faute d'une prise en compte de leurs plaintes par la justice, ils feraient l'enquête judiciaire eux-mêmes en allant inspecter les bases militaires. *Bomspotting asbl, rue Van Elewyck, 35, 1050 Bruxelles, ou Bomspotting vzw, Patriottenstraat 27, 2600 Berchem, tél : 03/281 68 39*



DR



DR

Les résultats sont vite impressionnants : la petite délinquance a baissé de 90%. La police constate qu'il reste essentiellement des problèmes de violence conjugale et des violences liées à l'alcool. La ville a décidé d'une démarche pour poursuivre le mouvement : les policiers ne seront plus armés. Elle a également lancé un programme d'écotourisme ainsi qu'un suivi social pour les femmes enceintes, divisant par dix la mortalité infantile. A l'automne 2004, Marco Ernani ne s'est pas représenté aux élections, estimant que d'autres pouvaient faire poursuivre le travail initié.

SERBIE

Objection de conscience

Sous la pression internationale, la Serbie-Monténégro a accepté la possibilité de l'objection de conscience. La loi est entrée en vigueur en décembre 2003. Après des années de guerre, les demandes ont afflué tout au long de l'année 2004 : 12 000 jeunes ont demandé le statut d'objecteur soit environ 20 % des appelés. Le nationalisme est en train d'en prendre un coup. (*Union pacifiste, décembre 2004*)

ISÈRE

Comment gérer les conflits de pouvoir

La communauté de l'Arche de Lanza del Vasto de Saint-Antoine-l'Abbaye propose un week-end de formation, du 18 au 20 février, sur ce thème. Le pouvoir comme objet déclaré ou caché de beaucoup de conflits. Comment analyser en moi, dans un face à face ou dans un groupe, les sources, les causes et les révélateurs de ces conflits ? A travers des mises en situation, apprendre à changer la résolution du conflit en changeant mon comportement. Comment faire de mes conflits une occasion de transformation de soi et de progrès.

Renseignements : *Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 97.*

THAÏLANDE

Colombes de la paix

En un an, plus de 550 personnes sont mortes dans le sud du pays par suite d'affrontements inter-religieux. Le gouvernement a lancé une campagne de réconciliation et le 5 décembre, 80 millions de colombes en papier ont été lâchées au-dessus du pays. Ces colombes réalisées selon les techniques de l'origami ont été réalisées par une grande partie de la population.

DR



Dialogue de sourds

Daniel (courrier du numéro d'été, p.100), dialogue de sourd en effet, c'est à moi de sortir le carton rouge contre l'ignorant qui accuse d'être extrémiste et de fausse info ceux qui disent la réalité, la vraie, la concrète. Celle vécue.

Vous connaissez votre réalité, pas celle des autres !

Cela fait 31 ans que je suis appareillée pour une surdité sévère (deux oreilles) et jusqu'au mois de juin 2004 (soit postérieur à mon courrier à *S!lence* où je lui faisais part de la réalité vécue) toutes mes prothèses auditives -contour d'oreilles- (...) sans exception ont consommé une pile par semaine pour un port à plein temps (ce qui est en général nécessaire dans la vie courante). Et une pile par deux prothèses = deux piles par semaine = 104 piles par an. Ne vous en déplaie !

(...) Depuis juin 2004 seulement, mes nouvelles prothèses ne consomment effectivement plus qu'une pile tous les quinze jours/trois semaines. (...).

Croyez-vous que je porte mes prothèses par coquetterie ? Cela n'empêche que c'est considéré comme un luxe par la société puisque c'est quasi-rien remboursé. Je vis avec la moitié du Smic depuis plus de vingt ans et tous les quatre ou cinq ans (...) il faut remettre plus de 2200 euros avec un remboursement maximum, depuis avec la CMU de 243,55 euros (avant c'était moitié moins), plus les piles.

Cela n'empêche pas (être sourd et pauvre) de déplorer la pollution extrême que génère le port de ces prothèses — on est écolo et respectueux de la planète ou on ne l'est pas ! — Et déplorer que les prothésistes n'en ont rien à cirer.

Et d'ailleurs il serait possible de moins polluer tout en ayant une vie sociale normale si les bien entendants étaient un peu plus attentifs à ce problème et se donnaient un peu plus souvent la peine de parler bien distinctement... alors je pourrais porter mes prothèses moins souvent ! (...) Ma surdité ne m'empêche pas d'avoir une conscience écologique de bon niveau et de vouloir dans la pratique mettre en accord mes actes avec ma conscience. Donc ici générer moins de pollution pour entendre, et en premier lieu informer du problème.

J'aimerais bien trouver d'autres personnes sur la même longueur d'onde, qui ne considèrent pas les handicaps comme devant être générateurs de pollution obligatoire et ne pas se soucier des conséquences des technologies employées pour les atténuer.

Respecter la planète n'est pas non plus une coquetterie, c'est même encore plus vital.

Hélène ■
Rhône.

Espéranto ou anglais (2)

Je ne parle pas l'espéranto, mais je le défends.

Ayant fait des études supérieures, j'ai eu le bonheur de suivre des cours d'anglais pendant treize ans. J'ai fait deux voyages en Grande-Bretagne soit un mois sur le terrain. A l'arrivée, j'arrive à peu près à déchiffrer un texte en anglais. Je ne me risque pas ni à l'écrire ni à le parler. Alors

l'anglais langue facile selon Geneviève Soubise (*S!lence* n°314) ?

Ma compagne est douée pour les langues. Alors qu'elle n'a jamais fait d'italien, après un mois de vacances dans le pays, elle était capable de tenir des conversations (pas moi). Selon les linguistes, l'italien est la langue la plus facile à apprendre pour un Français. Pour son travail, elle doit parfois parler en anglais. Son employeur doit lui payer deux heures de mise à niveau par semaine et ceci depuis des années... simplement pour qu'elle n'oublie pas la langue. Elle a pourtant vécu plusieurs mois aux Etats-Unis et à l'époque, elle parlait couramment l'américain. Non, l'anglais n'est pas facile.



C'est seulement la langue qui essaie de dominer le monde parce qu'elle est liée au pays le plus agressif. Ce n'est pas la langue la plus parlée : l'anglais est devancé par le mandarin (Chine), l'espagnol et l'hindou (Inde). Ce n'est pas non plus celle qui progresse le plus, c'est l'espagnol. Alors l'espéranto ? Pourquoi pas ! Lors des vingt ans de *S!lence*, Emile Mas, un fidèle lecteur espérantiste donnait des leçons quotidiennes. Ma compagne les a suivis et au bout d'une semaine, elle commençait à tenir une conversation.

C'est pragmatique : l'espéranto par sa conception sans exception grammaticale, sa facilité de compréhension (une écriture = un son), son mode de création des mots repris des idéogrammes asiatiques (à partir d'une racine comme humain, avec des préfixes et des suffixes, je compose homme, femme, garçon, fille...) font que le Dr Zamenhof a développé une langue qui serait déjà parlée aujourd'hui par environ cinq millions de personnes, soit autant que le danois ou le catalan. Alors pourquoi ne pas l'essayer au niveau européen, plutôt que de continuer à payer des stages d'anglais à nos eurocrates pour qu'ils essaient de se comprendre au-delà des vingt langues officielles de l'Europe ?

Michel Bernard ■
Rhône.

Espéranto ou anglais (3)

Je suis âgé de bientôt 83 ans et j'ai entrepris d'apprendre l'espéranto à 68 ans, à la suite d'un vote qui eut lieu à l'occasion d'une AG nationale des Verts à Marseille en novembre 1989, séance alors présidée par Antoine Waechter.

J'ai étudié l'anglais pendant sept ans au lycée et étais parmi les plus doués. J'ai fait un séjour de neuf mois en Angleterre en 1944 et 1945 en tant que militaire FFI.

Ayant épousé une Espagnole, j'ai parlé sa langue maternelle quotidiennement pendant trente ans.

Je ne me débrouille pas mal en anglais courant, mais serais incapable de participer à un débat. Je me défends mieux en espagnol.

Contrairement à ce qu'a dû faire Geneviève Soubise, je me suis mis à étudier sérieusement l'espéranto. J'ai été pour ma part émerveillé par cette langue si intelligente et j'ai compris que s'il résiste encore à tout le mal qu'on lui fait (en particulier les Nazis l'avaient interdit et des espérantistes ont été déportés), c'est qu'on l'aime et qu'on aime ce que l'on admire.

Je ne vois pas pourquoi les Anglo-saxons méritent un privilège aussi exorbitant au point de reléguer les autres locuteurs en "deuxième zone".

(...) quant à la facilité de leur langue, l'espéranto demande huit à dix fois moins de temps pour être appris.

Pour ce qui est de la critique "langue artificielle" (antienne souvent entendue), il faut rappeler qu'aucune langue n'est un phénomène naturel, qu'elles sont toutes le fruit de l'esprit humain. Toutes les langues ont une part d'artificialité (règles fixées par exemple par l'Académie française). Toutes les langues commencent dans le désordre puis on y apporte des corrections toutes plus "artificielles" les unes que les autres. Pourquoi alors une langue codifiée au départ serait-elle alors inférieure ? Un usage collectif de longue durée (l'espéranto existe depuis plus d'un siècle) permet de faire évoluer une langue malgré l'artificialité de ses débuts (...).

Jacques Morin ■
Hautes-Pyrénées.

Nucléaire et effet de serre

(...) Tout le monde déclare que les centrales nucléaires ne contribuent pas à l'effet de serre, y compris dans les documents des antinucléaires. Sommes-nous en train de reprendre mot pour mot les mensonges de l'industrie à ce sujet ?

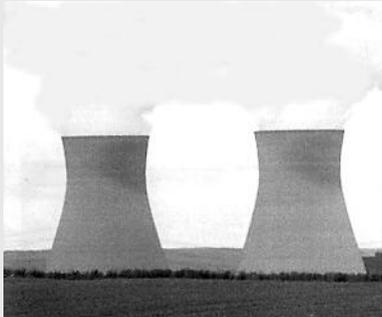
On ne me fera pas croire que construire un bâtiment gigantesque, avec un chantier de plusieurs années, où tournent sans cesse camions, compresseurs, engins... et où sont consommées des quantités fabuleuses de béton et autres matériaux, que tout cela ne génère pas de gaz à effet de serre.

Officiellement, la consommation d'énergie pendant la construction d'une centrale nucléaire équivaut à six-sept ans de sa production électrique.



C'est une quantité colossale et pour ma part je suis convaincu que la construction de toutes les centrales dans les années 70-80 a contribué massivement à l'effet de serre.

Quelqu'un a-t-il chiffré cette contribution ? Celle d'un chantier de centrale ? Quelqu'un a-t-il évalué l'empreinte écologique d'une centrale ? En attendant d'en savoir plus, plutôt que de sortir des arguments alambiqués difficiles à expliquer sur la faible part de l'électricité nucléaire dans l'effet de serre (qu'advient-il si on passe aux moteurs électriques pour le transport, comme le préconise EDF ?), affirmons haut et fort que la construction d'une centrale nucléaire contribue à l'effet de serre et est très polluante. Oui, les centrales qui rejettent 70% de la chaleur produite dans l'air et dans l'eau, réchauffent la planète.



Marc Hollenstein ■
Ardèche

Silence : nous avons déjà souligné ces deux arguments (construction et rejets d'eau chaude). Mais le chiffrage de ce que cela représente exactement ne nous est pas connu.

Décroissance au Sud

Intéressé par le "livre du mois" de septembre, j'ai lu "Du développement à la décroissance" de Jean-Pierre Tertrais. Je souhaite réagir à la critique que vous en faite concernant le passage sur les pays pauvres. Selon vous, l'auteur "se plante en beauté" en renonçant à parler de décroissance pour ces pays car "la pauvreté a été créée de toute pièce pour vendre les produits du Nord" et il suffirait donc "d'arrêter le pillage de ces pays".

Or, comme le dit Jean-Pierre Tertrais, il faudra "deux révolutions sinon rien" : plus que d'arrêter le pillage des pays pauvres, il faut surtout repenser globalement le partage des richesses. Et d'ici là, à court terme, il est indispensable d'assurer dans ces pays les besoins primordiaux, notamment alimentaires, même si on doit envisager la décroissance à l'échelle de la planète. On peut même raisonnablement penser que le concept de décroissance puisse n'avoir aucun sens pour la majorité des populations africaines qui n'ont jamais connu de croissance proprement dite.

Muriel Filippi ■
Ille-et-Vilaine

Silence : nous sommes tellement sous la domination d'informations fournies par les pilleurs de la planète que nous avons du mal à imaginer un discours différent. Pourtant, où l'énergie solaire est-elle la plus abondante ? où trouve-t-on le plus de pétrole ? le plus de biodiversité ?

La réponse : dans ces fameux pays du Sud. Si leurs peuples sont "pauvres" économiquement, c'est bien parce que ces richesses leur sont confisquées (le plus souvent par le biais de dictatures) pour assurer notre "croissance". Arrêtons notre croissance et le pillage qui va avec et laissons-les ensuite renverser les tyrans locaux et choisir leurs modes de vie. En terme d'empreinte écologique, les peuples du Sud ne posent aucun problème et les questions de malnutritions proviennent essentiellement du sol que, nous au Nord, on leur confisque (déforestation, cultures d'exportation, loisirs...).



Artisans du monde

J'apprécie la qualité et la pertinence de vos articles, mais depuis quelque temps, je vous trouve complaisant vis-à-vis du commerce équitable et surtout d'Artisans du monde (...). Dans votre numéro d'octobre figure un article intitulé "Artisans du monde piégé" (...). J'aurais plutôt intitulé l'article "Artisans du monde pris à son propre piège" car Artisans du monde est rentré dans une démarche purement commerciale où la vente d'objets n'est plus un prétexte à parler des rapports Nord-Sud, mais à vendre de plus en plus. D'où la création en 1984 de Solidar'Monde, qui, si je suis bien informé, est une société anonyme depuis 1993. Il s'agit donc d'une structure à plusieurs actionnaires et



qui a vocation à faire du profit. Il est dommage qu'Artisans du monde découvre qu'il n'est plus majoritaire dans cette structure et qu'il ne maîtrise plus ses choix.

Cela pourrait s'appeler "l'arroseur arrosé". (...)

Il est toujours plus facile de désigner les autres comme responsables de ce qui arrive plutôt que de faire sa propre autocritique (...). Je me sens beaucoup plus proche de la démarche de l'autre article sur le commerce équitable et l'écologie. C'est à méditer, mais je ne pense pas que les acteurs de la plate-forme du commerce équitable soient prêts à entendre ce message.

Dominique Lunault ■
Indre-et-Loire.

OGM dans les labos

J'ai appris comme vous à la lecture de *La Décroissance*, que José Bové se situait radicalement en faveur de la décroissance. (...) Il serait bon de lui demander de prendre aussi position contre les OGM "confinés en laboratoires", car il est bien évident qu'ils ne sont pas faits pour y rester. Lors d'un procès dans lequel José Bové était inculpé, un chercheur du CIRAD a répondu à propos du riz qui avait été détruit en laboratoire, que celui-ci devait être transplanté en Camargue et non rester en milieu confiné. (...)

Jean-Claude Bouchet ■
Hérault.



Organismes gravement maltraités

Ô humanité ovo-lacto-carnivore, se peut-il que pendant soixante siècles tu aies croupi dans l'absolu anthropocentrisme. Tu te dis sainte et sacrée mais tu n'es que l'esclave, vile et infatigable de ton estomac, de tes naseaux et de ton palais. Etre gouverné par ton espèce spéciste, c'est être hameçonné, séquestré, empaillé, asphyxié, capturé, harponné, violé, inséminé, emprisonné, pollué, électrocuté, gavé, affamé, crocheté, écartelé, disséqué, découpé, éviscéré, attaché, engagé, élevé, vivisectionné, ébouillanté, surgelé, congelé, pasteurisé, emballé, dressé, maté, exhibé, encordé, équarissé, pourchassé, chassé, pêché, traqué, plombé, piégé, assaisonné, étripé, salé, fumé, brûlé, gazé, cloîtré, entassé, attelé, mutilé, parasité, exploité, instrumentalisé, prédaté, testé, réifié...

Sempiternellement la violence tu banalises, la loi du plus fort tu cautionnes, les rapports de domination tu entretiens. (...) Bourgeoisement, tu ne veux pas remettre en question les produits issus des horreurs des élevages et des laboratoires. (...)

Tu parles de mises à mort respectueuses ! Tu évoques les élevages biologiques et bio-dynamiques ! Hypocrisie ! Par de tels propos et actes perdrestes l'instrumentalisation et l'exploitation de milliards d'animaux terrestres et aquatiques. On étiquette des morceaux de cadavre "viande bio". Oxymore ! Tu occis et répands la mort. (...)

Ugo de Maubeuge ■
Morbihan.

Alternatives pratiques

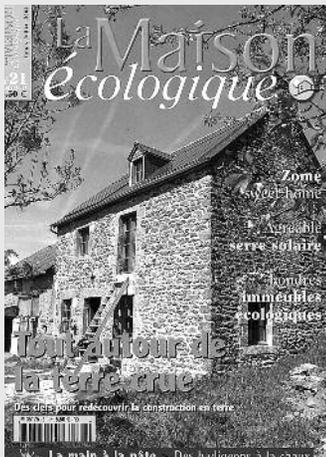
La revue *Silence* nous parle souvent des alternatives. Elle divulgue en effet beaucoup d'expériences alternatives tant au travers de ses brèves que de ses articles de fond, mais ne serait-il pas intéressant également de diffuser des informations sur des petites alternatives pratiques qui touchent le quotidien et qui seraient facilement appropriables par chacun ? J'entends par là rendre accessible, de manière concrète et directe, des réalisations simples qui peuvent faire évoluer notre mode de consommation et nous rendre plus autonome face à la société marchande. Par exemple diffuser les plans pour l'autoconstruction d'un four à pain, pour l'auto-construction de panneaux solaires thermiques, comment faire pour avoir des toilettes sèches inodores, des techniques de

jardinage, comment faire un bon compost, ou pourquoi pas des cours d'initiation à l'espéranto, etc. La revue ne pourrait-elle pas y consacrer une ou deux pages par numéro ou publier des hors-séries comme cela a été le cas il y a quelques années avec les plans d'une cuisine solaire ?

François Aymonier ■
Doubs.

Silence : Nous essayons de faire se croiser les idées en confrontant différentes pratiques. Nous essayons de faire avancer une réflexion pluraliste écologiste et non-violente en terme de société et non seulement d'actes individuels, bref nous faisons de la poli-

tique. Et cela nous occupe déjà bien les 48 pages habituelles de la revue. Faire des fiches techniques demande un autre travail... que font déjà très bien des revues amies comme *Les quatre saisons du jardinage* ou *La maison écologique*.



La bio, un moyen, pas une fin

Il y a un an ou deux, dans le bulletin de liaison d'une importante Biocoop du grand ouest, une phrase m'a particulièrement interpellé : "Par notre choix de consommer toujours plus de produits issus de l'agriculture biologique, nous contribuons à l'émergence d'une société plus respectueuse des hommes et de leur environnement". Ainsi s'exprimait "madame la présidente du directoire de la SA coopérative" en question.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je dois déjà dire, moi, coopérateur des années 80, que ce titre ronflant a tendance à me donner de l'urticaire. Un détail, peut-être, mais révélateur !

Cette phrase, je reconnais franchement que j'aurais fort bien pu l'écrire voilà une douzaine d'années, à une époque où mon horizon se limitait à la bio et à son esprit. Aujourd'hui, en revanche, elle me paraît naïve et réductrice. Faire seulement dépendre sa bonne santé et celle de la Terre d'actions consommatrices, fussent-elles écologiques, c'est confiner le potentiel humaniste de l'homme dans les limites du matérialisme. A mon sens, ce n'est pas d'une différence de qualité de matière que peut émerger une société plus respectueuse des hommes et de l'environnement — et non de leur (possessif) environnement ! — mais d'une forme d'esprit ayant pris ses distances avec la matière, la considérant utile, certes, mais pas indispensable ; une forme d'esprit consciente que l'homme, au même titre que les autres créatures, est un élément de la Création, et que pour cette raison, il se doit de leur témoigner à toutes le respect et l'amour qu'il se porte (une variante de "aime ton prochain comme toi-même").

Je reconnais aussi que j'ai longtemps cru à l'esprit bio. C'est d'ailleurs la recherche de cet esprit différent qui m'a incité à me rapprocher du microcosme bio. Et je l'ai trouvé... en apparence, à condition de se contenter d'effleurer le microcosme en question, comme peut le faire le client lambda des Biocoops. Mais si d'aventure on s'avise de gratter le vernis, alors gare aux surprises !

Petit exemple : voilà une vingtaine d'années, je faisais partie du conseil d'administration national d'une célèbre association qui décernait des mentions aux agriculteurs et aux transformateurs. Le service s'occupant des transformateurs avait engagé un garçon qui venait de terminer ses études et avait opté pour le service civil. Auparavant, pourtant, ce jeune homme n'était pas particulièrement branché bio, mais il en avait entendu tant de bien qu'il avait eu envie de se rapprocher de ce "nouveau monde". Six mois plus tard, son opinion était faite : à fréquenter quasi quotidiennement des transformateurs bio, il était très vite tombé de son petit nuage et m'avait confié, sidéré : "mais dans ce milieu, il y a autant de sales cons que dans l'autre !". Naturellement, je ne l'avais pas cru... Et pourtant, il avait parfaitement raison. Comment d'ailleurs aurait-il pu en être autrement ? A partir du moment où l'on veut tirer un revenu d'une activité commerciale — quelle que soit le mot, même coopérative — on est obligé de passer par la filière économique dont le maître-mot est "rentabilité". Et là, la sentimentalité est proscrite, l'esprit bio passe au second plan, le premier étant réservé au fric. C'est une leçon qu'une de mes anciennes relations, maintenant général de la bio, avait tenté de m'inculquer alors que je débutais moi-même dans le commerce bio (est-il utile que cette activité ne dura pas longtemps... et que j'y laissai ma chemise ?) et qu'il était l'un de mes clients : "avant d'être bios, nous sommes commerçants ; et dans le commerce, il n'y a plus de copains !"

Aussi espérer "contribuer à l'émergence d'une société plus respectueuse des hommes et de leur environnement" par l'intermédiaire

du négoce est-il une douce et sottise illusion dont les victimes consentantes pourront encore se bercer longtemps.

En revanche nul doute que l'esprit bio soit une étape dans la longue montée qui mène à l'éveil à la conscience universelle, une étape éventuellement décisive puisqu'elle peut favoriser la rupture avec le système matérialiste, une étape d'ouverture de l'esprit, une étape sous-tendue par le libre arbitre, mais certainement pas l'itinéraire complet.

Yves Emery ■
Côtes-d'Armor.



Samedi 26 et dimanche 27 février 2004
à PUYRICARD
Salle des Fêtes et Parking

Graines de Vie® PRÉSENTE

8^{ème} Salon de la vie saine
Millepertuis et Sarriette

80 EXPOSANTS
CONFÉRENCES
ATELIERS
DEMONSTRATIONS
Entrée gratuite
de 10H à 18H30

Bien-être
& Tradition
Indienne

ASSOCIATION
Graines de Vie:
LA COMMUNICATION
AU SERVICE
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA VIE SAINE
450, allée de la vieille Ferme
3540 PUYRICARD

Renseignements / Inscriptions
04 42 92 06 70
www.graines-de-vie.org
e-mail : info@graines-de-vie.org



Une vie rurale sans bagnole... du rêve sur papier recyclé

François Schneider consacre tout un article à l'incohérence d'une poignée d'"écologes" s'installant à la campagne sans remettre en cause l'utilisation de l'automobile. Pourtant les "écologes" sont en minorité à la campagne comme ailleurs (bien malheureusement) et le problème de tout automobile est bien davantage celui de madame et monsieur tout-le-monde plutôt que spécifiquement celui de ces quelques rares écologes qui ici comme ailleurs ne sont pas toujours à 100% cohérents. Par contre il ne parle pas du travail de fond réalisé sur le terrain par la majorité de cette minorité d'écologes : déplacements autres qu'automobiles qui servent d'exemple au voisinage, regroupements et réductions des déplacements, covoiturages, pressions sur les élus pour l'obtention de passage de cars, de maintien des écoles et toutes les pratiques qui permettent davantage d'autonomie et réduisent ainsi les besoins en déplacements (jardinage, cueillette, transformation et conservation, échanges de services et de produits localement).

Mais la question à se poser est peut-être celle du choix du lieu d'installation de ces quelques "écologes" égarés en campagne. S'agit-il vraiment pour eux de volontairement s'éloigner le plus possible des villes pour fuir une pollution qu'ils recréent ailleurs ou d'une conséquence de la flambée des prix de l'immobilier ?

En effet, il faut aujourd'hui s'éloigner jusqu'à une centaine de kilomètres des grandes agglomérations pour enfin trouver une maison ou un terrain à prix raisonnable. Et cela est en partie dû à la bagnole toujours plus puissante et plus confortable qui permet de parcourir des distances remarquables pour se rendre sur un lieu de travail, mais aussi à la frénésie de l'acquisition d'une résidence secondaire. Investir dans la pierre est devenu le credo du plus grand nombre et ceux qui veulent vraiment "vivre et s'installer au pays" n'ont finalement plus les moyens de le faire. La résidence secondaire serait une réponse à l'atomisation de la famille ; elle recrée ainsi un espace de rencontre entre parents et amis mais elle sature les prix et le marché de l'immobilier.

Les résidents secondaires font revivre la campagne le temps de quelques fêtes de jadis récréées de toutes pièces pour les amuser un peu et permettent le développement de quelques marchés en période estivale, mais ils n'impulsent aucune activité locale à l'année, ne permettent ni le maintien des écoles et services, moins encore celui des passages de cars. Et parmi eux, on en trouve aussi qui se prétendent écologistes, si, si ! Et ainsi des aller-retour de plus de 100 km sont parcourus en automobile chaque week-end pour aller prendre un bol d'air frais.

Mais comment un tel embourgeoisement est-il possible pour un si grand nombre, car enfin, tous les résidents secondaires ne sont pas tant fortunés ? Travail à temps plein et crédit, voilà la réponse. C'est ainsi que de nombreux quadragénaires et quinquagénaires acquièrent leur chère résidence secondaire : après avoir travaillé une vingtaine d'années pendant lesquelles ils ont pu rembourser un crédit pour un premier logement acquis (appartement, maison de ville ou de banlieue), ou faire de belles économies, les voilà qui retrouvent un peu plus de souplesse financière, une enveloppe budgétaire libérée. Ce pourrait être une belle opportunité pour envisager de travailler à temps partiel, par exemple, et ainsi utiliser le temps libéré pour la création, pour militer ; mais la plupart choisissent pourtant de garder leur rythme "temps plein" car ils ne conçoivent même pas de baisser volontairement leur niveau de revenus et se retrouvent donc avec un surplus de gain par rapport à leurs besoins, qu'ils courent... investir à la campagne (et parmi eux, on en trouve aussi qui se prétendent écologistes...). Épargne, crédit, intérêts, et dans quelles banques s'il vous plaît ?

Avec quels soucis de l'utilisation faite par elles de cet argent ? Nous voilà bien au cœur du capitalisme ! Et pendant ce temps d'autres écologes qui ont toujours privilégié le temps sur l'argent n'ont rien accumulé du côté des banques et continuent de se projeter dans une vie rurale sans bagnole qui risque de rester encore longtemps pour eux du rêve sur papier recyclé.

Dorothée Fessler ■
Rhône.

Campagne sans tracteurs

Et les tracteurs ? Je suis contre les tracteurs et tous les lourds véhicules dans les champs. Outre les problèmes de carburants, ils sont nuisibles pour le sol : tassement, vibration, destruction de la vie interne. Pour un monde plus écolo, le travail devrait se faire avec les chevaux ou les bras. Les paysans ont la tractomania.

Jean Fardiola ■
Gard.

Campagne sans voiture

Votre dossier sur les dégâts de la voiture à la campagne a provoqué en nous un assentiment mitigé. Je pense que François Schneider vit en ville. (...) Nous habitons à trois kilomètres du bourg le plus proche et 35 km d'une ville et notre voiture au GPL nous est indispensable.

(...) Les cars sont très chers et les horaires difficiles. En l'occurrence, pour moi, il me faudrait prendre le car à 6h30 pour faire 1h15 de route, les magasins ouvrant à 9h, attendre ensuite dans une brasserie, faire des courses pour une semaine et revenir avec de lourds sacs.

Ginette Brunel ■
Loire



Silence : comme indiqué dans le dossier François vit à la campagne, à un kilomètre d'un bourg (Luc-en-Diois) et loin de la ville. Il fait ses courses proches en âne ou en vélo couché. Pour aller plus loin, il utilise les transports en commun.

Campagne sans voiture

Même si je suis d'accord dans les grandes lignes avec François Schneider, il oublie quand même quelques arguments en faveur de l'utilisation de la voiture à la campagne. Tout d'abord, désertification oblige, le rural se voit contraint de se déplacer en voiture pour son pain, l'épicerie, les produits de première nécessité... L'école ensuite, du fait de la suppression des classes, nécessite plus de kilomètres à faire pour les enfants. Enfin, les loisirs sont tous concentrés en ville (...)

Dominique Ayrat ■
Lot

Silence : François Schneider qui travaille professionnellement sur cette question des transports fait l'hypothèse que la désertification est provoquée par la motorisation des personnes. C'est parce que l'on sait que les personnes peuvent se déplacer que les grandes surfaces peuvent attirer les clients, que l'épicier peut supprimer ses tournées, que les classes et les maternités peuvent être regroupées, que la Poste envisage de supprimer ses tournées... Quant aux loisirs regroupés en ville, il s'agit de ceux que l'on commercialise, les gratuits sont partout (repas entre amis, marche, lecture, chant, danse...)

Surface pour la viande

J'ai lu avec intérêt l'article paru dans *SILENCE* sur la ferme Spiruline. En tant qu'ancien éleveur bio de charolais, je ne peux que relever ce que vous dites, comme beaucoup d'autres gens, à propos de la viande. Oui, de nos jours, les producteurs de viande se laissent tenter par des méthodes productivistes qui réclament beaucoup de terres cultivées. Mais il n'y a pas si longtemps une grosse partie du bétail était élevée sur de médiocres prairies non cultivées car non labourables type Massif Central où seule de l'herbe pouvait pousser et engraisée dans des bonnes prairies d'emboche comme celles du val de Besbre dans l'Allier, sans aucun supplément (...). La production de viande ne nécessite alors pas de grandes surfaces cultivées.

Philippe Sarrut ■
Grande-Bretagne.



OGM, sécurité, santé

Lilian Ceballos, Guy Kastler
Ed. Nature & Progrès
(30700 Uzès)
2004 - 96 p. - 10 €

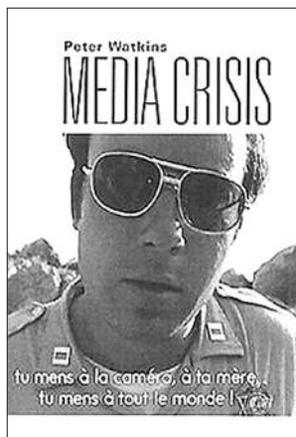
Actuellement, on ne sait rien sur les possibles risques sur la santé provoqués par l'ingestion d'aliments transgéniques. Par contre, on commence à connaître quelques effets inattendus à différents niveaux. Les auteurs ont recensé ici les publications scientifiques (jusqu'en octobre 2004) qui présentent des effets surprenants des OGM. Une liste déjà bien longue qui montre clairement qu'il est fort possible qu'un accident ait lieu au niveau de l'espèce humaine à la suite de l'ingestion d'un OGM : dissémination par le sol par les micro-organismes, contamination de parcelles, rats ayant le cancer, allergies, mortalité des papillons, interaction entre cultures, contamination des semences, demandes accrues en pesticides. Court texte, mais forts en arguments. MB.

Media Crisis

Peter Watkins
Ed. Homnisphères, 21, rue
Mademoiselle, 75015 Paris
2004 - 250 p. - 19 €

Si vous ne connaissez pas l'auteur, permettez-moi de vous raconter ma rencontre avec ce cinéaste. Etudiant, j'étais projectionniste pour un groupe écolo. Lors d'une projection du film *La Bombe*, l'ampoule du son tomba en panne. Pas le temps de réparer et le film fut passé en muet. Ce qui n'empêcha nullement de comprendre ce brûlot contre l'arme atomique. Quelques jours plus tard, projection de *Punishment Park*, film de politique fiction sur l'armée américaine. Convocation à la présidence de l'université : le film est interdit aux moins de 18 ans et pouvait choquer les plus jeunes ! De fait, de nombreuses personnes se demandaient s'il s'agissait d'un film ou d'un documentaire. Peter Watkins n'est pas connu car les médias appartiennent aux marchands d'armes et qu'il a multiplié les films antimilitaristes. Engagé à la BBC, il réalise *La gangrène* un film qui raconte les tortures de cinq sans-papiers algériens pendant la guerre d'Algérie. La police est bien faite : les originaux du film ont disparu. Le film *La bombe* a été tourné en 1965 toujours pour le compte de la BBC.

Celle-ci a voulu l'interdire pendant vingt ans mais de multiples mobilisations lui firent céder ses droits. Entre 1983 et 1986, il tourne *The journey*, un film de 14h30 filmé dans douze pays et qui montre comment les médias sont contrôlés par l'industrie de l'armement. Ce film n'a pu passer depuis que sur trois télévisions locales. En 1991, il enfonce le clou avec *The Media project* qui montre comment les médias ont couvert la guerre du Golfe sous le contrôle de l'armée américaine. En 1999, il réalise *La Commune (Paris, 1871)*, avec un co-financement d'Arte et d'une autre boîte de production appartenant au groupe *Lagardère* (marchand d'armes). Quand Arte a vu le résultat, elle n'a programmé le film qu'une fois... à une heure



du matin, refusant ensuite d'en diffuser une version en VHS. Dans ce livre, Peter Watkins a décidé de prendre sa plume pour faire le point sur ce que sa carrière de cinéaste lui a appris sur les médias et sur leurs modes de censure. Il a décidé de faire ce livre alors que la bataille des mensonges faisaient rage pour justifier l'actuelle guerre en Irak. Il y dénonce les enseignements faits sur les médias qui présentent ceux-ci comme des vecteurs de culture alors qu'il y voit surtout une propagande pour les réponses violentes aux questions de la société. Et la violence est directement un besoin de la société marchande. Or, pour Peter Watkins, les militants ont souvent tellement peu conscience de cette violence dans les médias, principalement la télévision, qu'ils reproduisent ce mode de fonctionnement dans leur manière de communiquer... avec l'espoir d'être repris dans les grands médias. Ceci conduit tout simplement à l'auto-censure et à éviter les sujets qui fâchent, ce qui peut expliquer la faiblesse d'un mouvement antimilitariste face à un mouvement anti-guerre éphémère. De fortes réflexions que tout militant devrait lire avant de s'étonner du peu d'écho de ses actions dans les médias dominants (et si des échos il a, il doit se demander, s'il n'est pas en train de perdre sa radicalité !). MB.

LE LIVRE DU MOIS

Pour la désobéissance civique



José Bové et Gilles Luneau
Ed. La Découverte
2004 - 260 p. - 17,50 €

Le livre commence par l'action des *Faucheurs volontaires* qui depuis l'été 2004 ont lancé un vaste mouvement de destruction des parcelles d'essais OGM. Il ouvre ensuite le débat sur ce que peut être un mouvement de désobéissance collectif : "la désobéissance est un mal qui ruine l'autorité". Si l'obéissance est étudiée depuis l'Antiquité, sa notion politique remonte à Etienne de la Boétie avec son toujours pertinent petit texte sur la servitude volontaire (1547) et de rappeler également les premiers textes après la Révolution française : "la résistance à l'oppression est la consé-

quence des autres droits de l'homme" [...] "quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs" (1789). Un ouvrage posthume de Henry David Thoreau théorise le concept de désobéissance (1866), mais c'est véritablement Gandhi qui, dès 1894, en Afrique du Sud, va en faire une arme politique en développant d'autres concepts comme la "non-coopération", la "force de vérité" et la "non-violence".

Les auteurs rappellent également les luttes comme celles du pasteur Martin Luther King et le syndicaliste Cesar Chavez aux USA. Puis en France avec Claude Bourdet et Jacques de la Bollardière pendant la guerre d'Algérie, les 343 salopes pour le droit à l'avortement et à la contraception en 1971, les paysans du Larzac dans les années 70 (avec déjà José Bové), Droit au logement à partir des années 90...

Le mouvement se fait partout dans le monde : au Chiapas, en Birmanie, au Kosovo. Les auteurs insistent aussi sur les tentatives que les médias oublient pour ne retenir que le côté violent : actions en Irlande ou au Pays basque.

Après ce survol des actions concrètes (trop rapide), les auteurs posent des éléments de débats sur la valeur de la désobéissance. Celle-ci n'est, pour les auteurs, civique que si elle implique le libre choix de chacun, une motivation collective et non un intérêt particulier, que l'action soit transparente, intégrée au sein d'une stratégie collective et qu'elle reste non-violente. Si aujourd'hui, cette forme de lutte se développe, c'est parce que la démocratie représentative a atteint ses limites. Sur nombre de sujets, les élus ne sont plus les représentants du peuple. L'émergence du concept de société civile, le mouvement altermondialisation, tous ces mouvements — parfois flous — de contestation et de proposition, sont là pour montrer les défauts de notre démocratie. Le débat glisse alors sur ce que pourrait être une société démocratique. Premier constat : elle doit retrouver son autonomie vis-à-vis de la guerre économique actuelle. La démocratie doit pouvoir s'exprimer en continu pour éviter les promesses des élus non suivies d'effet. Le citoyen doit pouvoir s'appuyer sur des grands principes au-delà des lois qui arbitrent toujours entre différents intérêts. Beaucoup de débats sont ouverts, mais les auteurs ne tranchent pas. MB.



Livres

De la misère humaine en milieu publicitaire

Groupe Marcuse
Ed. La Découverte
2004 - 142 p. - 7,50€

Marcuse signifie Mouvement autonome de réflexion critique à l'usage des survivants de l'économie. Le livre commence par les tentatives de défense du milieu de la pub face aux actions anti-pub de la fin 2003 et prévient tout de suite : "Il ne faut pas se leurrer, la publicité n'est que la partie immergée de cet iceberg qu'est le système publicitaire et, plus largement, l'océan glacé dans lequel il évolue : la société marchande et sa croissance destructrice. Et si nous critiquons ce système et cette société, c'est parce que le monde se meurt de notre mode de vie" [p.17]. Les gens se méfiant de plus en plus des messages publicitaires, il convient

de toujours frapper plus fort... ce qui coûte de plus en plus cher et donc favorise la domination des gros sur les plus petits, avec l'impératif de la croissance pour maintenir une industrie viable. La logique d'accumulation conduit à une pratique de plus en plus totalitaire. Et comme cela ne suffit pas, est née la "communication" et les "relations publiques" qui en plus de la publicité proposent des infos clés en main aux médias. Le groupe dénonce l'illusion des "consoméristes", ces groupes de pression qui agissent comme si les politiques du capitalisme étaient seulement des "erreurs", alors qu'elles sont le fond du problème et conduisent à la destruct-



NOUS MONS ÉGALEMENT REÇU

- **Pierre Ansart et l'anarchisme proudhonien**, Alain Pessin et Mimmo Pucciarelli, éd. ACL (BP 1186, 69202 Lyon cedex 1). Pierre Ansart, né en 1922, essaie, sous forme d'interview, de raconter comment il en est venu à s'intéresser aux idées de Proudhon. Cela passe par la conscience de l'importance du politique au moment de la deuxième guerre mondiale, des études de philosophie, un poste au Vietnam avec de nouveau la guerre, puis celle de l'Algérie et un engagement aux côtés du PSU avant de rencontrer enfin la pensée anarchiste, puis le formidable optimisme de Proudhon. Cette longue interview se termine par une analyse de l'anarchisme d'aujourd'hui.
- **Pratiques d'éducation non-violente**, Bernadette Bayada et Guy Boubault, éd. Charles-Léopold-Mayer, 2004, 250 p. 14 €. Les auteurs travaillent depuis de nombreuses années au sein de l'association *Non-violence actualité*. Dans cet ouvrage, ils recensent de nombreuses pratiques d'éducation à la non-violence depuis l'école maternelle jusqu'aux colonies de vacances, en espérant que dans le cadre de la décennie pour la non-violence de l'ONU, on généralise ces expériences. Ecrit de manière journalistique, avec des interviews, donc de lecture facile.
- **Conseil à l'exploitation familiale**, Guy Faure, Patrick Dugué, Valentin Beauval, éd. GRET-CIRAD, 2004, 128 p. 10 €. Description et réflexions sur des exploitations agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre et sur les moyens de faire du conseil pour favoriser les évolutions. Pour ceux qui ont des projets de coopération.
- **Clés pour une éducation au développement durable**, Bruno Riondet, éd. Hachette éducation, 2004, 144 p. Ouvrage qui reprend la version erronée comme quoi le développement durable serait à l'intersection de l'environnement, de l'économie et du social. Vision qui arrange les grandes multinationales. Nous préférons penser que nous n'avons qu'une seule terre sur laquelle vivent des humains (et d'autres espèces) dont le comportement social comprend pour une petite part de l'économie (trois ronds l'un dans l'autre). Il y a bien trois pages pour définir la décroissance et citer Silence, mais la conclusion est que ce n'est pas socialement possible. Donc on continue sur un concept erroné.

tion de la planète. Les auteurs encouragent à se pencher sur la décroissance et à lutter, par la désobéissance s'il le faut, contre l'infâme, le système actuel. FV.

des genres voisins, "Des poubelles dans nos assiettes" est devenu indisponible depuis belle lurette, bien qu'il soit toujours très demandé, de même que le livre de Narbonne "Toxiques affaires" ; quant au titre "Les irradiés de la République", annoncé il y a presque un an, entre autres sur France-Culture pourtant déjà bien épurée par Laure Adler, comme Miguel Benasayag en a fait les frais, il n'est toujours pas en vente publique ! A chacun de savoir s'il s'agit de censure ou de commerce. Michel Guérin.

Santé, mensonges et propagande

Thierry Souccar
et Isabelle Robard
Ed. Seuil
2004 - 374 p. - 19 €

Ce livre devrait métamorphoser les derniers imbéciles qui restent parmi les lecteurs de Silence (je plaisante) et qui ont encore des illusions sur les institutions qui nous gouvernent (je ne plaisante plus). L'état des lieux est pire que ce qu'on pouvait imaginer : le pire du pire étant qu'il n'est pas exhaustif. Si vous avez ou vous sentez des responsabilités dans le monde que vous laissez, en plus si vous êtes parents ou enseignants, vous devez lire et étudier cet ouvrage. Un livre sur la bouffe qui laisse sur sa faim, mais c'est aux personnes qui le liront d'en chercher les raisons. Les autres continueront à croire tranquillement que l'industrie de la bouffe et les fonctionnaires à sa botte ne pensent qu'à notre satiété et notre santé, et que les nuages s'arrêtent à la frontière ! L'éditeur est *le Seuil* dont je parlerais si nous étions une presse à scandale. Profitez-en pendant que le livre est frais, car je signale que, dans

Végétari'elles

Paroles de femmes
autour du végétarisme
Ed. La Criée (74, rue
Paul-Bert, 69003 Lyon)
2004 - 190 p. - 7,5 €

Un appel a été lancé en 2003 auprès de femmes, végétariennes ou non, pour expliquer pourquoi elles le sont ou ne le sont pas. Le livre présente les réponses, ce qui donne un résultat intéressant bien qu'hétérogène et parfois répétitif. Le collectif qui a lancé ce projet aurait gagné à enlever au sein des témoignages ce qui revient souvent. Si l'unanimité des opinions tourne naturellement autour de la souffrance animale, on peut s'étonner de ne trouver que quelques références au poids écologique de la viande, au pillage du Sud par le Nord et à l'absence presque totale de référence à la santé. Cela vous convaincra-t-il de ne plus manger de cadavres ? MB.

BANDES DESSINÉES

Bouclier humain

Amara Sallali, Xavier Bétaucourt, Dominique Hennebaut
Ed. Bamboo (71012 Charnay-lès-Mâcon)
2004 - 48 p. - 12,50€

Alors que la guerre menace entre les Etats-Unis et l'Irak, en 2003, les manifestations se multiplient dans le monde. Mais pour certains manifester ne suffit pas et l'idée de se rendre en Irak pour servir de bouclier humain est lancée. Amara, jeune Française, décide de répondre à l'appel et se rend à Bagdad. Le premier tome commence avec son arrivée, le 23 février 2003, dans une ville où le fatalisme semble la règle. L'angoisse monte peu à peu chez les militants pacifistes alors que les Etats-Unis lancent un ultimatum. Certains repartent, d'autres décident de rester jusqu'au bout... et assistent au départ de nombreux habitants de la ville qui vont se réfugier à la campagne. Ce premier tome se termine le 20 mars 2003, un mois après, par le premier bombardement américain sur la ville. Remarquable témoignage sur la situation à Bagdad juste avant la guerre et sur l'impuissance des peuples à éviter la guerre. Bonne présentation des envies et des limites de la militance dans un pays où l'armée est quand même omniprésente. Et bravo aussi à l'éditeur pas spécialement connu pour son engagement militant. MB.

Inspecteur Moroni

Le syndrome de Stockholm

Guy Delisle
Ed Dargaud / Poisson pilote
2004 - 48 p. - 9,45€

Prise d'otage à la raffinerie. L'inspecteur Moroni sert de monnaie d'échange pour libérer les otages. Il est enlevé avec une sorte d'illuminé qui lui explique qu'il a inventé le moteur à eau. Mais les compagnies pétrolières lui ont racheté les brevets et achètent les ressources en eau avant la fin du pétrole. La cause semble bonne et selon le principe du syndrome de Stockholm où des otages prennent fait et cause pour leur ravisseur, l'inspecteur va essayer de prouver au monde que le moteur à eau fonctionne. Humour particulièrement débridé sur un sujet hautement écolo. La voiture propre est-elle pour demain ? MB.

↳ **Courriers :**

9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04
 Ⓞ **Diffusion - Comptabilité - Abonnements :**
 04 74 07 08 68 le mardi

04 78 39 55 33 le jeudi
 Ⓞ **Rédaction :** 04 74 65 50 34 le mercredi

Ⓞ **Stands, correspondants :**

04 78 39 55 33 le vendredi
 Ⓞ **Dépositaires :** 04 74 65 50 34

↳ **Virements bancaires :**

CCP 550 39 Y LYON

↳ **Distribution en Belgique :**

Brabant-Écologie - Route de Rénipont, 33
 B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48
 CCP 000 15 19 365 54

↳ **Distribution en Suisse :**

Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
 tél : (41) 22 740 46 12
 CCP 17-497696-4

Imprimé sur papier 100 % recyclé
 blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol
 Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité
 de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés
 des informations que l'on nous communique.
 La reproduction des textes est autorisée,
 sauf avis contraire, sous réserve d'en indi-
 quer la source et le nom des auteurs
 (photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 1^{er} trimestre 2005

Tirage : 7 500 ex

Editeur : Association Silence

Président : Xavier Sérédine

Vice-président : Jacques Caclin

Trésorière : Myriam Cognard

Secrétaire : Madeleine Nutchey

RÉALISATION DE LA REVUE

Directrice de publication :

Madeleine Nutchey

Secrétaires de rédaction :

Michel Bernard et Michel Jarru

Gestion et abonnements : Michel Jarru

Maquette et publicité : Patrice Farine

Stands, lieux de dépôts : Dorothee Fessler

Rédaction : Michel Bernard, Alexandre

Esteban, Dorothee Fessler, Alain-Claude Galtie,

René Hamm, Madeleine Nutchey, Jocelyne

Peyret, Sylviane Poulenard, Mimmo

Pucciarelli, Francis Vergier

Conseillers scientifiques : Roger Bernard,

Richard Grantham, Jacques Grinevald,

Henri Persat, André Picot

Dessinateurs : Altho, Lasserpe, Mahlen

Correcteurs : Raymond Vignal,

Françoise Weité

Expédition : Christiane Bessenay, Mélanie

Combes, Claude Crotet, Christian David,

Olivier David, Marguerite Descamps, Paul

Garde, Dolores Gracia, Cécile Imbert,

Céline Kerdat, Vincent Martin, Paulette

Mazoyer, Patricia Michel, Sylviane Michel,

Mélissa Nayral, Reine Rosset, Bertrand

Roussel, Myriam Travostino.

Ont participé à ce numéro :

Jean-Claude Besson-Girard,

Jean-Marc Bonnard, Yves Cochet,

André Larivière, Matt Mahlen, Vincent

Peyret, Mimmo Pucciarelli, David Sterboul,

Pierre-Emmanuel Weck et Olivier Auber

(1 D - photo).

Couverture : illustration de Matt Mahlen.

**Silence diffuse une cinquantaine
 d'ouvrages par correspondance.
 Envoi du catalogue contre
 une enveloppe timbrée.**

Bon de commande

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles.

Ils sont à commander uniquement en France (frais de port en sus).

Numéros régionaux

218 Alsace

Fessenheim. Projet Alter Alsace. Lutterbach.
 Imagination au pouvoir. Alsace Nature. Steiner.
 Bilinguisme **3,8 €**

272-273 Rhône

Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue.
 Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau
 Santé. Radio-Canut. Hommes violents . **6 €**

285-286 Isère

Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts.
 MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre
 vivante. Encre Rage **6 €**

291-292 Aquitaine

Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola.
 Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes.
 Azimuts. Bousnac. Utopia. **6 €**

298-299 Franche-Comté

Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de
 Cocagne. La Fraternelle. La Batailleuse.
 Biopin. Spirale. Pochon magique. Maison
 Voisine. Convivialité **6 €**

**305-306 Bouches-du-Rhône
 et Vaucluse**

Cours Julien. Loubatas. Ecoforum. Jardins de
 l'Espérance. Ilotopie. Mille babords. Ballon
 rouge. CIRA. Longo Mai. GERES. Graines de
 vie. Pic Noir **6 €**

312-313 Poitou-Charentes

Les maisons de Béruges. Défense du marais
 poitevin. Kvintepetal, un centre esperantiste.
 La Tambouille. Le hameau de la Brousse.
 Maison du MER 17. **6 €**

318-319 Drôme / Ardèche.

Terre et humanisme. Tofoulie. Le loup. Jeûne
 et randonnée. La CR11-Rad. Naitre à la mai-
 son. Jardins solidaires **6 €**

Autres numéros

242 Eaux et pollution de nos WC

La Cravivrola. Palestine. Ecologie en Chine. . . . **3,8 €**

277 Land-Art et écologie

Noël Mamière. Après 11 septembre. Camions
 et montagnes. Déchets et industrie **4 €**

284 Jeûner et sortie du nucléaire

Développement : de la pauvreté à la misère.
 Ecovillages **4 €**

289 Un monde écolo possible ?

Croissance des associations. Sud et pesticides.
 Mauvais garçons **4 €**

290 Ne pas oublier le train

Service public et gratuité. Micro-hydraulique.
 Cosmétiques pseudo-naturels. **4 €**

294 Enfance en collectif

Prostitution. Trucs bioclimatiques **4 €**

300 Nos lecteurs ont du talent

40 pages réalisées par les lecteurs... **4 €**

301 La face cachée des vaccins

Communauté ? Eoliennes. Indépendance de
 la Nef **4 €**

304 Toujours sexistes ?

Société de frugalité. Auto-déstruction.
 Nucléaire : secret défense. **4 €**

Les frais de port sont de 2 € pour un ex , 3 € pour 2 ex , 4 € pour 3 ex et plus .

Annuaire de la presse alternative, édition 2004, 8 pages, plus de 400 adresses, 4 € (port compris)

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an.

France métropolitaine

<input type="checkbox"/> Découverte 1 ^{re} année	6 n°	15 €
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n°	40 €
<input type="checkbox"/> Institution	12 n°	80 €
<input type="checkbox"/> Soutien	12 n°	50 € et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n°	65 €
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	100 €
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	150 €
<input type="checkbox"/> Petit budget	12 n°	25 €

<input type="checkbox"/> Découverte 1 ^{re} année	6 n°	25 FS
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n°	60 FS

Autres pays et Dom-tom

<input type="checkbox"/> Découverte 1 ^{re} année	6 n°	22 €
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n°	45 €
<input type="checkbox"/> Institution	12 n°a	90 €
<input type="checkbox"/> Soutien	12 n°	50 € et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n°	70 €
<input type="checkbox"/> Petit budget	12 n°	40 €

Suisse

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

France : Règlement à Silence, 9, rue
 Dumenge, 69317 Lyon cedex 04

Belgique : Règlement à Brabant-
 Écologie, Route de Renipont, 33,
 B - 1380 Ohain

Suisse : Règlement à Contratom
 CP 65 - CH 1211 Genève 8



primevère

19^{ème} salon-rencontres
de l'écologie et
des alternatives



25, 26, 27 février 2005
Eurexpo - Lyon/Chassieu

400 stands

110 conférences, ateliers,
expos et animations

thème : La paysannerie

espace enfants
espace jeunes
café d'auteurs
restauration sur place

T. 04 74 72 89 90
<http://primevere.salon.free.fr>

Pour recevoir le programme :
téléphonez au 04 74 72 89 90,
connectez-vous sur <http://primevere.salon.free.fr>
ou envoyez ce coupon à
Primevère 9 rue Dumenge 69317 Lyon cedex 04

nom / adresse

.....

.....

.....

e-mail